Funded by UK Government

Search for Common Ground





CONFLICT ASSESSMENT

Building Mutual Trust and Confidence between Security and Defence forces, Communities, and local authorities in Mopti, Gao, and Tillabéri

DECEMBRE 2018

Frank Noel Metohin
Coordonnateur DM&E
Search for Common Ground Niger
+227 80 07 01 06
fmetohin@sfcg.org

Contacts :

Julien Niankoye Bolamou
ILT Regional Associate for the Sahel
Search For Common Ground
+223 72 46 5856
jbolamou@sfcg.org

Martine Djoubmanga
Coordinatrice DM&E
Search For Common Ground Mali
+223 72 46 47 91
mdjoubmanga@sfcg.org

Table des matières

Table of Contents

TABLE DES MATIERES **1**

LISTE DES ACRONYMES **3**

LISTE DES GRAPHIQUES ET TABLEAUX **4**

FIGURES 4
TABLEAUX 4

RESUME EXECUTIF **5**

CONTEXTE 5
A PROPOS DU PROJET 6
CONFLICT ASSESSMENT 6
METHODOLOGIE 7
LIMITE DE L'ETUDE 7
RESULTATS 8
RECOMMANDATIONS 9
A l'endroit des autorités et FDS *9*
A l'endroit des leaders communautaires *10*
A l'endroit des programmes de Search *10*

1 INTRODUCTION **11**

1.1 A PROPOS DU PROJET 12
1.2 CONFLICT ASSESSMENT 12
Objectifs du Conflict Assessment *13*

2 METHODOLOGIE **14**

2.1 COLLECTE DE DONNEES 15
Focus Group Discussions *15*
Key Informant Interviews *16*
Questionnaire quantitatif *16*
2.2 PROFIL DES REPONDANTS A L'ENQUETE QUANTITATIVE 17
2.3 LIMITES DE L'ETUDE 20

3 REVUE DE LA LITTERATURE SUR LA SITUATION SECURITAIRE AND LA ZONE TRANSFRONTALIERE NIGERO-MALIENNE **22**

3.1 GENESE DE LA CRISE SAHELIENNE 22
3.2 EFFETS DE LA SITUATION SECURITAIRE 24
Déplacement de la population *24*
Affaiblissement des Etats *25*
FDS vs Communautés *25*
Conflits communautaires *26*
Impact de l'état d'urgence sur le dynamisme économique *27*
3.3 INEFFICACITE DES REPONSES A LA CRISE 28
Portée nationale des réponses *28*
Absence de collaboration *28*

4 RESULTATS 30

4.1 SITUATION SECURITAIRE ACTUELLE DE LA ZONE FRONTALIERE ENTRE LE MALI ET LE NIGER 30
Perception des autorités administratives et des FDS 30
Perception des communautés 32
4.2 FACTEUR DE RISQUE POUR LA STABILISATION ET LA SECURISATION DES FRONTIERES 33
Perception de la notion de risques par les autorités et les FDS 33
Perception de la notion de risques par les communautés 35
4.3 IMPACT DE LA SITUATION SECURITAIRE SUR LES MEMBRES DE LA COMMUNAUTE 36
4.4 ÉTAT DE LA RELATION ACTUELLE DE COLLABORATION ENTRE LES FDS ET LES COMMUNAUTES 38
Perception des autorités et des FDS sur la question de collaboration 38
Perception des communautés sur la question de collaboration avec les FDS 39
4.5 FACTEURS DE DIVISION ET CAUSES DE LA FAIBLE COLLABORATION ENTRE FDS ET COMMUNAUTES 41
Facteurs et causes de division selon les autorités administratives et les FDS 41
Facteurs et causes de division selon les communautés 43
Conséquence des barrières et divisions entre les FDS et les communautés sur la stabilité et la sécurité 45
4.6 PRINCIPALE SOURCES DE MEFIANCE ENTRE LES COMMUNAUTES LES FDS 46
4.7 ACTEURS JOUANT UN ROLE DANS LA DYNAMIQUE DES CONFLITS AUTOUR DE LA STABILISATION ET LA SECURISATION DES FRONTIERES 48
Acteur jouant un rôle positif dans la dynamique des conflits 48
Acteur jouant un rôle négatif dans la dynamique des conflits 50
4.7 PERSPECTIVE ET OPPORTUNITE FAVORISANT LA STABILITE ET LA PAIX 52
Facteurs à prendre en compte pour faciliter le dialogue et la collaboration dans les communes 55

5 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS 57

4.1 RECOMMANDATIONS 58
A l'endroit des autorités et FDS 58
A l'endroit des leaders communautaires 58
A l'endroit des programmes de Search 58

6 ANNEXE 60

6.1 REPARTITION TAILLE D'ECHANTILLON QUANTITATIF 60
6.2 TERMES DE REFERENCES 61
6.3 OUTILS 78

Liste des acronymes

ACM : Activités Civilo-militaires
CAFO : Coordination des Associations et ONG féminines du Mali
CCC: Centre de Conseil Communal du Mali
CESAO : Centre d'Etude et D'Expérimentations Économiques et Sociales de l'Afrique de l'Ouest
CMA : Coordination des Mouvements de l'Azawad
DDR : Désarmement-démobilisation-réinsertion
DRC : Danish Refugee Council
FAMA : Forces Armées Maliennes
FDS : Forces de Défense et de sécurité
FGD : Focus Group Discussion
FIDH : Fédération Internationale des Droits de l'Homme
GATIA : Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés
GDD : Groupe Danois de Déminage
HACP : Haute Autorité à la Consolidation de la Paix
ILT : Institutional Learning Team
IMRAP : Institut Malien de Recherche Action pour la Paix
KII : Key Informant Interview
MINUSMA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
MNLA : Mouvement National de Libération de l'Azawad
MSA : Mouvement pour le Salut de l'Azawad
OIM : Organisation Internationale pour les Migrations
PCCN : Programme de Cohésion Communautaire au Niger
PNUD : Programme des Nations Unis pour le Développement
RECOTRADE : Réseau des Communicateurs Traditionnels pour le Développement du Mali
Search : Search for Common Ground
UNHCR : United Nations High Commissioner for Refugees
UNPOL : Police des Nations Unies

Liste des graphiques et tableaux

Figures

Figure 1: Répartition des répondants selon le profil 16
Figure 2: Ventilation par tranche d'âge Figure 3: Ventilation par sexe des interviewés 17
Figure 4: Pyramide des âges 17
Figure 5: Répartition des répondant selon le niveau d'instruction 18
Figure 6: Répartition des répondants selon la profession 20
Figure 7: Répartition des personnes quêtées selon le niveau d'appréciation du niveau de confiance entre les forces de sécurité, les autorités locales et les communautés et selon les pays 40
Figure 8: Répartition des personnes enquêtées selon la fréquence et communication entre les FDS et les communautés et selon le pays 40
Figure 9: Fréquence de sollicitation des renseignement des FDS auprès des communautés 42
Figure 10: Sollicitation d'appui par communauté auprès des FDS 44
Figure 11: Fréquence de réponses aux solicitations des communautés par les FDS....44
Figure 12: Partage d'information en rapport avec la statbilité et la sécurité par les FDS aux communautés....45
Figure 13: Participation aux cadres de dialogue avec les autorités et FDS sur la Sécurité....47
Figure 14: Participation des communautés à la prise de décision sur les mesures sécuritaires ..47
Figure 15: Personnes de référence à qui les répondants partagent les informations sécuritaires 49
Figure 16: Raison de non partage d'informations avec les autorités et les FDS....51
Figure 17: Opportunités favorisant la stabilité et la paix selon les jeunes et les femmes (FGD)..53
Figure 18: Niveau d'accès à l'information sur la paix et la sécurité....55

Tableaux

Tableau 1: Zones de couverture de l'étude 14
Tableau 2: Répartition des participants aux FGD par sexe, par nombre et par localité au Niger 15
Tableau 3: Répartition des participants au FDG par sexe et par localité Mali....15
Tableau 4: Niveau actuel de confiance selon la fréquence de communication/échanges entre communautés et FDSTaille d'échantillon N=771 (6 valeurs manquantes)....39
Tableau 5: Attitudes et comportement des communautés créant la méfiance....47
Tableau 6: Récapitulatif des affirmations des répondants pour expliquer leur réticence à fournir des informations aux autorités et aux FDS....52
Tableau 7: Récapitulatif des facteurs à prendre en compte pour faciliter le dialogue et améliorer la collaboration dans les communes 56

Résumé exécutif

Contexte

Depuis la fin de 2016, la situation sécuritaire s'est fortement dégradée dans la région du Liptako-Gourma, affectant la relation de confiance au sein des communautés elles-mêmes et entre

communautés et FDS. La crise dans le nord Mali a affaibli l'influence des autorités maliennes et leur capacité à contrôler les activités illicites des groupes armés, ce qui est aussi le cas au Niger, rendant toute la zone transfrontalière instable. Cette situation de crise a favorisé l'installation de groupes armés et narcotrafiquants. Les attaques à répétition des groupes armés et les agressions commises sur les communautés ont augmenté la vulnérabilité de la population et la précarité de leurs conditions de vie. Prenant de l'ampleur au fil des années cette situation est à l'origine du déplacement des populations du nord Mali vers les régions du Niger, en l'occurrence dans les communes de la région de Tillabéri. Le manque de moyens adaptés et l'essoufflement des mécanismes traditionnels de résilience communautaire semblent installer la crise dans la durée. La région connaît un accroissement des tensions intercommunautaires favorisant des frustrations et préjugés ainsi que la méfiance au sein des communautés, et mettant durablement à l'épreuve leur confiance envers les institutions et les FDS.

A propos du projet

Le projet ***"Bâtissons Ensemble"*** est financé par le **Conflict Stability and Security Fund** du **Royaume Uni** et mis en œuvre par **Search for Common Ground Mali** et **Niger**. Ce projet a débuté en août 2018 et prendra fin en mars 2019 dans les deux pays. Ce projet vise à « Renforcer la confiance mutuelle et la collaboration entre les forces de défense et de sécurité, les communautés à la base et les autorités locales de Mopti, Gao et Tillabéri ». Cette deuxième phase contribue à développer un environnement propice à la confiance mutuelle entre toutes les parties prenantes impliquées dans la stabilisation de la zone commune de Liptako-Gourma entre le Mali et le Niger.

L'une des phases préliminaires permettant de mieux implémenter les activités dans le cadre du projet ***« Bâtissons Ensemble »*** est le conflict assessment. Il s'agit d'un exercice d'analyse et de réflexion critique sur les implications (qu'elles soient socio-économiques et politique) à prendre en compte pour l'amélioration de la situation sécuritaire des régions.

Conflict assessment

Le conflict assessment est une analyse approfondie ayant permis aux équipes programmatiques de Search d'avoir une compréhension plus précise de la perception des communautés sur les conflits existants dans une région donnée. Dans l'optique de fournir une analyse approfondie des différents facteurs socioéconomiques, politiques et idéologiques à l'origine d'un conflit et les relations de cause à effet qui lient ces facteurs, Search a réalisé un Conflict Assessment pour le compte du projet ***« Bâtissons Ensemble ».***

Search utilisera les résultats de cette recherche pour améliorer la collaboration entre les communautés les FDS des deux côtés de la frontière. Ceci se fera à travers la prise en compte des facteurs socio-économique, politique et idéologique dans les cadres de dialogue, le renforcement

de capacité, la programmation médiatique et les initiatives qui seront conjointement mise en œuvre par les autorités, les éléments des FDS et les communautés.

Méthodologie

La méthodologie utilisée pour conduire cette recherche est basée sur une approche mixte (qualitative et quantitative) qui permet de faire une triangulation des données. L'approche quantitative consiste en l'utilisation d'un questionnaire qui a été administré à un échantillon représentatif des membres de la communauté. L'approche qualitative fait appel à un guide de discussion pour conduire les Focus Group Discussions (**FGD**), les entretiens avec les informateurs clés - Key Information Interviews (**KII**). Les répondants aux différents FGD et KII étaient les autorités administratives, les FDS, les Leaders communautaires/Acteurs de la société civile et les membres de la communauté. Au total 30 FGD ont été réalisés dont 18 FGD au Mali et 12 au Niger. 61 KII ont été réalisés dont 26 au Niger et 35 Mali. La taille d'échantillon quantitatif permettant d'avoir un niveau de signification de 95% (intervalle de confiance **IC de 5%, un Z-score de 1,96 et une proportion de 50%**.) est de 384 par pays, soit un échantillon total de 768 personnes.

Ces deux approches ont permis de fournir une analyse approfondie des différents vecteurs de conflits dans les régions du Mali (Koro, Dougoutéme 2, Bondo, Baye, Sokoura, Ouenkoro, Ansongo, Tessit et Ouattagouna) et du Niger (Bankilaré, Ayorou, Gorouol, Sanam, Abala et Banibangou) ciblées par le projet. La recherche s'est déroulée dans les communes ciblées par le projet entre les 17 et le 24 octobre au Niger et du 23 octobre au 3 novembre 2018 au Mali.

La collecte des données a été faite à l'aide de smartphone qui ont été quotidiennement centralisées sur un serveur créé sur la plateforme www.kobo.humanitarianresponse.info afin d'assurer la sauvegarde et les éventuels réajustements dans les données collectées. Les données ont été analysées via le Logiciel SPSS et le tableur Excel, de manière à faire ressortir les similitudes et les spécificités par pays.

Limite de l'étude

- **Les contraintes liées à la sécurité et l'atmosphère de suspicion** peuvent limiter la capacité des participants à parler ouvertement de certaines questions y compris certains FDS
- **Contraintes linguistiques** : Compte tenu de la traduction des questionnaires du français aux langues, des erreurs de compréhension peuvent survenir lors de la phase d'entretien avec les répondants.
- **Les incidents sécuritaires dans certaines localités** de l'étude ont créé de la panique auprès des équipes et limité leur capacité à prendre plus de temps sur le temps de recueillir plus de profondeur dans les réponses auprès des participants à l'enquête.

Certains enquêtés n'ont pas donné leurs consentement pour participer au sondage (Tessit- Mali) car ils ont estimé que cela les exposait à des risques de représailles.

Résultats

- ➔ Les répondants rencontrés dans les communes ciblées au Niger trouvent que la situation est stable mais imprévisible. Selon eux, la vigilance est de mise pour limiter les exactions des groupes armés. Les éléments des groupes armés continuent de semer la panique dans la population par insuffisance de FDS pour couvrir toutes la zone.
- ➔ Les répondants rencontrés dans les communes ciblées au Mali trouvent la situation sécuritaire très alarmante car en effet l'autorité de l'état ne se fait plus sentir. De plus, les conflits communautaires ont pris de l'ampleur avec l'utilisation d'arme à feu et des assassinats ciblés.
- ➔ S'agissant des risques pour la stabilisation, les répondants trouvent que cette zone frontalière est très vaste et le manque de coordination des interventions militaires des pays comme le Mali, le Niger et le Burkina constitue une opportunité pour l'émergence de la violence et de l'insécurité.
- ➔ Les autorités des communes maliennes ont quant à elles, pointé du doigt la mauvaise ou le manque de politique de récupération des armes à feux chez les membres de la communauté et notamment dans le cadre des conflits intercommunautaires.
- ➔ Les communautés du Niger évoquent leur mauvaise collaboration avec les autorités en ne donnant pas souvent les bonnes informations aux FDS. Celles du Mali mentionnent la non dénonciation des personnes à comportement suspicieux ou les étrangers transportant des grandes quantités de marchandises.
- ➔ Les FDS des deux pays affirment que certains membres de la population profitent de cette situation sécuritaire pour approvisionner les groupes armés en carburant, en échange d'argent destiné à subvenir aux besoins alimentaires de leurs familles.
- ➔ S'agissant des impacts sur la communauté, les répondants sont unanimes que la situation sécuritaire constitue un frein pour le développement économique, ainsi que les échanges économiques entre les deux pays.
- ➔ L'impact de cette situation se fait sentir même par les structures étatiques puisque les autorités mentionnent la baisse drastique des recettes fiscales collectées suite aux échanges commerciaux au niveau des communes ciblées.
- ➔ Vulnérabilité de jeunes et risque de sombrer dans le banditisme armé, consommation des stupéfiants et l'enrôlement dans les groupes armés.
- ➔ Les femmes quant à elles, affirment être confrontées à une recrudescence de cas de viol, une impossibilité de réaliser leur petit commerce et les cultures de saison en toute quiétude.
- ➔ En dehors des activités civilo-militaires organisées par les ONG, la communication et les échanges demeurent encore problématiques.

- ➔ Les membres de la communauté mettent en évidence le manque ou la mauvaise politique de désengagement des membres de la communauté ayant adhéré aux groupes armés.
- ➔ Les FDS des deux pays estiment que les communautés s'exposent elles-mêmes aux représailles des groupes armés par manque de stratégie de communication ou de discrétion lorsqu'elles fournissent les informations aux FDS
- ➔ Le délai de réaction des FDS est très long selon les zones par manque de présence permanente des autorités et des FDS sur la bande frontalière.
- ➔ En prenant en compte l'appréciation des membres de la communauté pris au hasard, 13% des répondants (soit 100 sur 765) estiment que le niveau de confiance entre FDS et communautés est **"Excellent"** ou **"Bon"**, ainsi que ces derniers communiquent **"Régulièrement"**.
- ➔ La faible mise en avant de l'intérêt commun qui permettrait de juguler le problème d'insécurité a été mentionné chez les autorités et les FDS dans les deux pays. L'incivisme des communautés mais aussi l'implication des politiciens dans la libération des individus dangereux mis aux arrêts
- ➔ Les répondant affirment, des deux côtés de la frontière, que les FDS sont parfois agressifs, fermés sur eux-mêmes avec une attitude de supériorité sur la population.
- ➔ Les acteurs humanitaires et ONG/Association constituent des acteurs positifs dans ce contexte d'insécurité selon les répondants du Mali et du Niger. Selon les répondants, ces acteurs mènent de multiples actions contribuant à la paix et la stabilité dans les deux pays.
- ➔ Concernant les acteurs contribuant à la dégradation de la situation sécuritaire, Il s'agit en tête d'affiche, de tous les groupes armés extrémistes violents de la zone Sahélo-Saharienne dont entre autre le MNLA, MUJAO, AQMI, ANSAR DINE.
- ➔ Concernant les perspectives et opportunités de paix, il s'agit des cadres de dialogue (tribunes citoyennes), des activités civilo-militaires, des tables rondes radiophoniques et autres initiatives des ONG (y compris HACP pour le Niger) qui apaisent les tensions communautaires et difficultés de collaboration entre communautés et FDS.

Recommandations

A l'endroit des autorités et FDS

- Plaider pour une politique de désarmement et de réinsertion envers les groupes armés nécessaire au retour pacifique des jeunes ayant rejoint leurs rangs et à la réconciliation des groupes communautaires détenant des armes ;
- Renforcer davantage la coordination des opérations militaires entre Mali-Niger-Burkina et le contrôle des déplacements en particulier les trafics illicites au niveau des frontières ;

A l'endroit des leaders communautaires

- S'engager de façon neutre et impartiale dans la gestion des conflits pour accroître la confiance et la cohésion sociale entre les communautés ;
- S'engager à déconstruire les discours idéologiques extrémistes en promouvant les valeurs et principes de tolérance et de cohésion sociale ;

A l'endroit des programmes de Search

- Appuyer les représentants des Etats au niveau de communes dans le renforcement de capacité en matière de collaboration et de communication s'agissant de la situation sécuritaire actuelle de plus en plus dégradée;
- Soutenir les communautés de manière à ce qu'elles s'engagent positivement dans l'amélioration de la situation sécuritaire à travers la collaboration avec les autorités et les FDS de leurs communes;
- Renforcer les acteurs des médias dans la diffusion d'informations fiables, permettant d'apaiser les tensions entre les ethnies;
- Fournir l'opportunité aux différents groupes communautaires d'avoir accès aux plateformes médiatiques pour être des acteurs engagés de promotion de messages en faveur de la paix pour l'amélioration de la situation sécuritaire;
- S'assurer de la représentativité des comités de leaders communautaires en incluant toutes les catégories sociales et professionnelles (agriculteurs, éleveurs, associations féminines, jeunes commerçants, transporteurs, autorités, FDS etc) lors de leur mise en place.

1 Introduction

Depuis la fin de 2016, la situation sécuritaire s'est fortement dégradée dans la région du Liptako-Gourma, affectant la relation de confiance au sein des communautés elles-mêmes et entre communautés et FDS. La crise dans le nord Mali a affaibli l'influence des autorités maliennes et leur capacité à contrôler les activités illicites des groupes armés, ce qui est aussi le cas au Niger, rendant toute la zone transfrontalière instable.

Compte tenu de l'étendue de cette région sahélo-saharienne, les frontières sont devenues poreuses laissant la voie libre aux trafics des armes à feux et de la drogue dans la région. Cette situation de crise a favorisé l'installation de groupes armés et narco trafiquants, affectant par la même occasion la collaboration entre les FDS et les communautés. La présence de ces groupes armés et leurs actions ont contribué à la dégradation du climat social au sein des communautés et de la confiance envers les FDS dans les régions du centre et du Nord du Mali et au Nord-Ouest du Niger.[1] [2]Les attaques à répétition des groupes armés et les agressions commises sur les communautés ont augmenté la vulnérabilité de la population et la précarité de leurs conditions de vie. Prenant de l'ampleur au fil des années cette situation est à l'origine du déplacement des populations du nord Mali vers les régions du Niger, en l'occurrence dans les communes de la région de Tillabéri.

Affectée par des attaques violentes de groupes armés opérant à l'origine depuis le Mali et maintenant bien implantés au Niger, la région de Tillabéri, de par sa position géographique partageant une grande partie de sa frontière avec le Mali, fait face à une crise humanitaire accentuée par l'instabilité sécuritaire et les mesures restrictives imposées par le gouvernement nigérien pour l'endiguer. Le manque de moyens adaptés et l'essoufflement des mécanismes traditionnels de résilience communautaire semblent installer la crise dans la durée. La région connaît un accroissement des tensions intercommunautaires favorisant des frustrations et préjugés ainsi que la méfiance au sein des communautés, et mettant durablement à l'épreuve leur confiance envers les institutions et les FDS. Cette dégradation continue de la situation sécuritaire affecte considérablement les populations résidant le long des frontières du Mali et du Niger.

L'une des phases préliminaires permettant de mieux implémenter les activités dans le cadre du projet ***« Bâtissons Ensemble »*** est le conflict assessment. Cette recherche fournit de plus amples informations sur l'état actuel de la relation de collaboration entre les communautés et les FDS

[1] UN Secretary General reports on the situation in Mali (2018)
[2] Renforcement de la confiance entre les populations civiles et les force de défense et de sécurité. IMRAP et Interpeace 2016.

d'une part et le lien qui existe entre ce niveau de collaboration et la situation sécuritaire de la zone sahélo-saharienne dont font partie le Mali et le Niger d'autre part. Il s'agit d'un exercice d'analyse et de réflexion critique sur les implications (qu'elles soient socio-économiques et politique) à prendre en compte pour l'amélioration de la situation sécuritaire des régions.

1.1 A propos du projet

Le projet ***"Bâtissons Ensemble"*** est financé par le **Conflict Stability and Security Fund** du **Royaume Uni** mis en œuvre par **Search for Common Ground Mali** et **Niger**. Ce projet a débuté en août 2018 et prendra fin en mars 2019 dans les deux pays. L'action s'appuie sur les principales réalisations et les enseignements tirés lors de la première phase pilote du projet, et ambitionne de les consolider. Il s'agit notamment de : **(1)** continuer à renforcer les capacités des communautés, des représentants locaux et des FDS dans la transformation des conflits et les techniques d'engagement communautaires; **(2)** fournir un soutien continu aux stations de radio communautaires partenaires dans les zones cibles, notamment par un encadrement in situ de la programmation médiatique, de la radio pour la consolidation de la paix et de la gestion de la radio; **(3)** élargir les possibilités concrètes de planification conjointe et d'actions de collaboration entre la population civile, les autorités et les FDS, y compris la force opérationnelle interarmées du G5 Sahel.

Cette deuxième phase contribuera à développer un environnement propice à la confiance mutuelle entre toutes les parties prenantes impliquées dans la stabilisation de la zone commune de Liptako-Gourma entre le Mali et le Niger.

1.2 Conflict Assessment

Le conflict assessment est une analyse approfondie ayant permis aux équipes programmatiques de Search d'avoir une compréhension plus précise de la perception des communautés sur les conflits existants dans une région donnée. Cette analyse met en évidence les facteurs socioéconomiques, politiques et idéologiques à l'origine d'un conflit et les relations de cause à effet qui lient ces facteurs. Cette recherche sert de base aux équipes de Search pour développer des stratégies programmatiques adaptées au contexte, s'assurer de la sensibilité au conflit de l'action, et renforcer les mécanismes de paix au niveau communautaire.

Dans l'optique de fournir une analyse approfondie des différents vecteurs de conflits dans les régions du Mali (Koro, Dougoutéme 2, Bondo, Baye, Sokoura, Ouenkoro, Ansongo, Tessit et Ouattagouna) et du Niger (Bankilaré, Ayorou, Gorouol, Sanam, Abala et Banibangou) ciblées par le projet, Search a réalisé un Conflict Assessment pour le compte de ce projet. Cette recherche a servi de base dans la collecte d'informations qui ont permis de prendre en compte la dimension régionale du conflit dans la mise en œuvre des activités au niveau des communes frontalières entre le Niger et le Mali. Search utilisera les résultats de cette recherche pour améliorer la

collaboration entre les communautés les FDS des deux côtés de la frontière. Ceci se fera à travers la prise en compte des facteurs socio-économique, politique et idéologique dans les cadres de dialogue, le renforcement de capacité, la programmation médiatique et les initiative qui seront conjointement mise en oeuvre par les autorités, les éléments des FDS et les communautés.

L'objectif du projet étant de renforcer la confiance mutuelle entre toutes les parties prenantes impliquées dans la stabilisation de la zone frontalière, la recherche a été conduite de manière à recueillir et analyser les perceptions des communautés et des FDS au sujet des facteurs déclenchant les conflits, les intérêts, idéologies et les conséquences de la situation sécuritaire sur les échanges entre les deux régions. Les parties prenantes proposeront des opportunités sur lesquelles le projet peut se baser pour contribuer au retour de la paix et de la stabilité dans la région et améliorer la gouvernance sécuritaire au niveau local.

Objectifs du Conflict Assessment

Les objectifs du Conflict Assessment sont:

1. Analyser le contexte actuel concernant les déclencheurs et les facteurs de risque des conflits dans les zones cibles autour de la stabilisation et la sécurisation des frontières;
2. Comprendre les dynamiques de conflits entre communautés locales et parties prenantes impliquées dans la stabilisation de la zone d'intervention du projet;
3. Identifier les opportunités pour la paix et les perspectives d'amélioration de la collaboration entre les différents acteurs impliqués dans la stabilisation et la sécurisation des frontières, spécifiquement les FDS et les communautés;
4. Formuler des recommandations pour la sensibilité aux conflits et la collaboration entre toutes les parties prenantes impliquées dans la stabilisation des zones cibles du projet.

2 Méthodologie

Le Conflict Assessment a été réalisé conjointement au Mali et au Niger dans les communes ciblées par le projet entre le 17 et le 24 octobre au Niger et du 23 octobre au 3 novembre 2018 au Mali. La méthodologie utilisée pour conduire cette recherche est basée sur une approche mixte (qualitative et quantitative) qui permet de faire une triangulation des données. L'approche quantitative consiste en l'utilisation d'un questionnaire qui a été administré à un échantillon représentatif des membres de la communauté. L'approche qualitative fait appel à un guide de discussion pour conduire les Focus Group Discussions (FGD), les entretiens avec les informateurs clés - Key Information Interviews (KII).

La collecte de données a été réalisée dans 6 communes au Niger et les 9 communes au Mali (Tableau 1). Il a été déployé 05 équipes composées chacune de 03 enquêteurs et un superviseur dont 03 au Mali et 02 au Niger pour mener cette activité de collecte. Les enquêteurs ont été formés sur les approches programmatiques de Search, les outils de collecte, la stratégie de collecte de données et un rappel des principes "Do No Harm" par les équipes DM&E de Search au Mali et au Niger. L'équipe DM&E des deux pays a assuré la supervision de proximité de la collecte des données qui ont été quotidiennement centralisées sur un serveur créer sur la plateforme www.kobo.humanitarianresponse.info afin d'assurer la sauvegarde et les éventuels réajustements dans les données collectées. Des smartphones ont été utilisés dans les deux pays pour la collecte de données via l'application **KoboCollect**. Les données extraites du serveur ont été traitées et analysées via le Logiciel SPSS et le tableur Excel. Les données ont été analysées de manière à faire ressortir les similitudes et les spécificités par pays afin de prendre en compte la dimension régionale de la recherche et s'assurer de la sensibilité au conflit des activités qui seront mises en oeuvre.

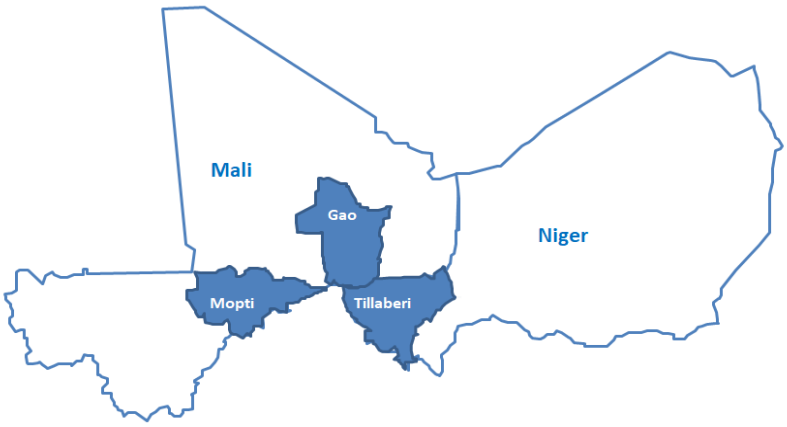


Tableau 1: Zones de couverture de l'étude

Pays	Nombre de communes	Zones cibles

Mali	09	Koro, Dougoutéme 2, Bondo, Baye, Sokoura, Ouenkoro, Ansongo, Tessit et Ouattagouna
Niger	06	Bankilaré, Ayorou, Gorouol, Sanam, Abala et Banibangou

2.1 Collecte de données

Focus Group Discussions

Deux FGD homogènes ont été menés par localité :

- 01 FGD : De femmes comprenant 4 femmes de 18-35 ans et 4 femmes de plus de 35 ans
- 01 FGD : D'hommes comprenant 4 hommes de 18-35 ans et 4 hommes de plus de 35 ans

Au total 30 FGD ont été réalisés dont 18 FGD au Mali et 12 au Niger. Une attention particulière a été accordée aux différences linguistiques locales lors de la traduction des outils et de la conduite des entretiens afin de s'assurer que le libellé et la formulation n'entraînent pas de biais dans la compréhension des participants. Les tableaux 2 et 3 présentent la répartition des participants aux FGD selon les communes et le genre au Niger et au Mali.

Tableau 2: Répartition des participants aux FGD par sexe, par nombre et par localité au Niger

Localités	Gorouol	Bankilaré	Ayorou	Sanam	Banibangou	Abala	Total
# FGD	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**12**
#Femmes	8	8	8	8	8	8	48
#Hommes	8	8	8	8	8	8	48

Tableau 3: Répartition des participants au FDG par sexe et par localité Mali

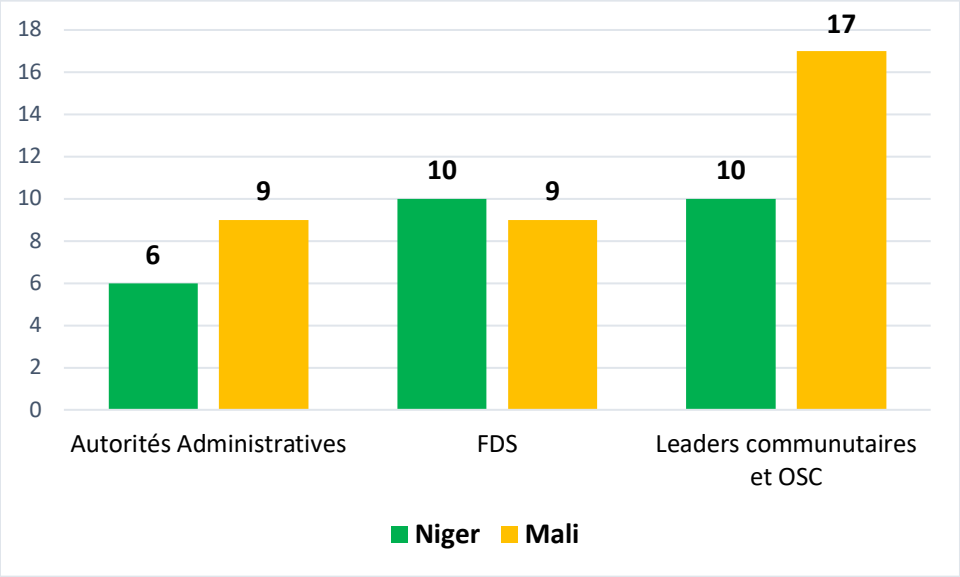
Localités	Koro	Dougoutéme 2	Bondo	Baye	Sokoura	Ouenkoro	Ansongo	Tessit	Ouatagouna	Total
# FGD	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**18**

#Femmes	8	8	8	8	8	8	8	8	8	72
#Hommes	8	8	8	8	8	8	8	8	8	72

Key Informant Interviews

Les KII ciblent des personnes spécifiques choisies en fonction de leur position leur donnant accès à des informations privilégiées sur la situation sécuritaire dans la région et ont permis de comparer et comprendre les différences entre les perceptions des individus. La répartition des KII par type d'acteurs est la suivante :

Figure 1: Répartition des répondants selon le profil



Questionnaire quantitatif

La partie quantitative de ce conflict assessment a été réalisée sur la base d'un questionnaire administré aux membres de la communauté dans les 15 communes (6 au Niger et 9 au Mali). La taille d'échantillon pour obtenir des résultats représentatifs est déterminée en tenant compte de l'effectif de la population dans chacune des communes. Cette taille d'échantillon a été calculée en prenant en compte un intervalle de confiance **IC de 5%, un Z-score de 1,96 et une proportion de 50%**. Ainsi la taille d'échantillon permettant d'avoir un niveau de signification de 95% est de

384 par pays, soit un échantillon total de 768 personnes. L'échantillon de 384 par pays (au total 768)[3] a été réparti selon le poids démographique de chaque commune[4].

2.2 Profil des répondants à l'enquête quantitative

Les graphiques ci-dessous présentent le profil socioéconomique des répondants ayant accepté de répondre au questionnaire quantitatif.

Figure 2: Ventilation par tranche d'âge

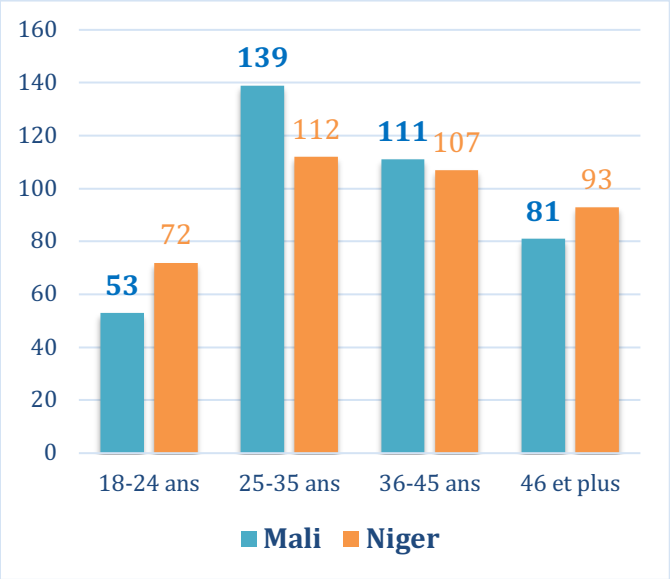
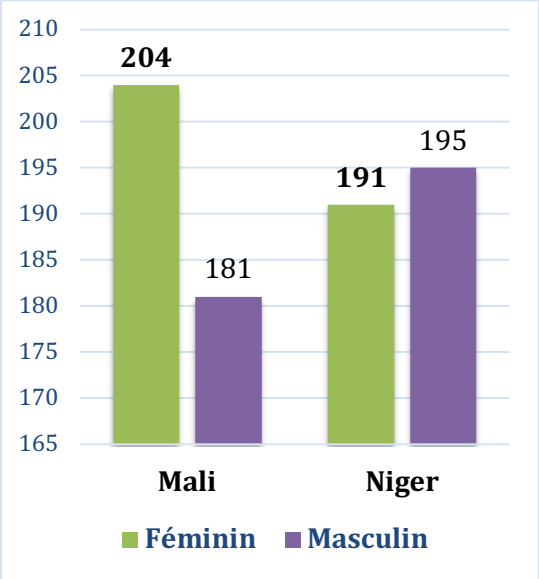


Figure 3: Ventilation par sexe des interviewés

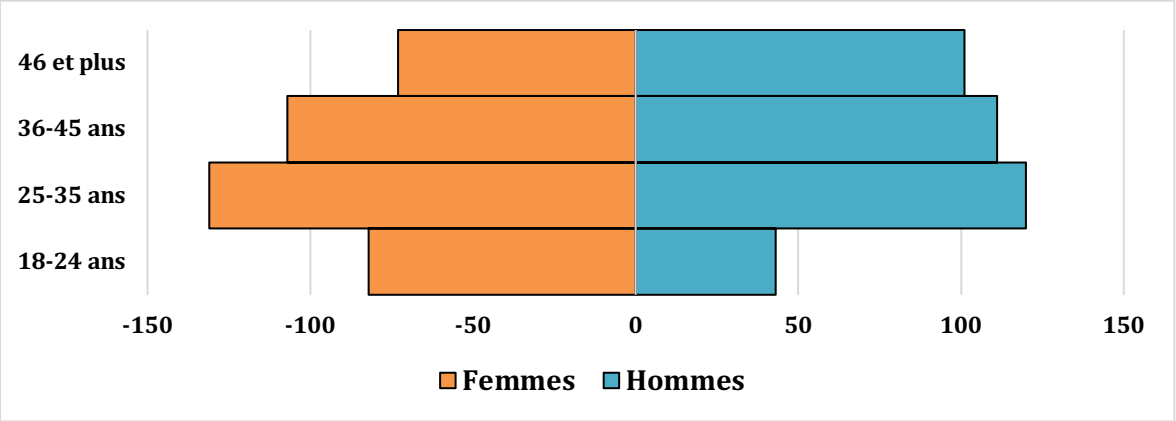


Le total des personnes enquêtées pour le conflict assessment s'élève à 771 dont 376 (49%) hommes et 395 (51%) femmes. La répartition par groupe d'âge semble quant à elle acceptable avec cependant une prépondérance des 25-35 ans (33%) et des 36-45 ans (28%). Cette répartition reflète la composition des communautés qui sont majoritairements jeunes dans les deux pays.

Figure 4: Pyramide des âges

[3] Les détails de la répartition de cet échantillon est en annexe de ce rapport.

[4] Nous avons enquêté 771 personnes dans les deux pays au lieu de 768. Cela ne change en rien le niveau de précision de la taille d'échantillon défini initialement.

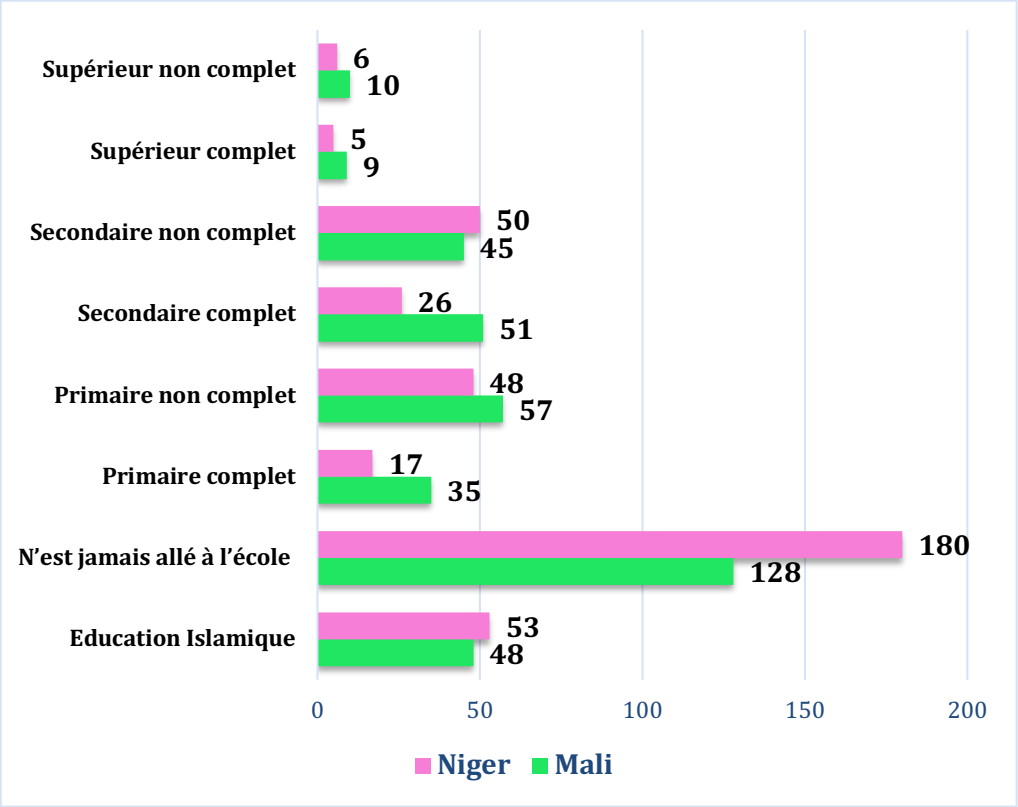


La pyramide des âges des individus enquêtés dans les deux pays fait ressortir de façon explicite la répartition par classe d'âge et par sexe. Dans le cadre de notre échantillon, la répartition par sexe est équilibrée pour les tranches de 25-35 ans et 36-45 ans; les tranches de 18-24 ans et 46 et plus comportent plus d'inégalités en défaveur respectivement des hommes et des femmes. Spécifiquement, les jeunes hommes de 18-24 ans ont été les moins sollicités à l'opposé des femmes appartenant à la tranche des 25-35 ans. Cette faible représentation pour la tranche 18-24 ans s'explique par le refus de participation à l'enquête durant la collecte des données sur le terrain.

Les deux (2) graphiques suivants donnent la réparation des répondants selon le niveau d'instruction et la profession.

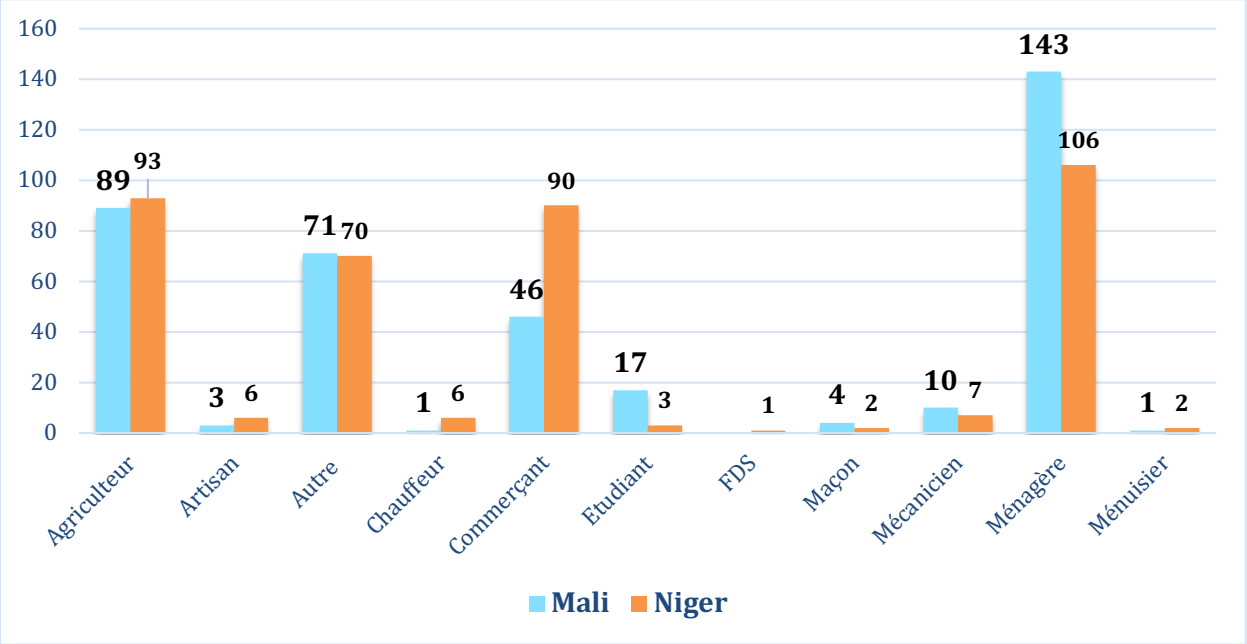
N=771 ; valeur manquantes= 5

Figure 5: Répartition des répondant selon le niveau d'instruction



Dans les deux pays, la majorité des personnes interrogées ne sont jamais allées à l'école. Cette situation est d'autant plus marquée dans le cas du Niger. Les niveaux supérieurs sont les moins répertoriés parmi les interviewés.

Figure 6: Répartition des répondants selon la profession



2.3 Limites de l'étude

Certaines difficultés ont été rencontrées dans la réalisation de cette recherche qui s'est déroulée, faut-il le rappeler, dans des zones sécuritaires instables. Un ensemble de problèmes spécifiques sont survenus lors de la collecte de données énumérées de façon non exhaustive ci-dessous :

- **Les contraintes logistiques** : Les pannes récurrentes de véhicules sur le terrain ont diminué le temps imparti pour la phase terrain. Ceci réduit le temps et la qualité des données collectées (Niger). Les équipes ont corrigé ceci en ré-aménageant les temps prévu pour les autres communes et en informant les personnes références (autorités, FDS et leaders communautaires) chargées de faciliter le contact avec les répondants appropriés ;
- **Les contraintes liées à la sécurité et l'atmosphère de suspicion** peuvent limiter la capacité des participants à parler ouvertement de certaines questions y compris certains FDS, mais cette difficulté a été pour le moins partiellement levée en témoigne la richesse des échanges avec ces derniers. Ceci a été traité en s'assurant que tous les entretiens se déroulent dans des endroits isolés pour la collecte d'informations ;
- **Contraintes linguistiques** : les différentes langues utilisées lors du processus de collecte peuvent constituer une contrainte. Les outils de collecte des données sont traduits du français en langues locales où les nuances du contenu ont probablement changé. Les entrevues ont été effectuées dans la langue locale et les transcriptions traduites en français. Des erreurs de traduction peuvent donc se produire tout au long du processus de collecte de

données. Les équipes ont limité ce risque en demandant l'appui des membres de la communauté qui comprennent les langues locales et le français, afin de garder le sens adéquat des questions posées par l'enquêteur des et réponses fournis par les enquêtés ;

- **Les incidents sécuritaires dans certaines localités** de l'étude ont créé de la panique auprès des équipes (équipe d'Ansongo au Mali lors de ses visites à Ouatagouna). A ce niveau, les équipes ont demandé l'appui des autorités administratives et FDS de la zone pour sécuriser les enquêteurs et les véhicules ;
- Certains enquêtés n'ont pas donné leurs consentements pour participer au sondage (Tessit- Mali). Ceci a été corrigé par les équipes en rappelant le principe de confidentialité avant chaque entretien. Comme prévu durant la planification, les entretiens prévus ont été réalisés avec les répondants issus des 15 communes (9 au Mali et 6 au Niger).

3 Revue de la littérature sur la situation sécuritaire and la zone transfrontalière Nigéro-Malienne

En amont de la présentation des résultats, une analyse documentaire a été faite pour mieux cerner les problématiques à traiter tout au long cette recherche. Les résultat issus des entretiens dans les 15 communes (Mali-Niger), quant à eux ont été présentés en commençant par une analyse de la situation sécuritaire, Identification des facteurs de risque (socio-économique, politique et idéologique) pour la stabilisation et la sécurisation des frontière, l'impact de la situation sécuritaire sur les communautés, facteur de division entre les communauté et les FDS, les acteurs jouant un rôle dans la dynamique des conflit autour de la stabilisation des frontières et les perspectives/opportunités de paix et stabilité. Enfin, des recommandations ont été formulées pour permettre à Search Mali et Niger, ainsi qu'à l'ensemble des acteurs de conduire des actions contribuant à la paix et la sécurité tout en restant sensible au conflit.

Dans le cadre du conflict assessment, il est plus que nécessaire d'établir un état des connaissances actuelles sur la problématique du projet ***« Bâtissons Ensemble »*** qui est d'apporter une réponse rapide mais durable dans le renforcement de la confiance mutuelle entre les communautés et les FDS dans la zone transfrontalière nigéro-malienne. Pour ce faire, **Search Mali et Niger** ont mis en place un ensemble mixte d'intervention basée sur l'approche Common Ground, d'engagement communautaire et de renforcement des liens de collaboration à tous les niveaux des communes cibles du projet. Afin de mieux conduire cette recherche de conflict assessment il est utile de procéder à l'exploration documentaire rapide permettant de mieux cerner la problématique à laquelle le projet espère répondre. Cet exercice a été réalisé dans un court format selon les documents qui étaient en notre possession mais aussi de manière synthétique pour ne pas rendre l'exploration documentaire longue. Nous baserons notre démarche sur les différent points de vue pris au travers divers revues et articles, que nous allons analyser.

3.1 Genèse de la crise Sahélienne

La crise libyenne a provoqué une déstabilisation de tout le Sahel, à commencer par le Nord du Mali. Selon une note du gouvernement nigérien de Septembre 2018, justifiant la reconduction de l'État d'urgence dans la zone de Tillabéri et de Tahoua : **«** *les événements survenus en Libye ont entraîné l'occupation d'une partie du territoire septentrional de la République du Mali par des groupes terroristes dont les agissements affectent également le Niger, notamment dans les*

régions de Tillabéri et de Tahoua. »[5] Des ex-combattants originaires du Mali et jusque-là enrôlés dans les armées de Kadhafi sont retournés dans leur pays d'origine avec des armes légères, des kalachnikovs et des missiles sol-air[6]. Il n'aura pas fallu longtemps pour voir les conséquences de cette prolifération des armes à feu dans le Sahel. Après le déclin du Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA), un groupe à revendications identitaires formés dès 2011, suivi de l'arrivée d'Ansar Dine, groupe extrémiste violent dans la veine d'Al-Qaeda, l'on assiste à une démultiplication des groupes armés dans le pays. Le repli de l'armée malienne du nord du pays amplifiée d'une crise institutionnelle (notamment un coup d'Etat militaire en mars 2012) aura comme conséquence de graves troubles politiques et sociaux. Une combinaison singulière d'évènements installera la crise dans la durée et renforcera son ampleur principalement dans la partie nord du pays, cela avec le retrait des structures étatiques.

Cependant, l'épicentre des violences va se délocaliser et descendre un peu plus au sud du pays notamment dans les régions de Mopti. De nouveaux groupes djihadistes feront leur apparition dans le pays avec cette fois-ci des profils et des stratégies différents de ceux connus habituellement. Fatalement, aux mouvements indépendantistes et revendications djihadistes viennent s'agglutiner une lutte économique pour le contrôle des ressources entre nomades et sédentaires. Ces principaux acteurs issus notamment des communautés Peulhs et Dogons, qui longtemps ont vécu dans une situation de paix relative, vont se retrouver au centre de cette belligérance. Le regain d'activités militaires de l'armée malienne soutenue par les groupes d'autodéfense a fini par mettre en péril cette stabilité. Les communautés Peulhs principalement se déclarent victimes d'exactions et d'exécutions extrajudiciaires de la part de l'armée malienne[7] et de la concurrence agressive des groupes armés Touaregs[8]. Des milices d'autodéfense se réclamant de cette communauté se forment et cherchent à leur tour à s'équiper. La disponibilité d'armes et le discours religieux islamiste ambiant n'ont pas tardé à faire ressurgir à ces populations une volonté de retrouver leur gloire d'antan. Toutefois la seule nostalgie des succès d'autrefois et le désir de protection semblent insuffisants pour expliquer cette adhésion massive

[5] Conseil des ministres de la République du Niger. Communiqué du Conseil des ministres du lundi 17 Septembre 2018. URL : https://www.presidence.ne/conseils-des-ministres/2018/9/17/communique-du-conseil-des-ministres-du-lundi-17-septembre-2018 [Consulté le 02/11/2018].

[6] Mathieu Pellerin. « Le Sahel et la contagion libyenne », Politique étrangère, 2012/4 (Hiver), p. 835-847. DOI : 10.3917/pe.124.0835. URL : https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2012-4-page-835.htm [Consulté le 03/11/2018].

[7] FIDH. Dans le Centre du Mali, les populations prises au piège du terrorisme et du contre-terrorisme. Novembre 2018. Page 62.

[8] Libération. Attaques jihadistes: le Niger sous le feu. https://www.liberation.fr/planete/2017/10/23/attaques-jihadistes-le-niger-sous-le-feu_1604937 [Consulté le 22/11/2018].

des jeunes dans les milices. L'opportunisme et la volonté de s'enrichir sont également des facteurs à prendre en compte.

Cependant cette situation de troubles et de tensions à ressorts multidimensionnels va s'étendre dans les pays voisins notamment au Niger avec des attaques perpétrées notamment à Tillabéri. Le gouvernement nigérien en réaction va instaurer l'état d'urgence lors du Conseil des ministres du 03 Mars 2017 dans certains départements de la région et qui depuis, n'aura cessé d'être prolongé. Ainsi ces mesures gouvernementales censées être exceptionnelles vont s'enliser et devenir la norme sans pour autant endiguer les conflits violents. La dernière attaque en date au Niger est celle de Tongo Tongo où 5 soldats nigériens et 4 américains ont perdu la vie[9].

3.2 Effets de la situation sécuritaire

Décrété depuis 2015 suite à l'attaque de l'hôtel Radisson Blu de Bamako, l'état d'urgence au Mali fait l'objet d'une prorogation sans interruption[10]. Le Niger se trouve dans une situation identique où le régime d'État d'urgence est instauré dans la zone de Tillabéri depuis 2017. Au-delà de la mise en application de l'état d'urgence dans certains départements/cercles du Niger et du Mali, cette situation sécuritaire est la source de plusieurs conflits intercommunautaires, tensions entre les communautés et Force de Défense et de Sécurité, détérioration de la situation économique et la cohésion sociale, déplacement des populations (réfugié maliens au Niger et déplacés internes dans les localités Malienne et Nigérienne). Il est indéniable que ce contexte sécuritaire a été lourd de conséquence puisque ayant entrainé en plus de tout ce qui été cité précédemment, des pertes en vie humaines et des biens des populations maliennes et nigériennes. De plus, cette situation sécuritaire s'est davantage détériorée avec la faible présence de l'Etat et des positions des FDS dans les localités frontalières entre les deux pays.

Déplacement de la population

D'après le Norwegian Refugee Council[11], après la prise d'une partie du territoire Malien par les groupes extrémistes en 2012, plus d'un demi-million de civils ont fui leurs maisons et parmi eux environ 150 000 se sont réfugiés dans les pays voisins. Le nombre de déplacés internes a aussi continué à augmenter à cause de la pauvreté, la famine et le manque de perspectives dans les zones frappées par la crise. Beaucoup de ces maliens (58 500) se retrouvent au Niger à la fin de

[9] The New York Times. Military Inquiry Finds Soldiers Were Unprepared in Deadly Niger Ambush. https://www.nytimes.com/2018/05/10/world/africa/military-niger-ambush-investigation.html [Consulté le 18/10/2018].
[10] JeuneAfrique. Mali : l'état d'urgence prorogé d'un an. https://www.jeuneafrique.com [Consulté le 19/10/2018].
[11] Norwegian Refugee Council. Fact sheet June 2018. June 2018. Page 01.

l'année 2017. L'on dénombre également plus de 30 000 déplacés internes dans ce pays[12]. Ces mouvements de populations engendrés par l'insécurité peuvent constituer aussi une source de conflits. Les populations hôtes et les personnes déplacées vivent généralement dans des conditions de précarité économique aggravées par la présence des uns et des autres.

Affaiblissement des Etats

Même si la faiblesse de la présence de l'Etat malien et de la fourniture des services publics de base sur d'importants territoires du Nord a toujours été avérée[13], la crise au Sahel à partir de 2011 a contribué à aggraver ce contexte. Malgré cette faiblesse, le Mali jadis cité comme « bon élève» sur le plan de la démocratie et l'Etat de droits a implosé en l'espace de quelques mois. Les instances politiques et militaires ont tous sombré de façon inattendue sous la pression des Touaregs de l'Azawad et les groupes extrémistes. Avec l'appui de ses partenaires internationaux, une reprise en main semble suivre son cours et les institutions renaissent. Cependant l'Etat peine toujours à fournir les services publics dans certaines zones du Nord et du Centre et d'aucuns parlent de « ***no man's land*** » pour évoquer ces régions. Dans ces conditions, l'exposition des pays comme le Niger qui est d'ores et déjà fragilisé par les tensions inter-communautaires et une faible couverture de la zone frontalière par les FDS, l'insécurité s'est installée au fil des années. Alors il est évident de reconnaître que la responsabilité de cette situation sécuritaire est partagé entre les pays du sahel, dont font partis le Niger, le Mali et le Burkina. D'où l'importance du côté régional de ce projet de Search faisant l'objet de cette recherche. Depuis le Niger subit des attaques qui mettent à rude épreuve ses ressources publiques et la cohésion sociale. Le défi sécuritaire entraîne une apparition de nouveaux acteurs dans un domaine fondamentalement régalien. La tribalisation de ces acteurs armés a transformé et en violences communautaires[14].

FDS vs Communautés

D'après plusieurs témoignages et selon l'ONU, des exactions sont perpétrées par des combattants des groupes d'autodéfense (GATIA et MSA). Ils se rendent coupables de crimes, viols et pillages de bétail affirme un **responsable d'une organisation d'éleveurs de Tillabéri**[15]. Ces groupes d'autodéfense collaborent avec l'armée malienne et la force française Barkhane au Mali

---

[12] Commission Européenne. Protection civile et opérations d'aide humanitaire. Niger. https://ec.europa.eu/echo/where/africa/niger_fr [Consulté le 14/11/2018].

[13] COULIBALY Hawa et Stéphanie LIMA, « Crise de l'État et territoires de la crise au Mali », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif (mis en ligne le 27 mai 2013). URL : http://journals.openedition.org/echogeo/13374 [consulté le 14 novembre 2018].

[14] Sandor Adam. « Insécurité, Effondrement de la confiance sociale et gouvernance des acteurs armés dans le centre et le Nord du Mali ». Centre FrancoPaix en résolution de conflits et missions de paix- UQAM. Août 2017. Page 27.

[15] RFI. Niger: des Peuls dénoncent les incursions et exactions d'ex-rebelles maliens. http://www.rfi.fr/afrique/20180507-niger-peuls-denoncent-incursions-exactions-milices-maliennes [Consulté le 29/10/2018].

dans la guerre contre le terrorisme. Certaines communautés qui vivent dans la zone transfrontalière se retrouvent prises entre d'un côté les rançonnages des bandits armés et de l'autre côté la défiance des forces gouvernementales et leurs partenaires qui les soupçonnent d'intelligence avec les terroristes. Malgré les rejets des accusations d'exactions portées contre elles, il reste évident qu'il y'a une détérioration de la confiance entre FDS et certaines communautés.

Selon l'ONG **Human Rights Watch** dans son résumé pays paru en début d'année 2018 concernant le Mali, 15 personnes auraient été tuées par des militaires et enterrées dans des fosses communes, une vingtaine de personnes aurait également disparu[16]. Des dizaines d'autres personnes suspectées de terrorisme ont fait l'objet de mauvais traitements physiques lors d'interrogatoires tandis que des enfants ont été détenus dans des structures étatiques en lieu et place de centres gérés par l'UNICEF. Le **cluster protection au Niger** de son côté attire régulièrement l'attention des acteurs notamment étatiques sur les effets désastreux de la guerre menée contre les groupes djihadistes sur les populations civiles.

D'un autre côté, les FDS estiment que la perception qu'ont les populations d'eux est quelque peu biaisée. Pour certains militaires, rares sont les civils qui font la différence entre les multiples corps des FDS et qui connaissent réellement leurs missions. Une situation qui est d'autant plus ardue quand aucune forme de communication n'est faite autour des mesures gouvernementales comme le souligne la **mission inter-secteurs**[17] au Niger dans son rapport de Juin 2017.

Conflits communautaires

Selon une étude commanditée et publiée par le **PNUD en 2014**[18], les principaux foyers de tensions intercommunautaires au Niger se situent dans le Boboye entre Peulh et Djerma, dans le Gorouol entre Sonrai et Touaregs. Au Mali dans le centre du pays entre Peulh et sédentaires (Dogons/Bambaras) et à Ménaka entre Peulh/Doussahaq[19]. Ces conflits tirent leurs origines d'antagonismes anciens, la rivalité pour l'accès aux ressources ou la quête d'un territoire d'attache. Cependant, il existe toujours un conflit cyclique entre nomades et sédentaires pour l'accès aux pâturages et aux puits dans toutes les autres zones. Néanmoins cette catégorisation des conflits n'est pas unanimement partagée, selon la **Haute Autorité à la Consolidation de la Paix** du Niger, « *Construire une forme adjectivale de conflit sous le prisme communautaire donne à voir un simplisme dans la catégorisation des acteurs en conflit. En épousant une approche*

[16] Human Right Watch. Résumé Pays Mali. Janvier 2018. Page 03.
[17] Cluster humanitaire. Rapport de mission inter-secteurs à Tillabéry. Juin 2018. Page 05.
[18] Bureau d'études NIGER HORIZONS. Analyse des facteurs de conflits au Niger. Rapport final (Novembre 2014). Etude commandée et publiée par le PNUD. Page 45.
[19] Centre Simon-Skjodt pour la prévention des génocides. « Préventions d'atrocités de masse au Mali ». Régions en danger. Avril 2018. Page 01.

complexe, on finit par dépasser cette lecture communautariste en révélant les enjeux et intérêts des parties en conflit »[20].

Toujours selon le **cluster protection au Niger**, une frustration des populations locales peut créer des tensions intercommunautaires du fait des appuis octroyés aux réfugiés et déplacés internes à leur détriment. Ce sentiment que leurs besoins sont ignorés contribue à attiser des conflits dont les victimes seront surtout les femmes et les enfants[21]. La **mission inter-secteurs au Niger** illustre ce cas de figure en rapportant que les populations estiment être dans la même situation de précarité que celle des réfugiés maliens, mais se désolent que toute l'assistance soit dirigé seulement vers le camp[22].

Impact de l'état d'urgence sur le dynamisme économique

Le régime de l'état d'urgence en vigueur dans les deux pays peut réduire le dynamisme économique des régions concernées. En effet, l'interdiction de la circulation des personnes ou des véhicules dans certains lieux et à certaines heures risque de porter un coup aux activités commerciales et d'entraver ainsi la création de valeurs dans des espaces frontalières à forte interdépendance économique.

Selon la **Haute Autorité à la Consolidation de la Paix** du Niger datant[23], **«** les flux économiques dans la région du Nord-Tillabéri montrent que les États gagneraient à favoriser la circulation et les échanges économiques. Ces échanges économiques méritent plus d'attention car les populations y trouvent un grand intérêt. **»** Ce qui sans aller jusqu'à plaider une fin du régime d'état d'urgence dans les zones concernées, attribue d'importants avantages à un assouplissement de la limitation des mouvements. Cette proposition est également émise par la **West Africa Network for Peacebuilding (WANEP)[24]** qui exhorte les gouvernements nigérien et malien à prendre **«** des mesures conséquentes pour permettre la reprise normale des activités socio-économiques dans les régions les plus touchées par l'insécurité et les attaques armées. **»** Mais le renouvellement quasi-systématique des décrets instaurant les états d'urgence motivé par la récurrence des attaques terroristes et la persistance de la menace rend la réalisation de cette hypothèse incertaine à court terme. En attendant donc une levée de ces mesures gouvernementales dans les deux pays qui aurait comme corollaire de permettre une reprise de

[20] Haute Autorité à la consolidation de la Paix de la République du Niger. Nord-Tillabéri : Analyse du conflit lié à l'accès aux ressources naturelles. Août 2017. Page 23.
[21] Cluster protection au Niger. Impact de la création du G5 Sahel sur la population locale et protection. Novembre 2017. Page 03.
[22] Cluster humanitaire. Rapport de mission inter-secteurs à Tillabéry. Juin 2018. Page 05.
[23] Haute Autorité à la consolidation de la Paix de la République du Niger. Nord-Tillabéri : Analyse du conflit lié à l'accès aux ressources naturelles. Août 2017. Page 97.
[24] WANEP. Bulletin de suivi de la situation sécuritaire au Niger. Avril – Mai 2018. Page 04.

l'activité économique de part et d'autres, certaines études, pas nombreuses il faut le souligner, se sont focalisées sur la recherche de réponses qui contribueront à atténuer les risques d'apparition de nouvelles tensions et limiter ainsi une aggravation de la situation qui se révèle suffisamment conflictuelle.

3.3 Inefficacité des réponses à la crise

Portée nationale des réponses

Aussi la circonscription aux territoires nationaux des réponses face à la crise sécuritaire semble impertinente car les dynamiques des mouvements des populations à l'œuvre dans cet espace sont plus fondées sur les facteurs humains et sociologiques que par les logiques de frontières étatiques. Les réponses aux conflits et à l'insécurité dans le Sahel ne sont pas bien analysées et cela limite sans cesse l'impact des interventions. Toutes les réponses opérationnelles sont nationales par leur portée[25]. Les missions des institutions même quand elles ont des mandats régionaux sont généralement menés par des États, elles sont traitées entre gouvernements et leurs résultats limités se manifestent sur un plan national. La plupart des réponses ne font pas participer les acteurs évoluant au niveau.

Absence de collaboration

Une étude publiée au Mali en 2016 par l'**IMRAP et Interpeace**[26] révèle que **l'insuffisance de la communication entre les populations civiles et les FDS** laisse le libre champ à la spéculation et aux rumeurs qui à leur tour font l'objet d'une diffusion à plus grande échelle sur les ondes radios. Ces acteurs se retrouvent donc dans un contexte volatile où chacun attribue à tort ou à raison des intentions hostiles à l'autre. La spirale de violence est ainsi perpétuellement nourrie et les perspectives de paix de plus en plus amoindries. La même étude souligne une absence d'espaces de dialogue entre militaires et civils à quelques tentatives près qui, malheureusement tardent à être pérennisées[27].

L'étude d'IMRAP et Interpeace à la lumière de leur diagnostic recommande la création d'espaces de dialogue entre les FDS et les populations civiles au Mali, l'institutionnalisation des activités civilo-militaires (ACM) et le renforcement de la confiance du public en la protection de l'informateur[28]. En effet, les représailles que subissent certains informateurs dissuadent les populations à **collabore**r avec les FDS et mettent en péril la confiance qu'ont ces dernières à

[25] Commission économique pour l'Afrique. Les conflits dans la région du Sahel et leurs conséquences pour le développement. Page 09.
[26] IMRAP et InterPeace. Renforcement de la confiance entre les populations civiles et les FDS : Diagnostic et solutions pour une paix durable au Mali. Juin 2016. Page 58.
[27] Ibid. Page 61.
[28] Ibid. Pages 66-68.

l'égard de la réelle capacité des FDS à remplir leur mission. D'où l'impérieuse nécessité de rétablir la confiance via des cadres de dialogue et d'échanges pour mettre un terme à cette défiance. Le **Groupe Danois de Déminage (GDD)** dans son **Conflict Analysis in Liptako-Gourma** aborde dans ce sens tout en faisant le distinguo sur les mécanismes à mettre en place sur le court et le long terme. Dans ses recommandations, **GDD** préconise de saisir les opportunités à court terme qui seront mises en évidence par des études détaillées avec pour objectif d'identifier les causes immédiates des conflits et leurs déclencheurs. Ceci dans l'optique d'une meilleure compréhension des sujets sensibles qui présentent des risques de conflit violent, la promotion des solutions de gestion non violentes et d'une utilisation des techniques et outils de renforcement de la confiance mutuelle entre les acteurs. Une fois ces méthodes éprouvées, procéder à leur vulgarisation à plus grande échelle afin de résoudre des conflits plus enracinés tels que le foncier et la gestion des ressources locales.

Compte tenu de l'état actuel de la recherche dont l'auteur de l'étude publiée par le **PNUD au Niger** disait en ces termes **«** Les travaux de recherche sur la dynamique des conflits sont à l'image de la situation de la recherche d'une manière générale au Niger. Celle-ci se caractérise par un faible développement **»**, le Conflict Assessment permettra de disposer de données plus fiables et récentes et couvrant la zone transfrontalière nigéro-malienne pour identifier de façon efficace les opportunités de paix.

4 Résultats

4.1 Situation sécuritaire actuelle de la zone frontalière entre le Mali et le Niger

L'analyse du contexte de mise en œuvre du projet ***« Bâtissons Ensemble »*** est l'une des étapes qui permettra de faire une mise à jour par rapport aux informations préalablement ressorties dans la revue de la littérature. La situation sécuritaire étant l'objet de préoccupation de la part de l'ensemble de parties prenantes, il s'avère plus que nécessaire de mieux appréhender cet état de fait à travers les opinions des autorités administratives et FDS d'une part et celles des communautés d'autres part. Search (Mali et Niger), à travers cette recherche, a accordé une attention particulière s'agissant de l'état actuelle de la situation sécuritaire de la zone frontalière entre les deux pays pour mieux renforcer l'engagement de toutes les parties prenantes en faveur de la collaboration dans les six (6) communes au Niger et les neuf (9) communes au Mali.

Perception des autorités administratives et des FDS

L'opinion actuelle de la situation sécuritaire par les autorités administratives de la région de Tillabéri (Niger) est qu'elle reste stable depuis quelques mois au niveau des centres urbains des communes concernées par la recherche. Cela s'explique par la mise en application des restrictions de l'état d'urgence, la présence du **G5 Sahel** et les opérations des Force de Défense et de Sécurité. Malgré les soupçons de complicité entre les populations et les groupes armés, le risque d'attaques des groupes armés a fortement diminué dans les zones urbaines. Selon les personnes rencontrées, qui basent leurs réponses sur des informations remontées par les communautés, la situation sécuritaire est préoccupante dans certaines communes rurales **(Ex : Gorouol, Sanam)** et certains villages **(Ex : Amarsingue, Kolemane et Wanzarbe)**. Les répondants mentionnent que plusieurs cas de vol (ambulance de Sanam, bétails, moto) et d'assassinats ciblés par les groupes armés ont été rapportés. Selon eux, ceci s'explique en grande partie par l'absence de position permanente des FDS dans les communes rurales et villages d'une part et le retard dans la remontée des informations sur les phénomènes suspects par la communauté d'autre part.

Propos d'une autorité administrative d'Ayorou

« La situation sécuritaire s'améliorer car il y quelques mois c'était des terroristes qui nous attaquaient mais maintenant c'est juste des attaques perpétrées par des bandits armés qui ont des complices un peu partout dans la communauté et c'est ça qui nous donne un peu de souci. Par contre, les fds mettent tout ce qu'ils ont comme moyen pour combattre cela. »

Selon la majorité des représentants des FDS rencontrés sur le terrain au Niger, la vigilance est de mise parce que la situation sécuritaire est imprévisible malgré les patrouilles et l'état d'urgence n'est pas respecté dans les villages un peu plus reculés des communes urbaines. A titre d'exemple le village de Foneko sur la frontière avec le Burkina a été attaqué par des individus armés à cause de l'insuffisance de présence militaire dans la zone. En revanche, les autorités administratives et les FDS de Banibangou ont affirmé que le calme est revenu puisque

depuis quelques mois aucune attaque n'a été signalée. Toutefois eux aussi finissent par soutenir l'idée selon laquelle leurs mécanismes (patrouilles, arrestation des petits bandits) de sécurité restent permanemment en alerte pour prévenir et répondre aux attaques.

Propos d'un élément des FDS de Baye

« Actuellement, la sécurité dans le cercle ne répond pas aux normés, il n'y a pas une bonne cohabitation entre les populations et les militaires, le service de renseignements ne reçoit pas à temps les bonnes informations. »

Cette perception de la situation sécuritaire du Niger ne diffère guère de celle vécue par les populations des communes du Mali ciblées par ce projet. En effet les autorités administratives rencontrées dans ces communes restent très alarmantes dans leur propos concernant cette situation sécuritaire. Selon les autorités, plusieurs positions militaires se sont vues attaquer par les groupes armés (gendarmerie et douanes à Ouenkoro), les populations se font régulièrement rançonner et braquer à domicile par les bandits armés. Les autorités interviewées sont unanimes sur le fait que depuis les premières attaques au Mali, la situation ne fait que s'empirer, ceci s'explique notamment par l'absence de position permanente de Militaire (**Ex : Ouenkoro, Baye, Bondo, Dougoutène**).

Autorité administrative à Baye

« La situation sécuritaire a été fragilisée par les conflits communautaires dans secteurs baye Sokoura et Dialassagou »

Malgré que les patrouilles militaires des **FAMA** (Force Armée Malienne), **GATIA (**Groupe Autodéfense Touareg Imghad et Alliés), **MSA** (Mouvement pour le Salut de l'Azawad) et les forces partenaires **Barkhane, Minusma, UNPOL** aient permis de repousser les groupes armés, les répondants affirment que l'insécurité est constamment présente étant donné que ces derniers continuent de circuler en toute liberté et imposent leurs lois et règlement. Les propos des FDS interrogés dans les communes maliennes concernées par ce projet soutiennent ceux des autorités. Selon leur constat, la situation sécuritaire ne répond pas aux normes d'une zone où l'insécurité est permanente, les restrictions ne sont pas respectées par les populations et les renseignements de qualité font défaut dans le cadre de gestion sécuritaire. Malgré la présence des patrouilles, les braquages sont très fréquents ainsi que les incidents (assassinat et vol) dans les hameaux reculés (**Tinahama, Agbatta**).

Autorité administrative de Ouatagouna

« On est en insécurité totale car il y'a toujours des vols, des braquages armés dans la commune et la plupart sont des Gandalzo donc les gens de la localité. J'ai été braqué chez moi à deux reprises. »

A cette situation sécuritaire précaire au niveau des communes des deux pays (Mali et Niger) s'ajoutent les conflits intercommunautaires et ethniques qui accentuent l'insécurité qui prévaut. Bien que la revue de littérature mentionne cet état de fait dans les communes concerné par l'étude, les répondants précisent à titre illustratif que cela est très présent à **Baye et Ouenkoro** au Mali ainsi qu'à **Abala et Ayorou** au Niger.

Perception des communautés

Propos d'un enseignant de Tessit

« La circulation des armes dans la localité. Les gens s'adonnent au banditisme, aux enlèvements des engins et des animaux dans la zone »

Les investigations menées auprès des communautés font ressortir que la situation sécuritaire actuelle est très instable dans la grande majorité des communes visitées, selon leurs perceptions. Bien que les répondants au niveau de communauté reconnaissent que les FDS des deux pays et les forces armées partenaires (G5 Sahel, Barkhane, Minusma, UNPOL) fournissent énormément d'effort pour sécuriser les localités, il n'en demeure pas moins que jusqu'à présent les populations de deux côtés de la frontière subissent les exactions des groupes armés.

Selon les propos recueillis auprès des répondants, la crainte est dans tous les esprits des populations au niveau des communes des deux pays parce que les coups de feu se font entendre très fréquemment. Comme mentionné lors des entretiens avec les leaders communautaires à Baye (Mali), la population ne se sent pas en sécurité puisque les agressions sont "monnaie courante"(fréquentes). De l'autre côté de la frontière à Bankilaré et Gorouol également, c'est le même constat puisque la grande majorité des leaders communautaires ont affirmé que les incidents (agression, assassinat, règlement de compte) sont très fréquents au niveau de plusieurs villages et au niveau des sites aurifères. Les répondants expliquent que l'une des raisons de toutes ces exactions demeure la prolifération des armes à feu[29] qui sont en vente même à certains endroits (**non mentionné par crainte de la part des répondants**), le trafic de la drogue et sa consommation par les jeunes. Lorsque tout ceci est présent dans la zone frontalière entre le Mali, le Niger et même le Burkina et qu'en plus la couverture de FDS est insuffisante dans les communes rurales comme Gorouol, Sanam (Niger), Ouenkoro et Tessit (Mali) pour ne citer que ceux-là seulement, il est peu surprenant que les répondants ne révèle l'amertume, la frustration et les tensions qui s'installent progressivement dans leurs communes.

Une jeune femme de la communauté de Bankilaré

« La situation est bonne/stable à Bankilaré ville, mais la situation est difficile vers Goroual et les autres zones frontalières.
Niger/mali insécurité vers le kori de goroual car quand il est plein les FDS ne peuvent pas passer c'est comme si on est coupé de cette partie »

L'absence de plus en plus manifeste des autorités se fait sentir même dans les chefs lieu de commune au Mali, notamment à Ouatagouna (Mali) où les autorités administratives ont quitté la localité pour des raisons de sécurité au su et au vu des populations qui se retrouvent

[29] Actualité Malienne Bamada.net

Propos d'un Imam de Baye

« Ici, la sécurité n'est pas du tout garantie. Le dialogue ne passe pas bien, les uns se méfient des autres. La cohésion sociale et le vivre ensemble ne sont pas assez consolidés. »

abandonnées à elles même. Les bandits armés commettent leurs exactions contre les patrouilles des FDS dans la zone tenant compte du fait que la zone à couvrir est très vaste. Alors les communautés affirment avoir mis en place des groupes d'autodéfense qui assurent la sécurité des populations impliquant un autre problème, celui de la prolifération et de la détention illégale d'armes dans les communautés.

Au-delà de la situation sécuritaire, les répondants au niveau des communautés font cas de conflits ethniques qui prennent considérablement de l'ampleur dans les communes de deux pays. Il s'agit d'une part au Niger des altercations entre Peulh et Touareg (Ex : Abala et Ayorou) et d'autres part au Mali entre Peuls et Dogons (Ex : Baye). Dans les communes maliennes et également à Ansongo, plusieurs répondants dans la communauté affirment les difficultés de cohabitation interethniques. Certaines d'entre elles se considèrent supérieurs aux autres et utilisent les armes pour commettre des braquages et violent sur les femmes. Les préjugés prennent de l'ampleur entre ces ethnies et les altercations sont toujours violentes puisqu'ils se sont procurées des armes, alors il est actuellement impossible pour l'une des ethnies de se déplacer vers les zones majoritairement occupées par les autres.

4.2 Facteur de risque pour la stabilisation et la sécurisation des frontières

L'état actuel de la situation sécuritaire dans les communes frontalière entre le Mali et le Niger tel que décrit par les répondants s'est considérablement dégradé depuis 2012 et le début de la crise au nord Mali (prise de Kidal par les groupes armés extrémiste, nord-est Mali). Ainsi, pour mieux appréhender la problématique autour de la question sécuritaire, les autorités administratives, FDS, ainsi que les membres de la communauté ont été interrogés sur les risques existant dans les communes ciblées par cette recherche. Une meilleure compréhension des risques permettra de mieux cerner les facteurs à prendre compte par l'ensemble des acteurs dont notamment Search dans la réponse à apporter dans ce contexte.

Perception de la notion de risques par les autorités et les FDS

Les autorités des communes ciblées dans les deux pays ont mentionné la faible couverture de la zone frontalière par les structures étatiques ainsi que par la présence des FDS sur le terrain. Selon leur propos cette zone frontalière est très vaste et le manque de coordination des interventions militaires des pays comme le Mali, le Niger et le Burkina constitue une opportunité pour l'émergence de la violence et de l'insécurité. Ils affirment également que les conflits intercommunautaires démontrent clairement que les communautés maliennes et nigériennes sur cette zone frontalière n'ont jusqu'à présent pas compris que cette situation représente un danger commun pour elles.

De plus, les autorités maliennes et nigériennes font face à une insuffisance de contrôle de cette zone frontalière, ceci permet aux groupes armés de procéder au trafic d'armes à feu et de la drogue. Dans la majorité des cas, une faible collaboration des communautés et le non-respect des consignes de sécurité ont été signalés par les autorités.

Propos d'une autorité d'Ayorou

« L'un des facteurs c'est l'étendu de la zone frontalière qui fait que ce n'est pas facile de la contrôler. Le terrain est accidenté, mais les bandits eux savent où suivre pour rentrer directement au Mali. Nous n'avons pas assez de FDS et moyens logistiques pour couvrir toute la localité. Les attaques font partie des facteurs et au Mali l'Etat ne couvre pas leurs communes. »

Dans les communes d'Abala et Ayorou au Niger, les FDS soupçonnent la présence d'informateurs parmi les réfugiés maliens, tandis que du côté d'Ansongo, les FDS du Mali soupçonnent l'infiltration des Peulhs venant du Niger dans les groupes armés. Les FDS des deux pays affirment que certains membres de la population profitent de cette situation sécuritaire pour approvisionner les groupes armés en carburant, en échange d'argent destiné à subvenir aux besoins alimentaires de leurs familles. Etant donné que la situation sécuritaire a freiné la grande majorité des activités génératrices de revenus, certains jeunes vendeurs de carburant sont manipulés financièrement par des individus mal intentionnés complices des groupes armés, pour leur fournir du carburant. Sur les deux pays, les FDS sont unanimes dans leur opinion que la régulation ou contrôle de la vente du carburant est absolument nécessaire mais ne fonctionne pas dans les faits pour juguler l'approvisionnement des groupes armés. Ils affirment également que les transporteurs jouent un très grand rôle dans ce trafic qui permet aux bandits de disposer de tout ce dont ils ont besoin pour survivre et préparer leurs attaques.

Spécifiquement pour le Niger, dans les zones de Bankilaré et du Gorouol (commune appelée **Téguè** sur google maps), le tarissement du cours d'eau (***Gorouol***) constitue une porte d'entrée pour les bandits armés venant de **Tessit** (Mali) et **Amarsingué** (frontière Burkina) vers cette partie du Niger. Lors de la saison pluvieuse (mai à septembre), ce cours d'eau constitue une barrière pour la sécurisation des populations nigériennes se trouvant au-delà de ce cours d'eau sur la frontière malienne. En saison sèche, ces communautés sont laissées à elles même puisque les FDS ne peuvent pas traverser. La présence d'un pont est ainsi nécessaire selon les autorités rencontrées du côté du Niger. Les autorités des communes maliennes ont quant à elles, pointent du doigt la mauvaise ou le manque de politique de récupération des armes à feux chez les membres de la communauté et notamment dans le cadres des conflits entre ethnies. Il s'agit aussi d'une difficulté rencontrée par les autorités nigériennes qui ont également mentionné faire face à la prolifération des armes à feux. Une des spécificités ressorties lors des entretiens avec les autorités maliennes est la mauvaise politique de réinsertion des ex combattants, car sans cette approche de réinsertion des ex combattants la délinquance et le banditisme armé ne cesseront de prendre de l'ampleur.

Perception de la notion de risques par les communautés

Les membres de la communauté au niveau des deux pays ont de manière unanime mentionnée la gestion inappropriée de la crise par les autorités/FDS au niveau des frontières entre les Mali, le Niger et le Burkina. Du côté du Niger une faible couverture de la zone frontalière représente un risque sécuritaire significatif selon les communautés, alors qu'au niveau des communes maliennes en plus de la faible couverture de la zone par les FDS, les membres des structures étatiques censées rassurer la population ne le font plus. Dans certaines communes (**Ex : Ouatagouna, Tessit, Ouenkoro**) côté Mali les répondants parlent même d'abandon de poste par les autorités administratives. Ce profil bas des autorités ne rassure pas les communautés des deux côtés de la frontière et constitue une opportunité pour l'émergence du banditisme armé, possession illégale d'armes, les assassinats/prise d'otage, non maîtrise des déplacements dans la zone, conflit intercommunautaires violents, latitude laissée aux bandits armés de perpétrer des attaques soit dans une partie du territoire malien, nigérien ou burkinabé du Liptako Gourma et trouver refuge dans l'une d'elle.

Agriculteur membre de la communauté à Goroual

« La recrudescence des sites aurifère, la circulation anarchique sur les frontières et les fausses informations données aux FDS. »

Dans l'ensemble des communes cibles, les répondants ont clairement fait ressortir que leur propre comportement représentait aussi un très grand risque pour la stabilisation et la sécurisation des frontières. Lorsque les communautés du côté du Niger évoquent leur mauvaise collaboration avec les autorités en ne donnant pas souvent les bonnes informations au FDS, celles du côté du Mali mentionnent la non dénonciation des personnes à comportement suspicieux ou les étrangers transportant des grandes quantités de marchandises. Dans les deux pays ces comportements créent une frustration chez les FDS (Ex : mise à feu des motos à Sokoura, abus de pouvoir dans la majorité des communes des deux pays). A tout ceci il faut ajouter l'interdiction d'accéder aux champs dans certaines zones jugées non sécurisées par les autorités, le chômage et le manque d'opportunités économiques. Les communautés maliennes et nigériennes pendant la collecte de données, ont cité la faible collaboration entre les populations le long de la frontière, les nombreux conflits intercommunautaires et le manque de cohésion sociale comme étant des risques d'instabilité. La présence des sites aurifères (**Samira, Intakabat, etc....)** où travaillent des milliers d'orpailleurs sur la zone frontalière représente également un risque pour la stabilité étant donné que les FDS n'ont pas une maîtrise de ce qui s'y passe à cause du caractère anarchique des exploitations. Enfin du côté du Niger les communautés ont mentionné que les populations vivant au-delà du Gorouol sont laissées à elles-mêmes puisque les FDS ne peuvent pas traverser le cours d'eau pour mener des investigations

Propos un jeune homme d'Ansongo

« Manque de confiance entre les différentes ethnies. Une personne est capable de tuer pour la simple bonne raison de s'enrichir. L'absence des autorités locales et les FDS dans certaines localités d'Ansongo. »

pendant la saison des pluies. Alors selon eux un dispositif doit être mis en place pour pallier à ce problème.

4.3 Impact de la situation sécuritaire sur les membres de la communauté

> **Propos d'une autorité du Goroual**
>
> « Le contexte sécuritaire empêche aux gens d'aller aux champs, des rumeurs d'attaque qui font peur aux communautés, les éleveur qui quittent leur lieu de pâturage à cause de l'insécurité. Bref ça empêche que gens de vaquer à leur occupation et ça crée même d'autres problèmes. »

Prenant en considération l'état actuel de la situation et les facteurs de risque mentionnés par la grande majorité des répondants, nous pouvons constater que celle-ci se ne s'améliore guère depuis le début (2011) de la crise au Nord Mali et dans les communes frontalières avec le Niger. Selon les personnes interrogées dans les communes des deux pays, cette situation sécuritaire engendre des changements sur leur mode de vie, les habitudes, les relations de sociabilité etc.

S'agissant des impacts sur la communauté, l'ensemble des répondants (Autorité, FDS, leader communautaire, jeunes et les femmes) sont unanimes que la situation sécuritaire constitue un frein pour le développement économique (commerce de petite et grande envergure) des communes ciblées, ainsi que les échanges entre les deux pays. Selon les répondants, la frontière est fermée dans certaines zones comme Banibangou (Niger) qui mène directement à Andéramboukane (Mali). L'impact de cette situation se fait sentir même par les structures étatiques puisque les autorités mentionnent la baisse drastique des recettes fiscales collectées suite aux échanges commerciaux au niveau des communes ciblées. Dans les deux pays, les répondants trouvent que la fermeture des marchés (**Ex : Banibangou et Baye**) augmente la vulnérabilité des populations et particulièrement des jeunes qui se retrouvent obligés de partir en exode (ou "à l'aventure") vers les centres urbains et dans la sous-région ou du moins sont exposés au risque de sombrer dans le banditisme armé, consommation des stupéfiants et l'enrôlement dans les groupes armés. Cela a comme résultat les nombreux assassinats et la peur et l'angoisse permanente lorsque les populations apprennent que les communes voisines sont attaquées. Cette peur qui s'est installée dans les communautés est, selon les FDS, l'une des raisons de la mauvaise collaboration de la population avec les FDS, dans les deux pays. Ce propos est ressorti *« Le fait de collaborer avec les FDS, ou même parler avec eux, fait de la personne et de sa communauté toute entière une cible potentielle des groupes armés »*.

> **Propos d'un leader communautaire de Baye**
>
> « La situation sécuritaire est à l'origine de plusieurs pertes en vie humaine. Beaucoup de champs n'ont pas été cultivés à cause de l'insécurité, ce qui risque d'amener l'insécurité alimentaire. Sur le côté santé, les gens sont exposés à beaucoup de maladies. Certaines écoles sont fermées. Graves soucis sur le mouvement des habitants, activité commerciale et économique. Les habitants ont peur de tenir même la foire. »

> **Propos d'un élément des FDS basé à Baye**
>
> « Actuellement, il y'a une grande méfiance entre les communautés et les FDS, le racisme occupe une grande place entre les ethnies, l'éducation des enfants est menacée et les enseignants ne dispensent pas les cours dans des conditions de quiétude. Les activités économiques se freinent dans plusieurs villages et les déplacements vers les marchés hebdomadaires sont devenus difficiles. »

Les femmes quant à elles, affirment être confrontées à une recrudescence de cas de viol, une impossibilité de réaliser leur petit commerce et les cultures de saison (culture de légume dans les jardins, embouche bovine, vente d'huile d'arachide et autres denrées locales). Cette situation est la même pour les agriculteurs et les éleveurs qui se retrouvent limités dans l'exploitation de l'espace à cause de l'insécurité grandissante, ceci est notamment l'une des sources des méfiances, conflits intercommunautaires et des nombreux conflits entre les agriculteurs et les éleveurs. Enfin, cette situation sécuritaire est également à l'origine de la fermeture de certaines écoles (**Ex : Baye, Dougoutemé, Ayorou et Banibangou**), ainsi que de centre santé (**Ex : Banibangou dans les villages de Weida bangou, Darey dey, Bissaou et Baye**). Cette situation constitue un risque important pour les femmes qui sont obligées de parcourir de nombreux kilomètres avec la crainte de se faire attaquer.

Le tableau ci-dessous présente un récapitulatif des facteurs de risques socio-économiques, politiques et idéologiques à la base des conflits dans la région transfrontalière Nigéro-Malienne.

Socio-économique	Politique	Idéologique
•Pauvreté, chômage •Ressource natuelle (sites orifère Sites aurifères, utilisation de la terre) •Ethnocentrisme •Possession illégale d'arme •Affrontement etnique violent •Banditisme armé •Circulation des supéfiants •Exode •Recherche du gain facile	•Mauvaise politique de réinsertion des Ex combattants •Mauvaise gestion des ressources •Faible présence de l'Etat et des FDS dans les zones frontalières •Mauvaises politique de récupération des armes à feu •Faible coordination des opérations militaires entre les frontières Mali-Niger-Burkina •Injustice et corruption au sein de l'Etat •Abus de pouvoir des FDS	•Idéologie et discours extrémiste •Volonté des goupes armés extrémistes de transformer du nord Mali en Etat indépendant •Mauvaise interprétation de l'Islam •L'école et ses programmes sont contraires à l'Islam •Préjugé sur l'ensemble de Touareg, Peulh, Dogon et Arabe comme étant à l'origine des conflits armés

4.4 État de la relation actuelle de collaboration entre les FDS et les communautés

Perception des autorités et des FDS sur la question de collaboration

La collaboration entre les FDS et les communautés est de manière générale sujette à controverse dans les deux pays, bien que dans un premier temps la grande majorité des répondants (autorités et FDS) commencent leurs interventions en affirmant que cette collaboration s'améliore ou est bonne. Ils justifient le côté positif de cette collaboration grâce aux actions des ONG intervenant dans l'ensemble des communes. Toutefois, les autorités déplorent qu'en dehors des activités civilo-militaire organisées par les ONG, la communication et les échanges demeurent encore problématiques. Tenant compte des propos recueillis auprès des autorités administratives dans les communes du côté du Niger, les communautés sont dans la majorité des cas réticentes à fournir les bonnes informations aux FDS par peur d'être la victime d'enlèvement ou d'assassinat par les groupes armés.

Propos d'une autorité administrative de Sanam

« La relation de collaboration entre les FDS et les communauté est bonnes. Mais cette collaboration est limitée par la peur des représailles au sein de la communauté parce qu'ils disent que c'est risqué d'être vue en pleine discussion avec les FDS »

Le constat est le même selon les autorités maliennes qui affirment de plus, que les FDS ont perdu la confiance de la communauté. L'insécurité et les attaques ont fait qu'il y a moins de position permanente de FDS le long de la frontière entre les deux pays, alors lorsque les communautés lancent l'appel vers les FDS ces derniers prennent du temps à réagir aux alertes venant de la population. Dans certains cas, lorsque les FDS se déplacent vers les localités, les risques d'embuscades ne sont pas à écarter alors ils se méfient des informations reçues de la communauté. Lorsque la question de collaboration est posée au FDS ces derniers trouvent qu'elle s'est beaucoup améliorée par rapport à ces dernières années où les communautés se méfient des FDS. En effet cette méfiance des communautés a plus d'ampleur dans les communes du côté du Mali parce que les FDS pensent que beaucoup d'intérêt sont en jeu que cela soit entre les ethnies ainsi qu'au niveau politique. Il est difficile d'établir un lien de collaboration lorsque chaque communauté veut protéger ses intérêts. Enfin, les FDS des deux pays estiment que les communautés s'exposent elles-mêmes aux représailles des groupes armés par manque de stratégie de communication lorsqu'elles fournissent les informations aux FDS. Elles ne sont pas discrètes en partageant les informations, et cela est à l'origine de plusieurs enlèvements et meurtre par les groupes armés.

Propos d'un élément des FDS d'Ansongo

« Toujours le manque de confiance des populations vis à vis des FDS, les populations accusent les FDS de les avoir abandonné durant la crise de 2012. »

Perception des communautés sur la question de collaboration avec les FDS

La réaction de la communauté sur la question de leur collaboration avec les FDS laisse comprendre qu'il existe encore des gros efforts à réaliser dans l'amélioration de celle-ci. L'ensemble des communautés dans les deux pays apprécient le travail réalisé par les FDS. Pour plusieurs répondants, cela n'est pas étranger aux actions des ONG dont Search dans le cadre de l'amélioration des liens de collaboration entre communautés et FDS.

Acteur de la société civile de Goroual

« Acceptable, je ne peux dire ni bonne ni mauvaise, car jusqu'à présent les gens ont peur d'eux et sont méfiant. »

Néanmoins, les répondants dans les communes au Niger comme au Mali affirment qu'il y a une faible mise en confiance des communautés par les autorités et les FDS, l'information sur l'état de la situation sécuritaire actuelle ne leur est pas partagée. Le délai de réaction des FDS est très long selon les zones par manque de présence permanente des autorités et des FDS sur la bande frontalière. Cette lenteur a été ressortie dans plusieurs entretiens avec les communautés au Niger (Gorouol, Sanam) et au Mali (Bondo, Outangouna, Tessit, Assango, Baye). Les jeunes et les femmes interrogées disent qu'il est très risqué pour une personne et sa communauté d'être allié aux FDS, l'anonymat des informateurs n'est pas totalement garanti puisque plusieurs informateurs ont été kidnappés et assassinés sans qu'aucune réaction des FDS ne se fasse sentir dans la zone. Ainsi, ils estiment que sans cette mise en confiance, cette sécurisation des communautés et de leurs biens, il est impossible de parler de collaboration effective entre les communautés et les FDS.

Un leader religieux de Baye

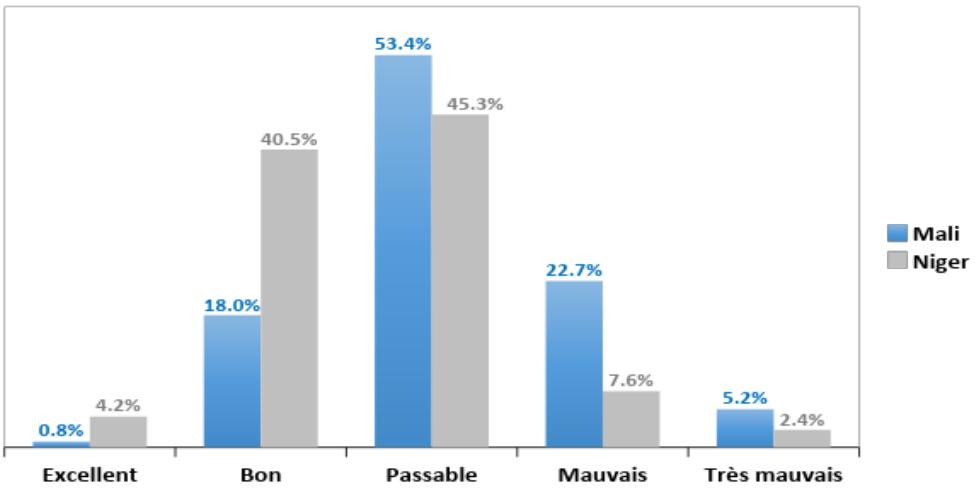
« La mauvaise relation est due à l'absence des autorités administratives et locales dans la localité. Le sous-préfet qui doit être l'intermédiaire entre les populations, les fds n'est pas sur place et l'intervention militaire est lente, voir inactive. »

Cette question de collaboration et relation de confiance entre les communautés et les FDS a été également posée à un échantillon représentatif des membres de la communauté afin de donner plus de signification quantitative à la perception des autorités, FDS et communautés.

Tableau 4: Niveau actuel de confiance selon la fréquence de communication/échanges entre communautés et FDSTaille d'échantillon N=771 (6 valeurs manquantes)

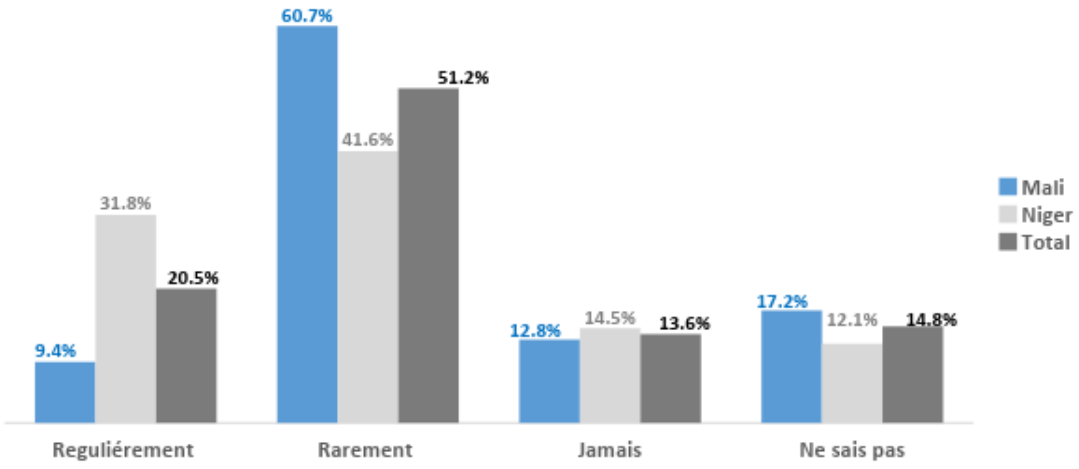
Niveau de confiance et fréquence de communication entre FDS et communauté					
Niveau de confiance	**Régulièrement**	**Rarement**	**Jamais**	**Ne sais pas**	Total
Excellent	13	4	1	1	19
Bon	87	103	14	19	223
Passable	53	209	43	72	377
Mauvais	1	69	31	16	117
Très mauvais	3	7	15	4	29

Figure 7: Répartition des personnes quêtées selon le niveau d'appréciation du niveau de confiance entre les forces de sécurité, les autorités locales et les communautés et selon les pays



En prenant en compte l'appréciation des membres de la communauté pris au hasard, **13%** des répondants (soit 100 sur 765) estiment que le niveau de confiance entre FDS et communautés est **"Excellent"** ou**"Bon",** ainsi que ces derniers communiquent **"Régulièrement"**. Ceci corrobore avec l'analyse ressortie à partir des perceptions des autorités, FDS et leaders communautaire/acteurs de la société civile interrogés.

Figure 8: Répartition des personnes enquêtées selon la fréquence et communication entre les FDS et les communautés et selon le pays



4.5 Facteurs de division et causes de la faible collaboration entre FDS et communautés

Pour mieux comprendre la relation actuelle de collaboration entre les communautés et les FDS, les répondants au niveau des deux pays ont été interrogés sur les raisons de cette faible collaboration et les facteurs constituant une barrière à la collaboration dans les communes concernées par cette recherche.

Facteurs et causes de division selon les autorités administratives et les FDS

La perception des autorités et des FDS qui se sont prononcés par rapport à cette question permettent de mettre en avant la méconnaissance du rôle que les communautés et les FDS devraient jouer par rapport à cette situation sécuritaire qui se dégrade progressivement comme cela a été ressorti dans l'analyse du contexte. Les FDS dans les deux pays constatent une méconnaissance et ignorance du danger chez les membres des communautés, avec de plus en plus de méfiance entre les FDS et la population. Pendant que les autorités dans les communes du côté du Niger affirment que les FDS ne connaissent pas les approches appropriées pour se faire accepter par la communauté, les autorités maliennes évoquent l'incapacité des FDS à identifier les groupes ou les individus au sein des communautés responsables de la détérioration de la situation sécuritaire. La faible mise en avant de l'intérêt commun qui permettrait de juguler le problème d'insécurité a été mentionné chez les autorités et les FDS dans les deux pays. En effet, selon les autorités et les FDS, certains membres des communautés protègent les auteurs des agressions, trafics, et autres banditismes armés pour des raisons économiques, politiques, familiales, ethniques ou amicales entre elles et ces groupes armés.

Propos d'un élément des FDS d'Ayorou

« L'ethnocentrisme constitue un facteur de division dans nos communautés, la méfiance de la population à l'égard des militaires, le renfermement, et méfiance de nous militaire à l'égard de la population »

A ce niveau, les FDS affirment l'incivisme des communautés mais aussi l'implication des politiciens dans la libération des individus dangereux mis aux arrêts ; l'impunité et le manque d'un état de droit limitent la collaboration parce que les communautés savent qu'en dénonçant un suspect, il peut ne pas être inquiété.

Propos d'une autorité administrative Sokoura

« On apprend souvent que les FDS ont tiré sur les bétails de bergers pour les emporter. Cela énerve la communauté. Parfois c'est les abus de pouvoir. Il y'a de ces fds qui n'ont pas bon un comportement, certains éléments se mettent en relation amoureuse avec des femmes mariées. »

Plus significatif encore, les autorités et même les responsables des FDS affirment sans détour que le mauvais comportement et l'agressivité des FDS n'inspirent ni le respect, ni la confiance pour les communautés. A titre illustratif, lorsqu'un cadre de l'armé du côté du Niger évoque ces divisions il affirme : *"Pour le moment ça va mais*

la confiance se construit progressivement car les fds même n'ont pas toujours eu un comportement irréprochable dans ce contexte de crise".

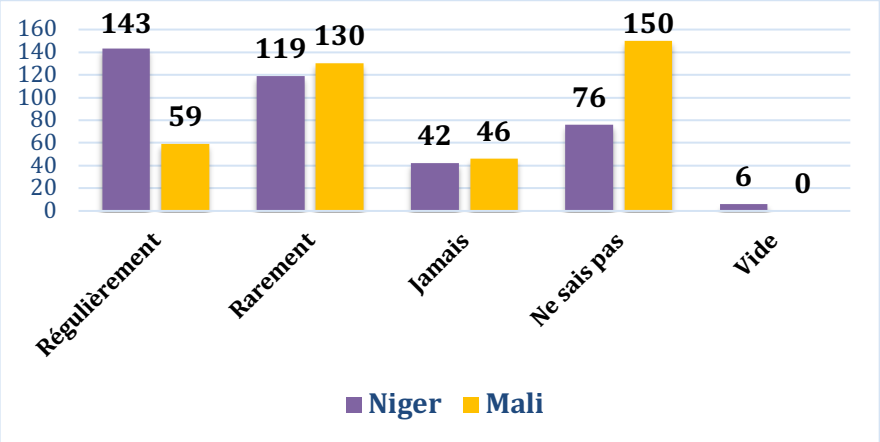
Propos d'une autorité administrative de Bankilaré

« Du côté FDS, s'ils restent fermés sans fréquenter ou échanger d'opinions avec les communautés ça peut créer de la méfiance du côté des communautés. Côté communautés, si elles gardent les informations pour elles-mêmes, cela risque de créer de la méfiance du côté des fds. Ou Bien, lorsque les communautés donnent des informations non fiables aux fds cela peut créer de la méfiance chez les FDS. »

Le constat est les même lorsque les autorités administrative des deux pays se prononce sur le côté comportementale de certains éléments des FDS. Du côté du Niger les autorités mentionnent l'existence de mésentente entre les corps des FDS, menant à une mauvaise coordination des opérations militaires. Cette situation est encore plus grave vu qu'ils sont en sous-effectif tenant compte de l'étendu de la zone à sécuriser. Un autre aspect à la base de cette faible collaboration est selon les répondants la lenteur dans les réactions des autorités et des FDS face aux alertes données par la population. Cette lenteur provoque la réticence des communautés à collaborer parce que les informateurs ayant donné l'alerte se retrouvent exposés aux représailles des groupes armés ainsi qu'au rejet de la population (faible protection des informateurs au sein de la communauté). En effet, lorsque la communauté subit une attaque, l'informateur des FDS est considéré comme le ''traître'' qui a provoqué les représailles des bandits armés. Enfin, l'un des facteurs constituant une barrière et cause de la faible collaboration entre la communauté et les FDS est la mauvaise communication, la langue parlée et la mise en application de l'état d'urgence sans prise en compte de l'opinion des jeunes au sein des communautés (frustration, chômage, pauvreté).

Le graphique ci-dessous illustre un peu plus cette difficulté des autorités et des FDS à recueillir les meilleurs renseignements permettant d'accomplir leur mission qui est d'assurer la protection des personnes et de leurs biens.

Figure 9: Fréquence de sollicitation des renseignement des FDS auprès des communautés



Nous pouvons constater effectivement que dans le deux pays les répondants dans les communautés ne sont pas **"Régulièrement"** consulter par les autorités et les FDS s'agissant des renseignements.

Facteurs et causes de division selon les communautés

Les membres des communautés ayant réagi par rapport aux raisons de la faible collaboration évoquent la frustration des populations suite aux restrictions imposées à cause de la situation sécuritaire et que ni les autorités, ni les FDS, ne parviennent à résoudre. A titre illustratif, dans plusieurs communes (**Baye, Sokoura, Dougoutene, etc…)** les FDS ont saisi et brûlé des motos appartenant aux populations. Selon les leaders communautaires, ces rancunes de la population ont pris de l'ampleur dans le temps avec le mauvais comportement des FDS qui ne respectent pas les règles de la communauté (fréquentation des femmes d'autrui et des jeunes filles). De plus les répondants affirment, des deux côtés de la frontière, que les FDS sont parfois agressifs, fermés sur eux-mêmes, hautains avec une attitude de supériorité sur la population. Ceci frustre clairement les leaders communautaires dans les communes des deux pays, car, par le passé, ils étaient responsables de la gestion de leur communauté mais avec l'arrivé des FDS, ils affirment avoir perdu leur autorité et le respect de leur population. Une raison de cette faible collaboration de la communauté demeure la crainte de représailles de la part des groupes armés qui ont des informateurs dans la population qui leurs indiquent les personnes qui interagissent avec les FDS. En effet, les répondants au sein de la communauté affirment que plusieurs personnes ont été assassinées à cause de cela par les groupes armés, et pire, que les FDS réagissent tardivement lorsque l'information est partagée avec eux. Certains leaders communautaires mentionnent que l'absence des FDS et autorités de façon permanente crée davantage de barrières avec la population parce que ces derniers se retrouvent sans aucune protection. Alors, pour leur propre sécurité et celle de leur communauté, ils sont obligés de ne pas collaborer efficacement avec les FDS ou du moins retenir les informations.

Propos d'un acteur de la société civile d'Ansongo

« C'est surtout leur comportement quand vous venez dans une localité et que vous ne respectez pas les coutumes de cette localité vous allez avoir un problème avec les habitants. »

Au-delà des FDS, les communautés pointent du doigt la corruption au sein de la classe politique qui fait qu'il y a une faible application de la loi et une impunité de fait pour les individus responsable d'exactions sur la population. De plus, les membres de la communauté mettent en évidence le manque ou la mauvaise politique de désengagement des membres de la communauté ayant adhéré aux groupes armés. Selon les répondants, les intérêts politiques et ethniques sont des barrières qui nécessitent d'être traitées afin de faire face à l'insécurité grandissante dans les communes au Mali comme au Niger. Enfin les communautés dans les deux pays font leur '*mea culpa*' en affirmant que les FDS ont aussi parfaitement raison de se méfier des informations reçues de la part de la communauté parce qu'ils ont subi plusieurs pertes en vies humaines et matériels. Selon les répondants, il s'est avéré que certaines informations sont fausses et partagées pour tendre des embuscades aux FDS. Les deux graphiques ci-dessous

viennent appuyer les constats ressortis à travers les entretiens avec les leaders communautaires et OSC interviewés.

Figure 10: Sollicitation d'appui par communauté auprès des FDS

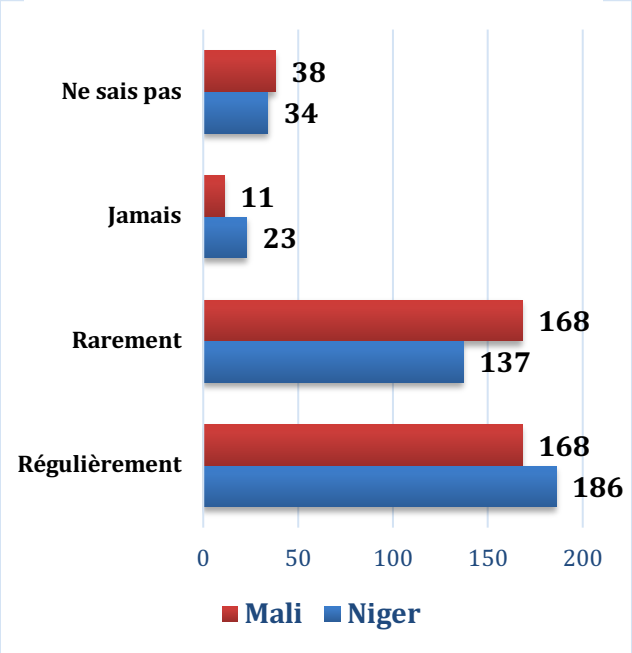
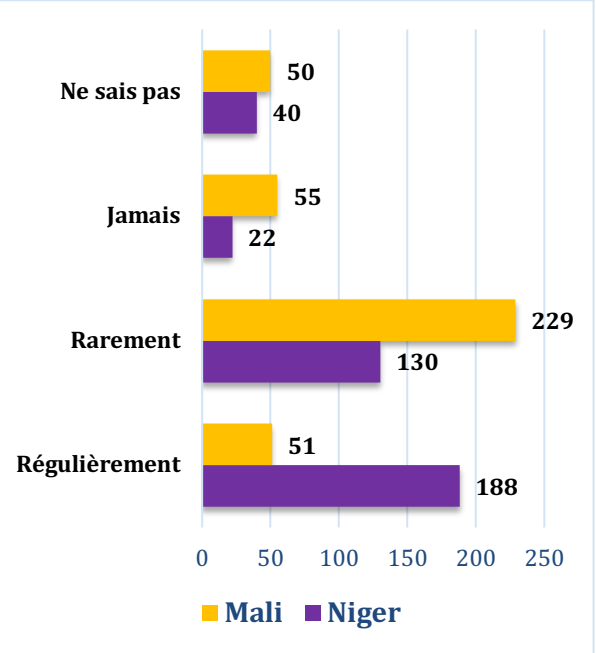


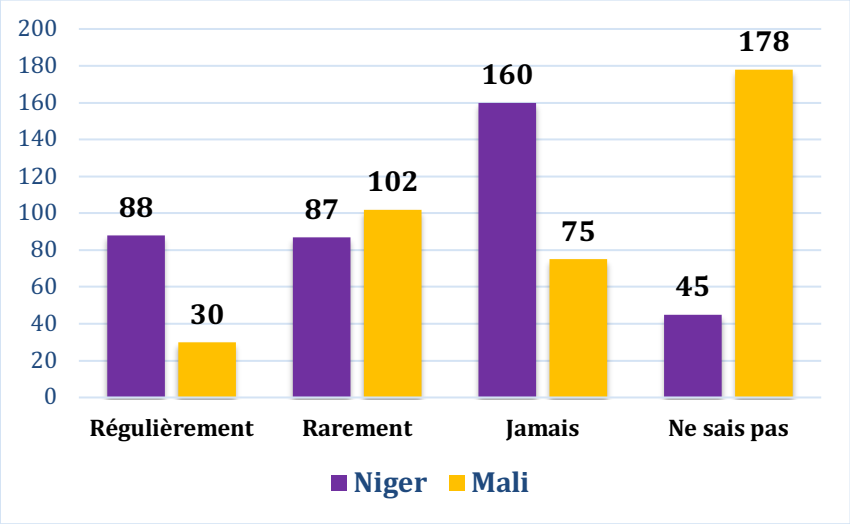
Figure 11: Fréquence de réponses aux solicitations des communautés par les FDS



Les deux graphiques font ressortir un déséquilibre entre la fréquence de sollicitation d'appui par les communautés auprès des FDS et la fréquence à laquelle ces derniers répondent aux communautés. Ceci corrobore le sentiment de frustration qui anime les communautés lorsqu'elles font appel aux FDS en cas d'agression ou d'attaque. Toutefois, notons que les communautés affirment que les réponses des FDS sont très lentes avec beaucoup de protocole qui laissent suffisamment de temps aux bandits armés de commettre leurs crimes et repartir en toute tranquillité.

Enfin nous concluons cette partie avec ce graphique ci-dessous qui démontre le faible partage d'information en rapport avec la sécurité par les autorités et les FDS. Plusieurs des répondants ont mentionné que les autorités étaient absentes dans les communes maliennes.

Figure 12: Partage d'information en rapport avec la statbilité et la sécurité par les FDS aux communautés



Ce partage d'information demeure très faible comme nous pouvons le constater pour la modalité **"Régulièrement".**

Conséquence des barrières et divisions entre les FDS et les communautés sur la stabilité et la sécurité

Les répondants ont porté une attention particulière sur les conséquences d'une faible collaboration et les divers points de division qui existent entre les communautés et les FDS. Il s'avère que selon eux les barrières et les divergences de point de vue entre la population et les FDS notamment sur les décisions prises concernant la réponse aux problèmes d'insécurité contribuent de manière considérable à la détérioration de la situation sécuritaire dans les communes ciblées au Mali et au Niger. En effet, la grande majorité des leaders communautaires et des autorités trouvent, d'une part, que le respect mutuel entre FDS et communautés ne sera plus possible et, d'autre part, que les FDS ne pourront plus assurer leur tâche principale qui est de sécuriser les populations et leurs biens. De plus, les répondants pensent que cette situation de méfiance réciproque ne permettra plus aux communautés de fournir des renseignements pertinents au FDS. Les autorités administratives affirment également que ceci est une opportunité pour les trafiquants, les groupes armés et l'émergence du banditisme armé et de la criminalité dans les communes. Pour certains leaders communautaires, sans cette collaboration, la présence des FDS sera inutile pour la population, et plus encore cela sera à l'origine du non-respect des mesures

Propos d'une autorité administrative de Ouenkoro

« Quand les communications sont coupées, il est difficile de trouver un terrain d'entente. Seule la bonne communication peut amener la sécurité et instaurer la confiance entre les FDS et communauté. Les ultimatums de certains malfrats adressés au chef de village ; la réticence à l'école et surtout au niveau des peulhs et l'amalgame de la part des FDS. »

sécuritaires et d'altercations violentes lors des manifestations de la population. Les répondants dans les deux pays ont affirmé que cette collaboration permettra à l'ensemble des communes de se reconcentrer sur le relèvement économique et culturel qui est un indicateur de paix et stabilité. Durant une recherche sur la dynamique des conflits réalisés par Search Niger dans la région de Tillabéri, les communautés avaient mentionné effectivement que la dégradation de la situation sécuritaire est lourde de conséquence sur la paix sociale et la collaboration dans les communes touchée par l'état d'urgence. Les communautés ne se font plus confiance et s'accusent mutuellement. Des tensions et confrontations entre ethnies font surface et affectent la paix sociale[30]. Pour rappel, l'ensemble des répondants ont affirmé que la situation économique a subit les conséquences de cette faible collaboration et de la dégradation de la situation sécuritaire, avec la limitation des activités socio-économique comme l'utilisation des motos pour le transport.

4.6 Principale sources de méfiance entre les communautés les FDS

Une analyse plus approfondies des vecteurs contribuant à la dégradation de la situation sécuritaire dans les communes ciblées nous amène à identifier les principales sources de méfiance entre les communautés et les autorité/FDS. En effet, tout au long des différents entretiens dans les deux pays, les répondants ont accordé une attention particulière à plusieurs éléments non exhaustifs et qui selon leurs propos limitent ou constituent une barrière à l'amélioration des relations de confiance entre les différentes parties prenantes étatiques et communautaires.

Bien que les répondants dans les deux pays aient mentionné une amélioration significative s'agissant des relations de confiance mutuelle entre la population et les autorités/FDS, il n'en demeure pas moins que plusieurs attitudes et comportements entretiennent ce climat de tension et de méfiance entre les parties prenantes. Rappelons que l'une des priorités de l'accord d'Alger était de repenser le rôle de l'État et ses pratiques afin de restaurer son autorité sur des bases solides. Il estimait indispensable d'opérer des changements non seulement dans la gouvernance, mais aussi dans les relations de l'État avec ses citoyens[31]. Le tableau suivant récapitule d'une part les attitudes et comportement des communautés créant la méfiance des FDS et d'autre part, ceux des FDS qui sont susceptibles d'attiser la méfiance et la frustration des communautés.

[30] Search Niger-Conflict scan Tillabéri "projet : Tous unis pour Tillabéri", Financement UNHCR. Septembre 2018
[31] Accord d'Alger - 20 juin 2015 à Bamako

Tableau 5: Attitudes et comportement des communautés créant la méfiance

Attitudes des communautés sources de méfiance pour FDS	Attitudes des Autorité/FDS sources de méfiance pour les communautés
• Non-respect des lois et l'état d'urgence par les communautés • Rétention de d'information par les communautés • Complicité et couverture des bandits armés par leurs familles et amis de la communauté • Implication des communautés dans le trafic d'armes et de stupéfiants • Banditismes accru chez les jeunes • Incompréhension du rôle à jouer par les FDS • Possession d'armes par les communautés • Confrontation ethniques violentes et meurtrières	• Impunité et libération de personnes suspectes dénoncées par la population (crainte de représailles) • Retard de réaction des FDS après alerte des communautés • Mauvais comportement des FDS n'inspire pas la confiance des communautés (consommation de stupéfiant, abattage de bétails en brousse et corruption) • Non-respect des règles communautaires par les FDS (fréquentation des femmes d'autrui) • Absence de l'état et des FDS pour rassurer les communautés attaquées par les bandits armés • Incompréhension du rôle à jouer par les communautés

Les deux graphiques ci-dessous permettent de mieux mettre en évidence quantitativement l'opinion des répondants sur les niveaux de connaissance des répondants, sur l'existence et la participation à des cadres de dialogue, sur la sécurité et la stabilité avec les autorités et les FDS.

Figure 14: Participation des communautés à la prise de décision sur les mesures sécuritaires

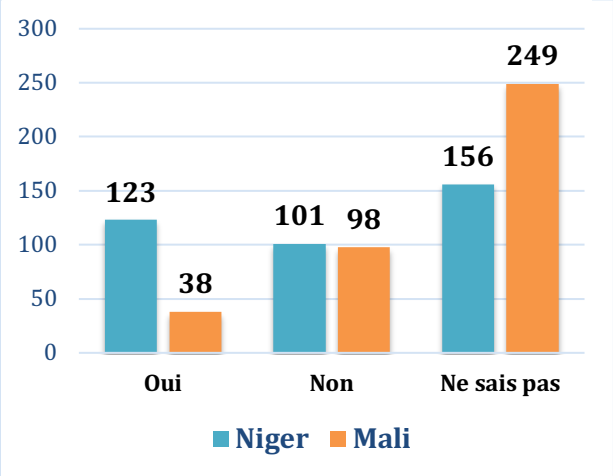
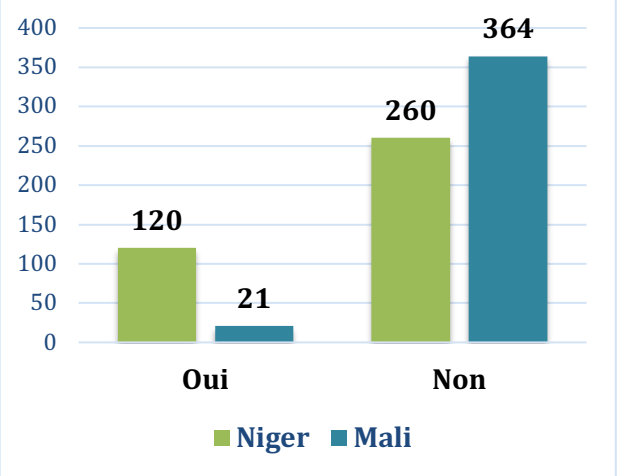


Figure 13: Participation aux cadres de dialogue avec les autorités et FDS sur la Sécurité



Nous pouvons constater dans les deux pays les répondants issus des communautés contribuent faiblement à la prise de décision lorsqu'il s'agit des questions d'ordres sécuritaires.

4.7 Acteurs jouant un rôle dans la dynamique des conflits autour de la stabilisation et la sécurisation des frontières

La situation sécuritaire des communes ciblées regorge de nombreux vecteurs de conflit, des groupes armés, des trafics de toutes sortes de substances/matériel illicite (arme à feu). Toutefois, les répondants dans les deux pays ont mis en exergue deux grandes catégories d'acteurs jouant un rôle dans la dynamique des conflits autour de la stabilisation et la sécurisation de la zone frontalière. Il s'agit des acteurs jouant un rôle positif et ceux jouant un rôle négatif dans ce contexte d'insécurité qui perdure depuis quelques années.

Acteur jouant un rôle positif dans la dynamique des conflits

Les acteurs humanitaires et ONG/Association forment la grande majorité des acteurs positifs dans ce contexte d'insécurité selon les répondants du Mali et du Niger. Du côté du Niger, les acteurs humanitaire et ONG/Associations mentionnés sont **UNHCR, PNUD, OIM et le PCCN, Search, CESAO, DRC,** etc., du côté du Mali en plus de ces acteurs les répondants ont mentionné les ONG **DDG, CAFO, RECOTRADE, CCC, CMA,** etc. (la liste n'est pas exhaustive). Selon les répondants, ces acteurs mènent de multiples actions contribuant à la paix et la stabilité dans les deux pays. Leurs actions permettent aux communautés d'avoir de l'assistance en moyens de subsistance dans un premier temps, puis dans un second temps d'avoir accès à des cadres d'échange et de sensibilisation en faveur de la paix. Plusieurs répondants dans les deux pays ont fait cas des émissions produites par Search comme source d'information fiable, d'appel à la cohésion sociale et à la collaboration entre toutes les parties prenantes impliquées dans la stabilisation des frontières. Ces acteurs sont très appréciés par les répondants bien qu'ils trouvent que leurs actions sont limitées par l'insécurité et le manque de suivi après les activités.

Propos d'un acteur de la société civile d'Ayorou

« Les ONG comme Search, PCCN, DLC, HCR appui la commune avec des formations professionnelles, des réunions cadres de concertation trimestriel. »

Bien que des tensions existent entre les communautés les autorités/FDS, ces dernières sont considérées comme des acteurs importants de maintien de la paix et de l'ordre public. Plusieurs répondants ont mentionné la tenue de réunions transfrontalières des Associations des Municipalités. Spécifiquement au Niger la HACP (Haute Autorité à la Consolidation de la Paix) est une forte institution de l'Etat qui œuvre dans les actions de maintien de la paix et de cohésion sociale. Les répondants ont signalé également la présence des forces militaires partenaires (**BARKHANE, MINUSMA, G5 Sahel, UNPOL, GATIA, MSA**) dans les deux pays comme étant des acteurs appuyant les deux gouvernements (Mali et Niger) dans l'accomplissement de leurs obligations d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

Enfin, les répondants dans les deux pays ont évoqué les efforts des chefs traditionnels, leaders communautaires, les organisations de la société civile et le conseil communal de la jeunesse au

niveau communautaire comme étant des acteurs qui de par leur influence peuvent mobiliser la population dans une volonté de rapprochement et de cohésion sociale.

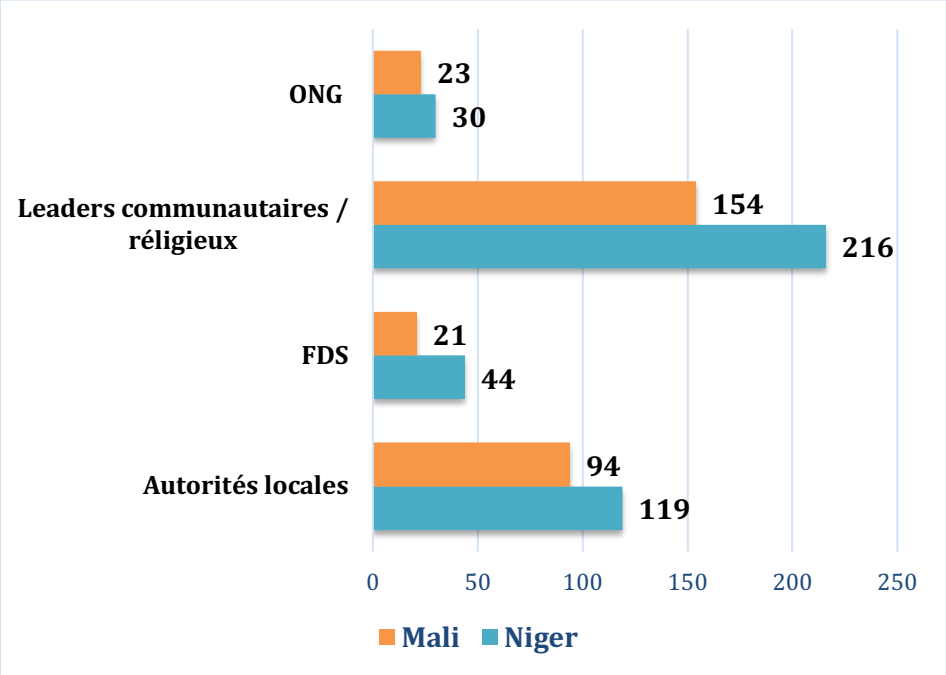
Propos d'un élément des FDS de la commune de Ouatagouna

« Les groupes d'autodéfense essayent de sécuriser les localités, ONG, les forces armés partenaires contribuent à améliorer la collaboration entre FDS et populations. »

Une autre catégorie d'acteurs jouant un rôle dans la dynamique des conflits est représentée par les groupes d'auto-défense et les brigades villageoises (**chasseurs Dogons**, jeune du **comité de vigilance**, mouvement **GADOKOYE** et **GANDAIZO**, milice armée **DANA AMASSAGOU**, etc.) plus présentes dans les communes du côté du Mali. Toutefois, ces groupes d'auto-défense ne font pas l'unanimité au sein des communautés puisque plusieurs répondants dans les communes maliennes ont affirmé que ces groupes abusent de l'absence de l'Etat et des FDS pour faire la loi et parfois rançonner la population. Les FDS également affirment également que les actions de ces groupes ne sont pas régularisées, alors ils peuvent se substituer aux malfrats de la zone puisqu'ils sont aussi armés.

Le graphique ci-dessous montre les acteurs les plus mentionnés par les membres des communautés lorsqu'ils ont des informations sur la sécurité à partager.

Figure 15: Personnes de référence à qui les répondants partagent les informations sécuritaires



Les leaders communautaires/ religieux sont les plus cités par les communautés comme interlocuteurs lorsqu'ils disposent d'informations sur la sécurité à partager et ce, au Mali et au

Niger. Les FDS sont très peu sollicitées particulièrement au Mali où les communautés se tournent davantage vers les ONG que les FDS pour partager des informations en lien avec la sécurité.

Acteur jouant un rôle négatif dans la dynamique des conflits

A ce niveau les répondants ont été clairs et sans détour s'agissant des individus ou groupes à la base des conflits détériorant la situation sécuritaire des communes ciblées. Il s'agit en tête d'affiche, de tous les groupes armés extrémistes violents de la zone Sahélo-Saharienne dont entre autre le MNLA, MUJAO, AQMI, ANSAR DINE[32]. Ces groupes armés sont pour les répondants les principaux auteurs des attaques meurtrières, assassinats, enlèvement, trafic de drogue et vente d'armes à feu[33], de plus les leaders communautaires soutiennent que plusieurs villages dans les deux pays ont été vidés de leurs populations qui étaient obligées de se réfugier dans les communes voisines avec relativement plus de sécurité. L'analyse de propos des répondants dans les deux pays ne donne pas une idée claire de l'ampleur de chacune des motivations avancées (communautarisme, coercition, culture, ethnie, économie, éducation, environnement climatique, éthique, famille, histoire nationale, influence, protection, religion, politique et toutes les raisons individuelles et conjoncturelles possible…). Parallèlement à ces groupes extrémistes violents se trouvent le banditisme armé des jeunes qui prend de plus en plus d'ampleur étant donné que les armes à feu se vendent ''comme des petits pains'' dans cette zone frontalière Mali-Niger-Burkina. Ces derniers sont de plus exposés à la consommation abusive de stupéfiants circulant par le biais de trafiquant. Selon les jeunes interrogés durant la recherche, le désœuvrement de la jeunesse, le chômage et le manque d'opportunité économique ne laissent aucune autre issue, c'est soit l'exode vers la Libye et l'Italie en passant par le Niger (Agadez) ou soit la délinquance et le banditisme. Malheureusement, une partie des jeunes qui sont restés dans les communes Mali et Niger se sont engagés dans les braquages et le banditisme armé. Enfin, les entretiens dans les communautés font ressortir une perception populaire tendant à blâmer les touaregs et arabes qui sont accusés de profiter de l'absence de l'Etat pour s'adonner à des braquages contre les orpailleurs vers le Gorouol (Niger) et des commerçants vers Ansongo (Mali) à titre d'exemple donné par les répondants.

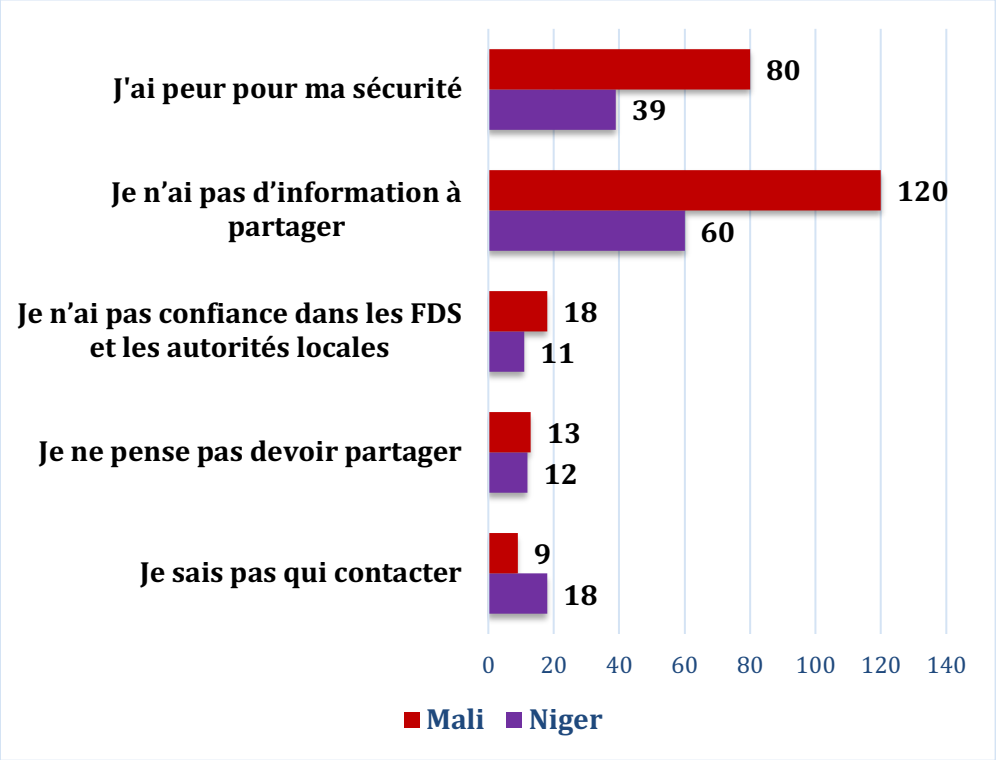
Propos d'un jeune d'Ansongo

« Il y'a certaines ethnies qui se croient plus supérieur que les autres entre autres (les Touaregs, les Arabes et les Doussahags) qui se permettent de faire n'importe quoi dans la localité comme : des braquages, des viols des femmes d'autrui et des massacres. »

[32] LE BLOG DE VALÉRIE THORIN - Les jeunes et le djihad
[33] Attaque djihadiste au Mali- Actualité

La présence des acteurs jouant un rôle négatif dans les conflits illustre parfaitement les raisons avancées par les répondants dans les deux pays pour justifier leur faible collaboration avec les autorités et les FDS. Cet état de fait est représenté sur le graphique ci-dessous.

Figure 16: Raison de non partage d'informations avec les autorités et les FDS



Nous pouvons constater ici que les communautés craignent les représailles des groupes armés lorsqu'elles collaborent avec les autorités et les FDS pour face au déficit de sécurité dans leurs communes, ils subissent la psychose imposée par les groupes armés lors de leurs attaques. Une autre chose mentionnée est que l'identité des informateurs n'est pas gardée confidentiel par les FDS ou tantôt par l'informateur lui-même par ignorance du danger auquel il peut s'exposer.

Le tableau suivant donne un récapitulatif des affirmations provenant des répondants pour expliquer leur réticence à fournir des informations aux autorités et aux FDS. Selon les répondants, la mise en commun de tous ces éléments constituent les raisons de non partage d'information des communautés aux autorités et FDS.

Tableau 6: Récapitulatif des affirmations des répondants pour expliquer leur réticence à fournir des informations aux autorités et aux FDS



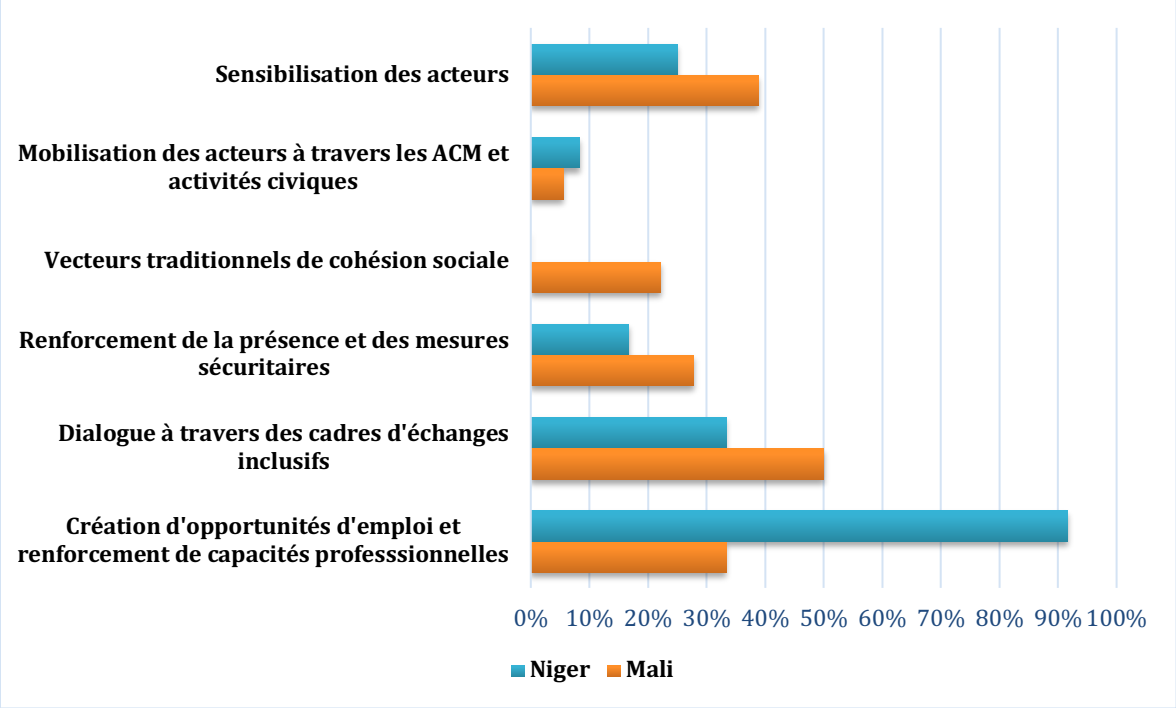
4.7 Perspective et opportunité favorisant la stabilité et la paix

Le contexte sécuritaire, les conflits intercommunautaires et les limites à la collaboration entre les communautés et les FDS ressortis lors des entretiens avec l'ensemble des répondants constituent une situation problématique quant à un retour de la stabilité dans les communes, tant du côté du Mali que du Niger. Néanmoins, les répondants au niveau des autorités, FDS et communautés sont unanimes que des opportunités de promotion de la paix existent dans les deux pays. Il s'agit

notamment des cadres de dialogue (tribunes citoyennes), des activités civilo-militaires, des tables rondes radiophoniques et autres initiatives des ONG (y compris HACP pour le Niger) qui apaisent les tensions communautaires et difficultés de collaboration entre communautés et FDS. Dans les deux pays, les répondants ont fait cas des structures communautaires telles que les comités de vigilance, les patrouilles mixtes organisées par les jeunes des communautés, les réunions intercommunales (commune du Gorouol, Tessit, Markoye) et les réunions du conseil de sécurité départementale.

Le graphique ci-dessous reprend de façon spécifique, les opportunités identifiées lors des FGD des jeunes et des femmes au Mali et au Niger.

Figure 17: Opportunités favorisant la stabilité et la paix selon les jeunes et les femmes (FGD)



Parmi les opportunités favorisant la stabilité et la paix au Mali et au Niger mentionnées par les participants aux FGD , la création d'emploi et le renforcement des capacités professionnelles ont été le plus cités globalement. Ceci est d'autant plus marqué par les jeunes et les femmes au Niger qui considèrent le chômage et la pauvreté comme parmi les causes profondes de l'insécurité. Ensuite, selon les participants, la promotion du dialogue à travers des cadres d'échanges inclusifs doit être encouragée dans les deux pays. Cette préoccupation est particulièrement évoquée au Mali lors des FGD. La sensibilisation des acteurs ainsi que le renforcement de la présence et des mesures sécuritaires sont également identifiés comme des opportunités contribuant à la stabilité et la paix. Une opportunité moins citée par les participants aux FGD, mais méritant certainement

un intérêt est la vulgarisation des vecteurs culturelles de cohésion sociale comme le cousinage à plaisanterie et le recours aux griots.

Les répondants étaient convaincus que le renforcement de l'engagement des jeunes et des femmes à travers leur groupement dans les deux pays permettrait d'amplifier les perspective et opportunités de stabilité et de paix tout au long des frontières.

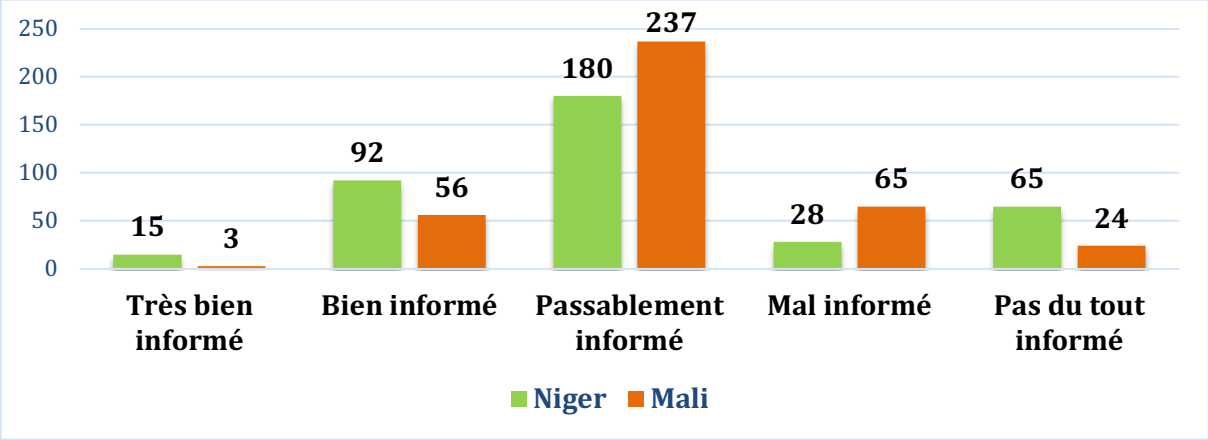
Propos d'une jeune d'Ayorou

« L'implication massive de la jeunesse à travers des cadres d'échange avec plus de jeunes que d'habitude, multiplier les rencontres entre populations et fds. Les matchs de cohésion en les réorganisant, en jumelant les fds et les populations pour une bonne compréhension et éviter les bagarre durant l'activité. »

Une des spécificités ressorties par les répondants dans les communes maliennes est l'initiative DDR (Désarmement, Démobilisation, Réinsertion), qui est une sorte de programme de promotion du désengagement des groupes armés et de réinsertion dans la communauté. A l'image du plan d'amnistie lancé par le gouvernement nigérien pour le soutien en faveur d'un retour réussi des ex combattants dans la communauté, ce DDR rencontre beaucoup de difficultés dans sa mise en œuvre. Les répondants trouvent que l'initiative est louable mais la mauvaise politique de réinsertion et les divisions entre les partis politiques constituent un frein à l'appel pour l'unité des communautés. Les cadres de dialogue également sont très irréguliers selon les répondants dans les deux pays, hormis en présence des ONG, les échanges sont quasi inexistantes entre les autorités et les communautés dans les communes ciblées. Les jeunes et les femmes quant à eux affirment la faible prise en compte de leur perspectives et opinion dans les échanges, pour certains d'entre eux ils ne sont pas convié aux réunions s'agissant de la question sécuritaire. Lorsqu'on parle d'opportunité, les répondants sont convaincus que les activités génératrices de revenus entreprises par certaines ONG réduiraient considérablement la vulnérabilité des jeunes et leurs susceptibilité à rejoindre les groupes armés et celles des femmes parfois économiquement manipulées pour être informatrices des groupes armés.

Le graphique ci-dessous permet de constater que le niveau d'accès aux informations sur la paix et la sécurité restent très faible malgré les efforts des acteurs, d'où l'importance de ce projet **« Bâtissons Ensemble »** qui consistera à corriger ce déficit et bien d'autres ressorti tout au long de ce rapport.

Figure 18: Niveau d'accès à l'information sur la paix et la sécurité



Facteurs à prendre en compte pour faciliter le dialogue et la collaboration dans les communes

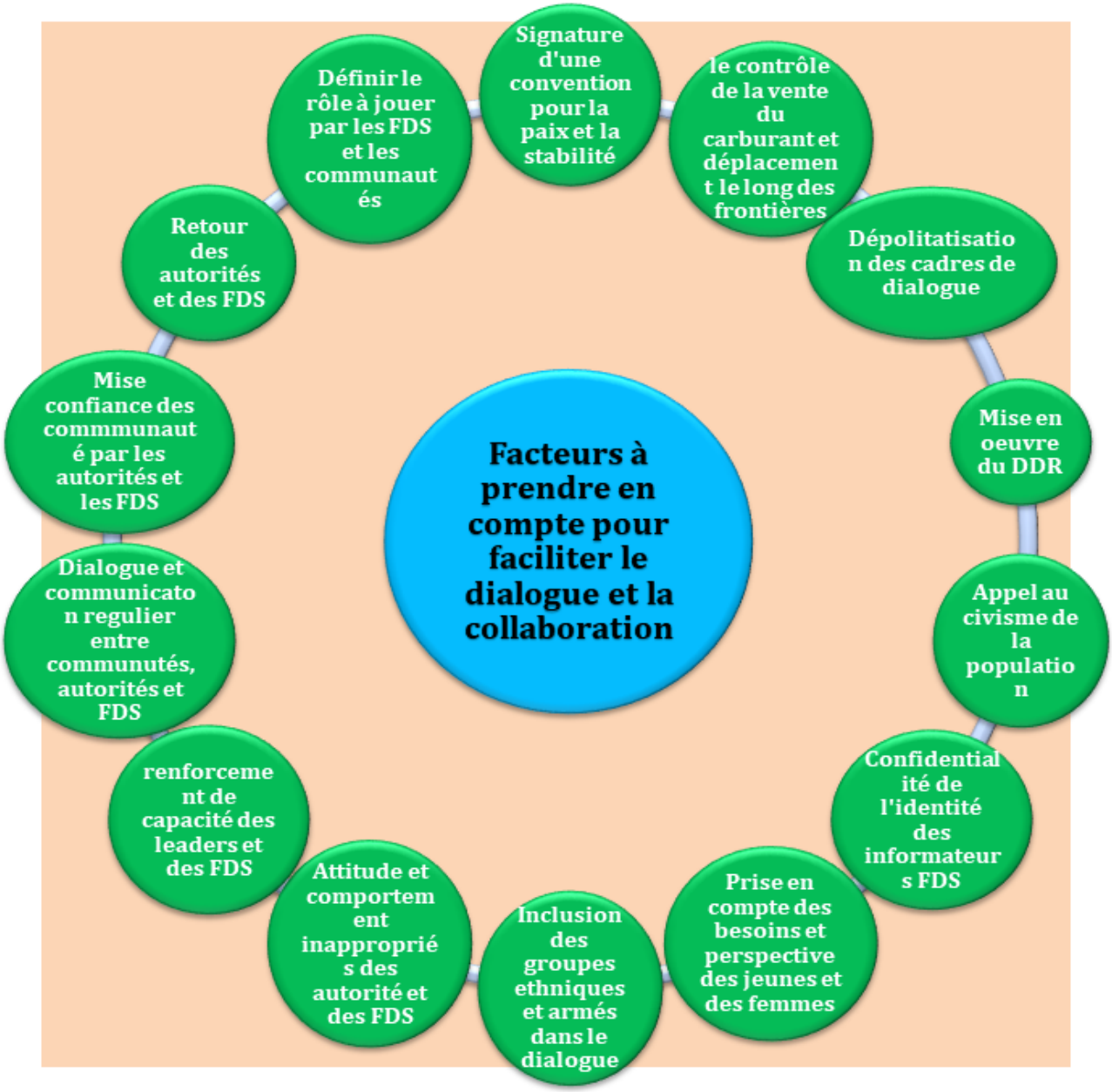
Lorsqu'il s'agit d'acteurs à impliquer dans le processus de pacification et stabilisation de la zone frontalière, l'ensemble des répondants se sont proposés pour être parties prenantes à toutes actions ou initiatives de promotion de la paix dans leurs communes respectives. Plus encore, les répondants mentionnent la nécessité d'impliquer dans ce processus de dialogue et de collaboration les différentes couches de la communauté (agriculteurs, éleveurs), les transporteurs, les commerçants (gérant des stations et vendeurs de carburant) tous les groupes ethniques (particulièrement les Peulhs, les Dogons, les Arabes et Touaregs Daoussahaq), les FDS, les autorités administratives, et les ONG. Dans la mesure du possible, les répondants du côté du Mali ont affirmé qu'il est nécessaire que les représentants des groupes armés soient conviés pour mieux comprendre leurs perspectives. Ceci rentre notamment dans la mise en œuvre du DDR qui est pour la majorité des répondants un facteur important que le gouvernement pourrait mettre en avant pour le retour de la paix dans les zones frontalières et les communes ciblées. Enfin, les répondants au niveau communautaire réclament une dépolitisation des cadres de dialogue, formation et autres activités initiées par les partenaires dans les communes. En effet, pour plusieurs membres de la communauté, les autorités administratives proposent leurs partisans lors des activités afin qu'ils puissent bénéficier des avantages économiques qui découlent de l'activité (frais de bouche, main d'œuvre, achat de matériel pour l'activité etc…).

Propos d'un élément des FDS basé à Koro

« Briser la méfiance, faire comprendre aux communautés que les fds sont là pour eux, organiser des rencontre regroupant les ethnies. »

Le tableau ci-dessous donne un récapitulatif des facteurs à prendre en compte pour faciliter le dialogue et améliorer la collaboration dans les communes.

Tableau 7: Récapitulatif des facteurs à prendre en compte pour faciliter le dialogue et améliorer la collaboration dans les communes



5 Conclusion et Recommandations

Ce conflict assessment a été réalisé avec la participation des répondants issus des 15 communes ciblées par le projet (9 au Mali et 6 au Niger). Trois catégories de répondants ont été interviewées dans les deux pays durant la collecte données. Il s'agit des autorités administratives, des éléments des FDS et des membres de la communauté. Les informations recueillies ont permis de mieux cerner le contour de la problématique sur la collaboration entre ces parties prenantes et les facteurs à prendre en considération pour apaiser les conflits et réduire la situation d'insécurité existante.

Tenant compte des constats ressortis de l'analyse, les personnes enquêtées trouvent que la collaboration entre les différentes parties prenantes est un élément clé dont l'amélioration permettra d'apaiser les conflits et l'amélioration la situation sécuritaire dans les communes ciblées. A l'unanimité les répondants sont convaincus que les responsabilités sont partagées s'agissant de l'amélioration de la collaboration entre les autorités, FDS et communautés. Selon certains répondants, les autorités ne sont pas exemptes de tout reproche car d'énormes incompréhensions existent concernant leurs choix et certaines décisions qu'ils prennent dans la gestion sécuritaire (absence dans certaines communes, suspicions d'impunité et corruption, intérêt politique etc…). Un adage ressorti des propos d'un répondant illustre cela *"Une administration corrompue est pire qu'une administration absente"*. Les autorités ont également une part de responsabilité dans l'échec de la mise en œuvre de la politique de réinsertion et désarmement qui constituait pour les répondant dans les communautés une opportunité de réunir toutes les communautés autour d'un objectif commun qui est la paix dans la zone frontalière entre Mali et Niger.

Ensuite, s'agissant des FDS, des écarts de conduite et leur comportement souvent inadéquat a été mentionné à plusieurs reprises par les répondants, y compris les responsables des FDS interviewés. En effet, ces comportements constituent clairement un obstacle à leur acceptation par les communautés. Une réforme du secteur de sécurité est plus que nécessaire pour améliorer cette collaboration avec les communautés. Enfin les communautés ont également une grande part de responsabilité dans la dégradation de la situation sécuritaire. Bien qu'ils ne sentent pas leurs opinions prises en compte par les autorités et les FDS dans la gestion sécuritaire, plusieurs membres parmi elles ont été pris en flagrant délit de complicité avec les bandits armés. La diminution des activités génératrice de revenus et la baisse des échanges économiques entre les deux pays ne sont pas sans conséquences dans ces communes, car la vulnérabilité des jeunes et les femmes s'est particulièrement accrue ces dernières années. Ceci les expose à la tentation de collaborer avec les groupes armés en leur fournissant les renseignements sur les dispositifs sécuritaires de leurs localités et en facilitant leurs déplacements par la vente de carburant principalement. De plus les membres des communautés estiment être les moins impliqués dans les prises de décisions concernant la situation sécuritaire de leurs communes.

4.1 Recommandations

Afin de permettre aux programmes de Search et l'ensemble des acteurs humanitaires, autorités locales, FDS et organisations communautaires de mieux s'adapter à l'évolution des conflits ainsi que des relations de collaboration entre FDS et intercommunautaires, les recommandations suivantes ont été formulées.

A l'endroit des autorités et FDS

- Plaider pour une politique de désarmement et de réinsertion envers les groupes armés nécessaire au retour pacifique des jeunes ayant rejoint leurs rangs et à la réconciliation des groupes communautaires détenant des armes ;
- Renforcer davantage la coordination des opérations militaires entre Mali-Niger-Burkina et le contrôle des déplacements en particulier les trafics illicites au niveau des frontières ;
- Veiller à la préservation de l'intégrité physique et matérielle des populations civiles vivant déjà dans des conditions de précarité extrêmes dans les zones d'insécurité ;
- Renforcer les capacités des FDS affectées sur les zones frontalières en matière d'approche de collaboration avec les communautés et de maintien de la confidentialité de leurs informateurs ;
- Opérer un rapprochement entre les FDS et populations en leur donnant l'autorisation de participer de manière régulière à des échanges et débats radiophoniques ainsi qu'aux town-hall meetings.

A l'endroit des leaders communautaires

- S'engager de façon neutre et impartiale dans la gestion des conflits pour accroître la confiance et la cohésion sociale entre les communautés ;
- Adopter une logique de communication saine et positive affranchie de déclarations stigmatisantes à l'endroit des autres communautés ;
- S'engager à déconstruire les discours idéologiques extrémistes en promouvant les valeurs et principes de tolérance et de cohésion sociale ;
- Sensibiliser les communautés sur la nécessité de collaborer avec les FDS, y compris à travers l'apport en renseignements utiles pour la sécurisation des zones en proie avec les trafiquants et des groupes armés.

A l'endroit des programmes de Search

- Appuyer les représentants des Etats au niveau de communes dans le renforcement de capacité en matière de collaboration et de communication s'agissant de situation sécuritaire actuelle de plus en plus dégradée;
- Soutenir les communautés de manière à ce qu'elles s'engagent positivement dans l'amélioration de la situation sécuritaire à travers la collaboration avec les autorités et les FDS de leurs communes;

- Renforcer les acteurs des médias dans la diffusion d'informations fiables, permettant d'apaiser les tensions entre les ethnies;
- Mettre en place des cadres de dialogue permettant à toutes les parties prenantes de discuter et prendre des décisions communes d'intérêt générale pour une collaboration positive;
- Fournir l'opportunité aux différents groupes communautaires d'avoir accès aux plateformes médiatiques pour être des acteurs engagés de promotion de messages en faveur de la paix pour l'amélioration de la situation sécuritaire;
- Appuyer les communes à travers des stratégies permettant de relancer le développement économique, à travers notamment le renforcement des capacités professionnelles et l'accompagnement à l'identification ainsi que la mise en œuvre d'AGR ;
- Approfondir les études pour une meilleure compréhension des vecteurs traditionnels et culturels de paix afin de contextualiser les interventions et les rendre plus efficaces ;
- S'assurer de la représentativité des comités de leaders communautaires en incluant toutes les catégories sociales et professionnelles (agriculteurs, éleveurs, associations féminines, jeunes commerçants, transporteurs, autorités, FDS etc) lors de leur mise en place;
- Les différentes activités des projets (théâtres participatifs, tribune d'expression populaire etc) doivent avoir pour objectif de briser les préjugés entre communautés, de mettre en avant les liens entre elles (cousinage à plaisanterie, généalogies, célébrations cultuelles etc);
- Elargir la couverture médiatique, dans la mesure du possible, à toutes les activités mises en œuvre par les projets afin d'améliorer leur impact à tous les niveaux de la société.

6 Annexe

6.1 Répartition taille d'échantillon quantitatif

Communes Niger	Population[34]	Part dans la population Totale	Taille de l'échantillon	Hommes	Femmes
Abala	75821	19%	74	36	37
Ayorou	33527	8%	33	16	17
Banibangou	66949	17%	65	32	33
Bankilaré	84893	21%	82	42	41
Gorouol	66276	17%	64	31	33
Sanam	68466	17%	66	31	35
Total	**395932**	**100%**	**384**	**188**	**196**

Communes Mali	Population [35]	Part dans la population Totale	Taille de l'échantillon	Hommes	Femmes
Koro	41 440	17%	65	28	37
Dougoutéme 2	20 115	8%	31	14	17
Bondo	15 872	6%	25	11	14
Baye	39 096	16%	61	25	36
Sokoura	38 446	16%	60	32	28
Ouenkoro	21 723	9%	34	17	17
Ansongo	32 709	13%	51	26	25
Tessit	6 717	3%	10	05	05
Ouatagouna	30 159	12%	47	22	25
Total	**246 277**	**100%**	**384**	**179**	**205**

En prenant en compte un intervalle de confiance IC de 5%, un Z-score de 1.96 et une proportion de 50%, la taille d'échantillon permettant d'avoir un niveau de signification de 95% est de 384 par pays.

L'échantillon de 384 par pays a été réparti selon le poids de la population dans chaque commune. C'est à dire que l'échantillon par commune est déterminé en faisant le calcul suivant : Nombre total de la population multiplié par 100 divisé par la population totale de la zone du projet par pays.

[34] Annuaire Statistique du Niger 2010-2014
[35] Recensement Général de la Population et de l'Habitat du Mali 2009

Ces questionnaires seront administrés par smartphone utilisant KoboCollect pour faciliter la collecte des données. Ces données pourront ensuite être exportées vers le logiciel Excel pour leur apurement, calcul et analyse.

6.2 Termes de Références

Termes de Références

Conflict Assessment

du projet "Bâtissons Ensemble"Phase II

1. Introduction

Contexte

Depuis la fin de 2016, la situation sécuritaire s'est fortement dégradée dans la région du Liptako-Gourma, affectant la relation de confiance au sein des communautés elles-mêmes et entre communautés et forces de l'ordre. La crise dans le nord Mali a affaibli l'influence des autorités maliennes et leur capacité à contrôler les activités illicites des groupes armés.

Compte tenu de l'étendue de cette région sahélo-saharienne, les frontières sont devenues poreuses laissant la voie libre aux trafics des armes à feux et de la drogue dans la région. Cette situation de crise a favorisé l'installation de groupes armés et narco trafiquants, affectant par la même occasion la collaboration entre les forces de défense et les communautés. La présence de ces groupes armés et leurs actions ont contribué à la dégradation du climat social au sein des communautés et de la confiance accordée aux forces de défense et de sécurité dans les régions du centre et du Nord du Mali.[36] Le faible niveau de collaboration entre les communautés et les forces de défense se présente sous deux angles. Les communautés craignent d'être la cible des groupes armés du fait de leur rapprochement avec les forces de défense et de sécurité, car la confidentialité des personnes fournissant des informations n'est pas toujours garantie. Quelques

[36] UN Secretary General reports on the situation in Mali (2018)

fois lorsque les communautés transmettent l'information aux FDS il réagissent tardivement, ceci n'encourage pas l'engagement de la population. Les forces défenses et de sécurité quand à eux se méfient des informations provenant de la communauté du fait de l'infiltration des membres des bandits armé dans la population. Les deux positions des communautés et des FDS constituent entre autres les obstacles à la collaboration. [37]Les attaques à répétition des groupes armés et les agressions commises sur les communautés ont augmenté la vulnérabilité de la population et la précarité de leurs conditions de vie. Prenant de l'ampleur au fil des années cette situation est à l'origine du déplacement des populations du nord Mali vers les régions du Niger, en l'occurrence dans les communes de la région de Tillabéri.

Affectée par des attaques violentes des groupes armées opérant depuis le Mali, la région de Tillabéri de part sa position géographique partage une partie de son territoire avec le Mali et face à une crise humanitaire accentuée par l'instabilité sécuritaire et les mesures restrictives imposées par le gouvernement nigérien pour l'endiguer. Le manque de moyens adapté et l'essoufflement des mécanismes traditionnels de résilience communautaire semblent installer la crise dans la durée. La région connaît un accroissement des tensions intercommunautaires favorisant des frustrations et préjugés aussi une méfiance au sein des communautés, et mettant durablement à l'épreuve leur confiance envers les institutions et les forces de défense et de sécurité. Cette dégradation continue de la situation sécuritaire affecte considérablement les populations résidents le long des frontières du Mali et du Niger.

A propos du projet

Le projet "Bâtissons Ensemble" financé par le Conflict Stability and Security Fund du Royaume Uni mis en oeuvre par Search For Common Ground Mali et Niger est une initiative du gouvernement Britannique à travers le Fond de gestion des Conflits, de Sécurité et de Stabilité. Ce projet a débuté en août 2018 et prendra fin en mars 2019 dans les deux pays. Pour cette deuxième phase, ce projet s'appuie sur les principales réalisations et les enseignements tirés de la première phase pilote du projet et cherche à les consolider, il s'agit notamment de : (1) continuer à renforcer les capacités des communautés, des représentants locaux et des forces de sécurité dans la transformation des conflits et les techniques d'engagement communautaires; (2) fournir un soutien continu aux stations de radio communautaires partenaires dans les zones cibles, notamment par un encadrement in situ de la programmation médiatique, de la radio pour

[37] Renforcement de la confiance entre les populations civiles et les force de défense et de sécurité. IMRAP et Interpeace 2016.

la consolidation de la paix et de la gestion de la radio; (3) élargir les possibilités concrètes de planification conjointe et d'actions de collaboration entre la population civile, les autorités et les forces de sécurité et de défense, y compris la force opérationnelle interarmées du G5 Sahel.

Cette deuxième phase du projet contribue à renforcer un environnement propice à la confiance mutuelle entre toutes les parties prenantes impliquées dans la stabilisation de la zone commune de Liptako-Gourma entre le Mali et le Niger.

Conflict Assessment

Le conflict assessment est une analyse approfondie permettant aux équipes programmatiques de Search d'avoir une compréhension plus large de la perception des communautés sur les conflits existants dans une région donnée. Cette recherche servira de base aux équipes de Search pour développer des stratégies programmatiques adaptées au contexte, rester sensible au conflit et renforcer les mécanismes de paix au niveau communautaire.

Dans l'optique de fournir une analyse approfondie des différents vecteurs de conflits dans les régions du Mali et du Niger ciblées par le projet, Search réalisera un Conflict Assessment pour le compte de ce projet. Il permettra de recueillir des informations qui permettront de prendre en compte la dimension la régionale du conflit dans la mise en oeuvre des activités au niveau des communes frontalières entre le Niger et le Mali. Search utilisera les résultats de cette recherche pour améliorer la collaboration entre les communautés les forces de défense et de sécurité des deux côtés de la frontière.

L'objectif étant de renforcer la confiance mutuelle entre toutes les parties prenantes impliquées dans la stabilisation de la zone frontalière, alors la recherche de concert avec les communautés et les FDS les facteurs déclenchant les conflits, les intérêts, idéologies et les conséquences de la situation sécuritaire sur les échanges entre les deux régions. Les parties prenantes proposeront des opportunités sur lesquelles le projet peut se baser pour contribuer au retour de la paix et de la stabilité dans la région et améliorer la gouvernance sécuritaire au niveau local.

Objectifs du Conflict Assessment

Les objectifs du Conflict Assessment sont:

1. Analyser le contexte actuel concernant les déclencheurs et les facteurs de risque des conflits dans les zones cibles autour de la stabilisation et la sécurisation des frontières;

2. Comprendre les dynamiques de conflits entre communautés locales et parties prenantes impliquées dans la stabilisation de la zone d'intervention du projet;
3. Identifier les opportunités pour la paix et les perspectives d'amélioration de la collaboration entre les différents acteurs impliqués dans la stabilisation et la sécurisation des frontières, spécifiquement les forces de défense et de sécurité et les communautés;
4. Formuler des recommandations pour la sensibilité aux conflits et la collaboration entre toutes les parties prenantes impliquées dans la stabilisation des zones cibles du projet.

Questions de recherche

Le Conflict Assessment prévoit de répondre aux questions d'analyse suivantes organisées autour des objectifs de l'étude :

1. Analyse du contexte

A) Quels sont les facteurs constituant un risque pour la stabilisation et la sécurisation des frontières dans les zones cible cibles du projet ?
B) Quels sont les facteurs /éléments qui sont à la base des conflits dans les localités ciblées?
C) Quels sont les conflits liés à la collaboration entre les FDS et les communautés qui constituent un obstacle à la paix, à la stabilité dans les zones cibles du projet ?
D) Quelles sont les considérations socio économique, politique et idéologique à prendre à compte pour comprendre la nature des conflits autour de la stabilisation et la sécurisation des frontières dans la région frontalière entre le Mali et le Niger ?

2. Dynamique des conflits entre les parties prenantes impliquées dans la stabilisation et la paix

A) Quelles sont les facteurs de division et les barrières qui entravent la collaboration entre les FDS et les communautés dans les zones?
Quels sont les causes qui conduisent au conflit violent entre les parties prenantes impliquées dans la stabilisation et la paix?

B) Qui sont les différents acteurs influençant ou jouant un rôle dans les dynamiques des conflits autour de la stabilisation et la sécurisation des frontières? Quel est leur intérêt? Comment les différents acteurs comprennent ou perçoivent leur rôle dans ces conflits?
C) Quelle est la perception de la communauté sur les rôles des forces de sécurité et celle des forces de sécurité envers la population?

3. Perspectives d'amélioration de la collaboration/Opportunité pour la paix

A) Quelles sont les opportunités pour la paix existantes et les perspectives d'amélioration de la collaboration entre les différents acteurs impliqués dans la stabilisation et la sécurisation des frontières?

B) Quels sont les facteurs à prendre en considération pour impliquer et faciliter des dialogues et une collaboration accrue entre citoyens et force de sécurité?
C) Quelles sont les parties prenantes et institutions à engager pour améliorer les relations parmi les communautés et les FDS impliqués dans la stabilisation et la sécurisation des frontières?

4. Recommandations pour la sensibilité aux conflits

A) Quels sont les risques contextuels et liés au projet qui nécessitent un suivi?
B) Que peut faire le projet pour s'assurer qu'il soit sensible aux conflits et respecte les principes du «ne pas nuire»?
C) Quels sont les recommandations à tenir en compte pour renforcer la collaboration entre toutes les parties prenantes impliquées dans la stabilisation des zones cibles du projet?

2. Méthodologie

Le Conflict Assessment sera effectué conjointement au Mali et au Niger dans les communes ciblées par le projet . La méthodologie utilisée pour conduire cette recherche sera basée sur approche mixte (qualitative et quantitative) qui permettra de faire une triangulation des données. L'approche quantitative consistera à l'utilisation d'un questionnaire qui sera administré à un échantillon représentatif des membres de la communauté. L'approche qualitative utilisera un guide de discussion pour conduire les Focus Group Discussions, les entretiens avec les informateurs clés - Key Information Interviews (KII).

Ces activités seront réalisées dans les 6 communes du Niger et les 9 communes du Mali (Tableau 1) . Une équipe d'enquêteurs sera recrutée et les enquêteurs dans chaque pays, seront formés les approches programmatiques de Search, les outils de collecte, la stratégie de collecte de données et un rappel des principes "Do No Harm" par les équipes DM&E de Search au Mali et au Niger pour conduire la collecte de données. L'équipe DM&E des deux pays assurera la supervision de proximité afin d'améliorer la qualité des données collectées. Les données seront centralisées quotidiennement auprès du DM&E Officer du Niger qui créera un dossier partagé avec l'équipe ILT pour le stockage des documents et données. Afin de s'assurer de la protection des données et des participants, les participants donneront le consentement avant de participer à l'entretien. les questionnaires seront codifiés afin de garder l'anonymat des participants et sauvegarder dans les locaux de SFCG au Mali et au Niger.

L'analyse des données et l'écriture du rapport de conflict assessment seront conduits sous la supervision du DM&E Officer du Niger avec le soutien de l'équipe DM&E du Mali et de l'équipe ILT.

Tableau 1: Zones de couverture de l'étude:

Pays	Nombre de commune	zones cibles
Mali	09	Koro, Dougoutéme 2, Bondo, Baye, Sokoura, Ouenkoro, Ansongo, Tessit et Ouattagouna
Niger	06	Bankilaré, Ayorou, Gorouel, Sanam, Abala et Banibangou

Focus Group Discussions

Les FGD ciblent un groupe de 6 à 12 personnes ayant généralement les caractéristiques similaires (genre, âge, ethnie, etc…). ils seront réalisés par deux membres de l'équipe dont un preneur de notes et l'autre qui facilitera les échanges. Les discussions seront menées par les facilitateurs, soigneusement sélectionnés et qui auront suivis 2 jours de formation intensive. Deux focus group homogènes seront menées par localité :

- 01 FGD : De femmes comprenant 4 femmes de 18-35 ans et 4 femmes de plus de 35 ans
- 01 FGD : D'hommes comprenant 4 hommes de 18-35 ans et 4 hommes de plus de 35 ans

Chaque FGD sera composé de maximum 8 personnes. Au total 30 FGD seront réalisés dont 18 FGD au Mali et 12 au Niger. Une attention particulière sera accordée aux différences linguistiques des langues locales lors de la traduction des outils et de la conduite des entretiens afin de s'assurer que le libellé et la formulation n'entraînent pas de problème dans la compréhension des participants. Les tableaux 1 et 2 présente la répartition des participants aux FGD selon les communes et le genre au Niger et au Mali.

Tableau 2: Répartition des participants aux FGD par sexe, par nombre et par localité au Niger

Localités	Goroual	Bankilaré	Ayerou	Sanam	Banibangou	Abala	Total
# FGD	2	2	2	2	2	2	12
#Femmes	8	8	8	8	8	8	48
#Hommes	8	8	8	8	8	8	48

Tableau 3: Répartition des participants au FDG par sexe et par localité Mali

Localités	Koro	Dougoutéme 2	Bondo	Baye	Sokoura	Ouenkoro	Ansongo	Tessit	Ouatagouna	Total
# FGD	2	2	2	2	2	2	2	2	2	18
#Femmes	8	8	8	8	8	8	8	8	8	72
#Hommes	8	8	8	8	8	8	8	8	8	72

Key Informant Interviews

Les KIIs avec des individus clés sont essentiels pour recueillir des informations approfondies sur un sujet ou un contexte particulier. les KII ciblent des personnes spécifiques afin qu'on puisse comparer et comprendre les différences entre les perceptions des individus.

Les KIIs cibleront des acteurs clés dans chaque zone d'intervention sélectionnée :

- (1) Autorité administrative et ou politique (préfet/maire de la localité)
- (1) Leader communautaire
- (2) Représentant des forces de défense et de sécurité **(Autorisation à solliciter au niveau des ministère de l'intérieur)**
- (1) Acteur de la société civile

Ainsi, 5 entretiens individuels seront conduits dans chacune des localités, soit 30 au Niger et 45 au Mali, pour un total de 75 entretiens.

Questionnaire quantitatif

La partie quantitative de ce conflict assessment se fera sur la base d'un questionnaire qui sera administré aux membres de la communauté dans les 15 communes (6 au Niger et 9 au Mali). La taille d'échantillon sera déterminée en tenant compte de l'effectif de la population dans chacune des communes. Le tableau ci-dessous donne la répartition de la population des communes cibles par genre et par pays.

Tableau 2: Échantillon du Niger par commune et par sexe

Communes Niger	**Population**[38]	**Part dans la population Totale**	**Taille de l'échantillon**	**Hommes**	**Femmes**
Abala	75821	19%	**74**	**36**	**37**
Ayérou	33527	8%	**33**	**16**	**17**
Banibangou	66949	17%	**65**	**32**	**33**
Bankilaré	84893	21%	**82**	**42**	**41**
Gorouol	66276	17%	**64**	**31**	**33**
Sanam	68466	17%	**66**	**31**	**35**
Total	395932	100%	**384**	**188**	**196**

[38] Annuaire Statistique du Niger 2010-2014

Tableau 3: Échantillon du Mali par commune et par sexe

Communes Mali	Population [39]	Part dans la population Totale	Taille de l'échantillon	Hommes	Femmes
Koro	41 440	17%	**65**	**28**	**37**
Dougoutéme 2	20 115	8%	**31**	**14**	**17**
Bondo	15 872	6%	**25**	**11**	**14**
Baye	39 096	16%	**61**	**25**	**36**
Sokoura	38 446	16%	**60**	**32**	**28**
Ouenkoro	21 723	9%	**34**	**17**	**17**
Ansongo	32 709	13%	**51**	**26**	**25**
Tessit	6 717	3%	**10**	**05**	**05**
Ouatagouna	30 159	12%	**47**	**22**	**25**
Total	246 277	100%	**384**	**179**	**205**

En prenant en compte un intervalle de confiance IC de 5%, un Z-score de 1.96 et une proportion de 50%, la taille d'échantillon permettant d'avoir un niveau de signification de 95% est de 384 par pays.

L'échantillon de 384 par pays a été réparti selon le poids de la population dans chaque commune. C'est à dire que l'échantillon par commune est déterminé en faisant le calcul suivant : Nombre total de la population multiplié par 100 divisé par la population totale de la zone du projet par pays.

Ces questionnaires seront administrés par smartphone utilisant KoboCollect pour faciliter la collecte des données. Ces données pourront ensuite être exportées vers le logiciel Excel pour leur apurement, calcul et analyse.

[39] Recensement Général de la Population et de l'Habitat du Mali 2009

Validation & Partage

En raison de son approche participative, les résultats du Conflict Assessment seront partagés auprès des partenaires et des autres acteurs œuvrant dans le même domaine.

Une réunion de validation des résultats sera prévue avec les acteurs clé et les communautés. Des séances de restitution seront également programmées avec les communautés participantes.

Limite de l'étude

Il est important de prendre en compte lors de la réalisation de cette recherche qu'il y a certains risques et limitations. Ceci est souvent le cas lorsque des recherches ont lieux dans des environnements difficiles. Des problèmes spécifiques peuvent survenir lors de la collecte de données qui sont par exemple :

- L'équipe de recherche peut ressentir une pression des différents intervenants pour fournir des résultats adaptés à leurs agendas ;
- Les contraintes liées à la sécurité peuvent limiter la capacité des participants à parler ouvertement de certaines questions ;
- Les contraintes culturelles, y compris le genre, la religion ou l'origine ethnique de l'intervieweur, peuvent constituer un défi dans la collecte des données, mais sont inévitables en raison des limitations du personnel ;
- Contraintes linguistiques : les différentes langues utilisées le long du processus peuvent être une contrainte. Les outils de collecte des données sont traduits du français en langue locales, où les nuances du contenu ont peut-être changé. Les entrevues seront effectuées dans la langue locale, et les transcriptions seront traduites en français. Des erreurs de traduction peuvent survenir au cours de ce processus ;
- Les répondants peuvent fournir des informations fausses ou trompeuses. Les motifs potentiels de cela peuvent être due au manque d'information, ou mauvaises informations du répondant, une présentation par inadvertance des opinions en tant que faits, pousser la conversation dans une mauvaise direction de manière délibérée dans le but de discréditer les autres, être considérée favorablement par l'interviewer,

à la crainte des répercussions de l'information révélatrice et/ou à la surévaluation de son propre rôle dans les événements.

Search va minimiser ces risques en :

- Essayant de s'assurer que tous les répondants participent de façon volontaire, en les informant de leur droit de décider de participer ou non, et en soulignant qu'il n'y a pas de répercussions s'ils ne participent pas ;
- Essayant de s'assurer que les participants ne fournissent pas d'informations biaisées ou incomplètes en créant de la confiance avec l'enquêteur, en adaptant les outils de collecte de données à chaque contexte et à la population cible et en assurant l'anonymat ;
- Travailler avec des enquêteurs ayant une expertise et une expérience, qui ont une compréhension de base des problèmes de développement/sécurité et établir des liens avec les communautés locales.
- Les autorités locales et les positions militaires de la zone de recherche seront informées du planning de déplacement de l'équipe.
- L'équipe logistique pays se chargera de la vérification de l'état des véhicules avant le démarrage de la mission

3. Mise en Œuvre

Livrables

Ci-dessous se trouve une liste des livrables attendus :

- Des Termes de Références (TDR) détaillant la méthodologie proposée et les outils d'évaluation ;
- Les outils de collecte de données ;
- Un Rapport d'activité sur le déroulement de la formation et de la collecte des donnée ;
- Un Rapport Final du conflict assessment incluant :
  - Un résumé exécutif par pays ;
  - La methodologie de l'etude;
  - Les limites de l'étude ;
  - Les principales conclusions et les recommandations.

- Annexes
- Une Présentation PPT

Planning de déplacement

Tableau : Equipe Niger

Date	Equipes	Localités	Tâches
01-03/10/2018	Equipe A (03 Enquêteurs)	Goroual	**Jour 1** Déplacement : Niamey - Goroual Prise de contact avec autorités locale (10h - 10h30) 5 KII 2 FGD **Jours 2 et 3** 64 questionnaires pour 3 enquêteurs
04-06/10/2018	Equipe A (03 Enquêteurs)	Bankilare	**Jour 4** Déplacement : Niamey - Bankilare Prise de contact avec autorités locale 05 KII 2 FGD **Jour 5 et 6** 82 questionnaires pour 3 enquêteurs
07-09/10/2018	Equipe A (03 Enquêteurs)	Ayérou	**Jour 7** Déplacement: Niamey - Ayérou Prise de contact avec autorités locale 05 KII 2 FGD **Jour 8 et 9** 64 questionnaires pour 3 enquêteurs
01-03/10/2018	Equipe B (03 Enquêteurs)	Banibangou	**Jour 1** Déplacement : Niamey - Banibangou Prise de contact avec autorités locale 05 KII 2 FGD **Jours 2 et 3** 65 questionnaires pour 3 enquêteurs
04-06/10/2018	Equipe B (03 Enquêteur	Abala	**Jour 4** Déplacement : Banibangou - Abala Prise de contact avec les autorités locales

	s)		**Jour 5** 05 KII 02 FGD **Jours 5 et 6** 74 Questionnaires pour 3 enquêteurs
07-09/10/2018	Equipe B (03 Enquêteurs)	Sanam	**Jour 7** Déplacement : Abala - Sanam (8-9h) Prise de contact avec les autorités locales (9h-9h30) 05 KII (10h-11h) 02 FGD **Jours 8 et 9** 66 Questionnaires pour 3 enquêteurs
09/10/2018			Fin de mission: Retour à Niamey

Tableau : Equipe Mali

Date	Equipes	Localités	Tâches
23-31/10/2018	A (+ prise de note)	Koro	Déplacement : Véhicule (Sévaré-Koro) 5 KII 2 FGD 65 Questionnaires
23-31/10/2018	A (+ prise de note)	Dougoutéme 2	Déplacement : Véhicule (Koro-Dougoutème 2) 5 KII 2 FGD 31 Questionnaires
23-31/10/2018	A (+ prise de note)	Bondo	Déplacement : Véhicule (Dougoutème 2-Bondo) 5 KII 2 FGD 25 Questionnaires
15-23/10/2018	B (+ prise de note)	Baye	Déplacement : Véhicule Sévaré-Baye

			5 KII 2 FGD 61 Questionnaires
15-23/10/2018	B (+ prise de note)	Sokoura	Déplacement : Véhicule Baye -Sokoura 5 KII 2 FGD 60 Questionnaires
15-23/10/2018	B (+ prise de note)	Ouenkoro	Déplacement : Véhicule Sokoura Ouenkoro 5 KII 2 FGD 34 Questionnaire
24/10 - 1/11/2018	C (02 Enquêteurs)	Ansongo	Déplacement : Véhicule Gao-Ansongo 5 KII 2 FGD 51 Questionnaire
24/10 - 1/11/2018	C (02 Enquêteurs)	Tessit	Déplacement : Véhicule Ansongo-Tessit 5 KII 2 FGD 10 Questionnaire
24/10 - 1/11/2018	C (02 Enquêteurs)	Ouatangouna	Déplacement : Véhicule Tessit -Ouatagouna 5 KII 2 FGD 40 Questionnaire
12/10/2018			Fin de la mission

Équipe A - Koro: Madou Diakité, Project Officer Ina, assistant de projet à Koro (9 jours; 24 Octobre au 1er Novembre 2018);

Équipe B - Bankass: Madou, Project Officer Ina, assistant de projet à Bankass (9 jours; 13 au 23 Octobre 2018);

Équipe C - Ansongo: Oumar Ouedraogo, Chef de projet M'barra, assistant de projet Ansongo (11 jours; 17 au 27 Octobre 2018).

Calendrier

Date	Action et livrable	Responsable
20/09/2018	Termes de références	DME Mali & Niger
24/09/2018	Outils de collecte de données	DME Mali & Niger
6/10/2018	Revue des TdR et outils de collecte	ILT & Program Associates, Spécialiste régionale DME pour l'Afrique de l'Est
08/10/2018	Préparatifs logistiques (demande de carburant + contrat de location)	DM&E Officer & Equipe Admin/Log
09/10/2018	Sélection des enquêteurs, des agents de saisie	DM&E Officer & Equipe Admin/Log
08/10/2018	Envoie des lettres d'autorisation au gouvernorat + appel des autorités locales	DME officer Mali & Niger
12/10/2018	Contrat des enquêteurs	Finance
11-12/10/2018	Formation des enquêteurs et des superviseurs + test des outils	DME officer Niger
15 au 24/10/2018	Collecte des données	DME Niger / Enquêteurs
25-26/11/2018	Analyse et traitement des données collectées	DME officer Mali (Baseline) & Niger (Assessment)
09/11/2018	Premier draft du rapport	DME officer Mali & Niger
12-14/11/2018	Revue du premier draft	ILT & Program Associate
15-16/11/2018	Intégration et partage de la deuxième version du rapport	DME officer Mali & Niger
19-21/11/2018	Revue de la deuxième version du rapport	ILT & Program Associate
19-23-/11/2018	Revue management	Directeur des Programmes et ou Country Directors
26-28/11/2018	Intégration des observations	DME officer Mali & Niger
29-30/11/2018	Présentation Powerpoint des résultats	DME officer Mali & Niger
01-02/12/2018	Mise en page et Finalisation du rapport	ILT

03/12/2018	Partage de la version finale du rapport	Country Directors

6.3 Outils

Conflict Assessment

Conflict Stability and Security Fund

CSSF Phase II : Mali-Niger

Octobre 2018

Questionnaire pour les Key Informant Interviews (KII)

Autorité Administrative

Instructions

Ecouter activement :

- Laisser suffisamment de temps pour que l'interviewé puisse répondre à chaque question et qu'il puisse élaborer sur des réponses.
- Ecoutez de manière à identifier les perceptions, idées et thèmes abordés par l'interviewé.
- Montrer de l'intérêt : '*hochez la tête', 'je vois', 'oui', 'c'est utile à savoir'*
- Clarifier les significations des réponses et demander des détails.

Encourager l'interviewé à inclure des détails sans influencer les réponses :

- Répéter une partie de la question.
- Paraphraser la réponse au répondant pour confirmer l'interprétation.
- Poser des questions neutres : « Est-ce que vous pouvez me dire plus sur ça ? », ou « Est-ce que vous pouvez me donner un exemple ? »

Prise de note :

- Enregistrez les réponses en détail autant que possible, mot à mot, et incluez des commentaires supplémentaires fournis.
- Directement après l'entrevue, examinez les notes et complétez les informations manquantes.

Information

Le tableau ci-dessous doit être rempli avant l'interview sans interaction avec l'interviewé.

Interview # :	
Nom de l'enquêteur :	
Date et durée de l'entretien :	____/____/2018 De _____:_____ à _____:_____ JJ MM
Pays :	Niger ☐ Mali ☐
Communes du Niger :	Goroual ☐ Bankilare ☐ Ayer ☐ Banibangou ☐ Abal… ☐ Sanal… ☐
Communes du Mali :	Koro ☐ Dougoutéme ☐ Bon ☐ B ☐ Sokoura ☐ Ouenkor ☐ Ansong ☐ Te ☐ Ouatagouna ☐
Genre de l'interviewé :	Homme ☐ Femme ☐
Âge :	
Titre professionnel :	

Présentation

Bonjour,

Nous vous remercions de nous recevoir aujourd'hui et de nous consacrer une partie de votre précieux temps.

Je m'appelle _____. En quelques mots, l'entretien auquel nous vous invitons aujourd'hui s'inscrit dans le cadre d'une enquête initiée par Search For Common Ground. Search for Common Ground est une ONG internationale qui a comme but de transformer comment on gère les conflits. Nous faisons une enquête pour collecter de l'information pour identifier et comprendre l'évolution du contexte de conflits, tensions et risques ainsi que les opportunités et mécanismes de paix et de collaboration existantes dans

votre. Nous cherchons à mieux comprendre et obtenir votre avis et votre perspective sur ces questions.

Les informations que nous collectons aideront une série d'acteurs nationaux et internationaux qui sont actifs dans zone frontalière **Mali - Niger** à comprendre et à trouver des solutions aux problèmes actuels de collaboration entre les communautés et les force de défense de sécurité. L'objectif principal de ces entrevues sera de recueillir vos idées, opinions, perspectives et suggestions, en tant qu'individu dans cette communauté sur ces problèmes.

Vous avez été sélectionnés pour cette enquête afin de recueillir votre perception personnelle et votre analyse sur ce sujet ainsi que vos propositions de solution. Il n'aura pas de rémunération pour votre participation aujourd'hui, mais les informations que vous allez nous fournir seront prises en compte pour améliorer les activités de Search dans le cadre du projet "**Bâtissons ensemble**". Ce projet est financé par le **Conflict Stability and Security Fund du Royaume Uni** et vise à "*Renforcer un environnement propice à la confiance mutuelle entre toutes les parties prenantes impliquées dans la stabilisation de la zone commune de Liptako-Gourma entre le Mali et le Niger*".

Les informations fournies sur vous-mêmes et votre communauté resteront strictement **confidentielles et anonymes** et ne seront utilisées que dans le cadre professionnel. Tout en comptant sur votre disponibilité, nous vous assurons que la participation à cette enquête est volontaire. S'il arrivait que je pose une question à laquelle vous ne voulez pas répondre, dites-le-moi et je passerai à la question suivante ; vous êtes libre de suspendre l'interview à n'importe quel moment.

Consentez-vous à participer à cet entretien ?

OUI ☐ NON ☐ (Cochez la réponse du répondant)

La durée de l'entretien est d'environ 45 minutes voir 1 heure maximum.

Questions

1. Analyse du contexte

1.1. Selon vous comment est la situation sécuritaire actuelle dans votre localité?

1.2. Quels sont les facteurs constituant un risque pour la stabilisation et la sécurisation des frontières dans votre localité?

1.3. De quelle manière le contexte sécuritaire sécuritaire de votre localité affectent les membres de votre communauté ? Quel est son impact sur les mouvements de la population de votre localité?

1.4. Comment qualifiez-vous la relation actuelle de collaboration entre les FDS et les communauté dans votre localité ?

1.5. Existe t-il des facteurs socio économiques, politiques ou idéologiques qui soient à la base des conflits dans votre localité ?

2. Dynamique des conflits entre les parties prenantes impliquées dans la stabilisation et la paix

2.1. Quelle est votre perception de la collaboration entre FDS et les communautés dans votre localité sur les questions de stabilité et de sécurité?

2.2. Existe-t-il selon vous, un lien entre le niveau de collaboration entre vous, les FDS et les communautés et la dégradation de la situation sécuritaire de votre localité ?

2.3. Quelles sont les facteurs de division et les barrières qui entravent la collaboration entre les FDS et les communautés dans votre localité?

2.4. Comment ces facteurs sont-ils liés et quel est leur influence sur la stabilité et la sécurité dans votre localité?

2.5. Quelles sont selon vous les conséquences des barrières et divisions entre les communautés et les FDS sur la stabilité et la sécurisation de votre localité ?

2.6. Quels sont selon vous les attitudes et comportements susceptibles de créer la méfiance entre les communautés et les FDS ?

2.7. Pensez-vous que ces méfiances peuvent créer des conflits entre les FDS et les communautés?

- si oui, pourquoi selon-vous cela pourrait créer des conflits ?

2.8. Y-a-t-il des acteurs autres que vous, les FDS et les communautés jouant un rôle dans les dynamiques des conflits autour de la stabilisation et la sécurisation des frontières?

- Qui sont ces acteurs?
- Pouvez-vous dire ce qui les motive dans la dégradation ou l'amélioration des relations entre vous, les FDS et les Communautés ?

2.9. Comment est-ce que ces acteurs contribuent t-ils à la dégradation ou à l'amélioration de la situation sécuritaire et la stabilité de votre localité ?

3. Perspectives d'amélioration de la collaboration/Opportunité pour la paix

3.1. Pensez-vous qu'il existe des opportunités qui permettraient de favoriser la stabilité et de restaurer la sécurité de votre localité?

- Pouvez-vous citer et dire comment selon vous ces opportunités peuvent favoriser la stabilité et restaurer la sécurité dans votre localité?

3.2. Existent-ils des cadres qui permettent de vous retrouver avec les FDS et les communautés afin d'évoquer les questions relatives à l'amélioration de la situation sécuritaire et la stabilité de votre localité ?

3.3. Quels sont les facteurs à prendre en considération pour faciliter le dialogue et la collaboration entre vous, les FDS et citoyens autour de la stabilité et la sécurité de votre localité ?

3.4. Selon vous, quels sont les acteurs ou structures à impliquer dans le processus d'amélioration des relations entre les communautés et les FDS pour favoriser la stabilité et la sécurité dans votre localité?

3.5. Que pensez-vous que ces acteurs ou structures peuvent améliorer dans leurs initiatives pour être des acteurs déterminant dans la sécurisation et la stabilité de votre localité ?

3.6. Quelles initiatives ou actions vous proposez pour promouvoir la collaboration entre vous, les FDS et les communautés ?

3.7. De quelle manière pouvez vous contribuer aux initiatives du projet pour la sécurisation et la stabilité de votre localité ?

Conflict Assessment

Conflict Stability and Security Fund

CSSF Phase II : Mali-Niger

Octobre 2018

Questionnaire pour les Key Informant Interviews (KII)/

Leaders Communautaires/ Acteurs de la Société Civile

Instructions

Ecouter activement :

- Laisser suffisamment de temps pour que l'interviewé puisse répondre à chaque question et qu'il puisse élaborer sur des réponses.
- Ecoutez de manière à identifier les perceptions, idées et thèmes abordés par l'interviewé.
- Montrer de l'intérêt : '*hochez la tête', 'je vois', 'oui', 'c'est utile à savoir'*
- Clarifier les significations des réponses et demander des détails.

Encourager l'interviewé à inclure des détails sans influencer les réponses :

- Répéter une partie de la question.
- Paraphraser la réponse au répondant pour confirmer l'interprétation.
- Poser des questions neutres : « Est-ce que vous pouvez me dire plus sur ça ? », ou « Est-ce que vous pouvez me donner un exemple ? »

Prise de note :

- Enregistrez les réponses en détail autant que possible, mot à mot, et incluez des commentaires supplémentaires fournis.
- Directement après l'entrevue, examinez les notes et complétez les informations manquantes.

Information

Le tableau ci-dessous doit être rempli avant l'interview sans interaction avec l'interviewé.

Interview # :	
Nom de l'enquêteur :	
Date et durée de l'entretien :	____/____/2018 De _____:_____ à _____:_____ JJ MM
Pays :	Niger ☐ Mali ☐
Communes du Niger :	Goroual ☐ Bankilare ☐ Ayer ☐ Banibangou ☐ Abal… ☐ Sanal… ☐
Communes du Mali :	Koro ☐ Dougoutéme ☐ Bon ☐ B ☐ Sokoura ☐ Ouenkor ☐ Ansong ☐ Te ☐ Ouatagouna ☐
Genre de l'interviewé :	Homme ☐ Femme ☐
Âge :	
Titre professionnel :	

Présentation

Bonjour,

Nous vous remercions de nous recevoir aujourd'hui et de nous consacrer une partie de votre précieux temps.

Je m'appelle _____. En quelques mots, l'entretien auquel nous vous invitons aujourd'hui s'inscrit dans le cadre d'une enquête initiée par Search For Common Ground. Search for Common Ground est une ONG internationale qui a comme but de transformer comment on gère les conflits. Nous faisons une enquête pour collecter de

l'information pour identifier et comprendre l'évolution du contexte de conflits, tensions et risques ainsi que les opportunités et mécanismes de paix et de collaboration existantes dans votre. Nous cherchons à mieux comprendre et obtenir votre avis et votre perspective sur ces questions.

Les informations que nous collectons aideront une série d'acteurs nationaux et internationaux qui sont actifs dans zone frontalière **Mali - Niger** à comprendre et à trouver des solutions aux problèmes actuels de collaboration entre les communautés et les force de défense de sécurité. L'objectif principal de ces entrevues sera de recueillir vos idées, opinions, perspectives et suggestions, en tant qu'individu dans cette communauté sur ces problèmes.

Vous avez été sélectionnés pour cette enquête afin de recueillir votre perception personnelle et votre analyse sur ce sujet ainsi que vos propositions de solution. Il n'aura pas de rémunération pour votre participation aujourd'hui, mais les informations que vous allez nous fournir seront prises en compte pour améliorer les activités de Search dans le cadre du projet "**Bâtissons ensemble**". Ce projet est financé par le **Conflict Stability and Security Fund du Royaume Uni** et vise à "*Renforcer un environnement propice à la confiance mutuelle entre toutes les parties prenantes impliquées dans la stabilisation de la zone commune de Liptako-Gourma entre le Mali et le Niger*".

Les informations fournies sur vous-mêmes et votre communauté resteront strictement **confidentielles et anonymes** et ne seront utilisées que dans le cadre professionnel. Tout en comptant sur votre disponibilité, nous vous assurons que la participation à cette enquête est volontaire. S'il arrivait que je pose une question à laquelle vous ne voulez pas répondre, dites-le-moi et je passerai à la question suivante ; vous êtes libre de suspendre l'interview à n'importe quel moment.

Consentez-vous à participer à cet entretien ?

OUI ☐ NON ☐ (Cochez la réponse du répondant)

La durée de l'entretien est d'environ 45 minutes voir 1 heure maximum.

Avant de commencer avez-vous des questions à me poser ?

Questions

1. Analyse du contexte

1.1. Comment décririez-vous la situation sécuritaire actuelle dans votre localité ? 1.2. Quels sont les facteurs constituant un risque pour la stabilisation et la sécurisation des frontières dans votre localité ?

1.3. De quelle manière le contexte sécuritaire sécuritaire de votre localité affectent les membres de votre communauté ? Quel est l'impact de la situation sécuritaire sur les mouvements de la population de votre localité?

1.4. Comment qualifiez-vous la relation actuelle de collaboration entre les FDS et les communauté dans votre localité ?

2. Dynamique des conflits entre les parties prenantes impliquées dans la stabilisation et la paix

2.1. Quelle est votre perception sur la collaboration entre vous et les forces de défense et de sécurité dans votre localité ?

2.2. Existe-t-il selon vous, un lien entre le niveau de collaboration entre vous et les communautés et la dégradation ou l'amélioration de la situation sécuritaire de votre localité?

2.3. Quelles sont les facteurs de division et les barrières qui entravent la collaboration entre les FDS et les communautés dans votre localité ?

2.4. Quelles sont selon vous les causes de la faible collaboration et relation de confiance entre les FDS et les communautés dans votre localité ? Quelles actions et comportements de certains groupes peuvent créer de la méfiance?

2.5. Pensez-vous que vos attitudes et comportements personnels sont susceptibles de créer la méfiance entre vous et les FDS ou de favoriser un climat de confiance ? Donnez des exemples.

2.6. Y-a-t-il des acteurs autres que vous, les FDS et les autorités jouant un rôle dans les dynamiques des conflits autour de la stabilisation et la sécurisation des frontières?

2.6.1. Qui sont ces acteurs et que font-ils qui affecte la situation ?

2.7. Connaissez-vous leurs motivations dans les dynamiques des conflits autour de la stabilisation et la sécurisation des frontières? Pouvez-vous les expliquer ?

3. Perspectives d'amélioration de la collaboration/Opportunité pour la paix

3.1. Pensez-vous qu'il existe des opportunités qui permettraient de favoriser la stabilité et de restaurer la sécurité de votre localité?

- Pouvez-vous citer et dire comment selon vous ces opportunités peuvent favoriser la stabilité et restaurer la sécurité dans votre localité?

3.2. Existent t-ils des cadres qui permettent de vous retrouver avec les FDS et les autorités pour évoquer les questions relatives à l'amélioration de la situation sécuritaire et la stabilité?

3.3. Quels sont les facteurs à prendre en considération pour faciliter le dialogue et la collaboration entre vous et les FDS?

3.4. Selon vous quels les acteurs ou structures à impliquer dans le processus d'amélioration des relations entre vous et les FDS pour favoriser la stabilité et à la sécurité dans votre localité?

3.5. Que pensez-vous que ces acteurs ou structures peuvent améliorer dans leurs initiatives pour être des acteurs déterminant dans la sécurisation et la stabilité de votre localité ?

3.6. Quelles initiatives ou actions proposez-vous pour promouvoir la collaboration entre vous, les FDS et les communautés ?

3.7. De quelle manière pouvez-vous personnellement contribuer aux initiatives du projet pour la sécurisation et la stabilité de votre localité ?

Conflict Assessment

Conflict Stability and Security Fund

CSSF Phase II : Mali-Niger

Octobre 2018

Questionnaire pour les Key Informant Interviews (KII)

Forces de Défense et de Sécurité (FDS)

Instructions

Ecouter activement :

- Laisser suffisamment de temps pour que l'interviewé puisse répondre à chaque question et qu'il puisse élaborer sur des réponses.
- Ecoutez de manière à identifier les perceptions, idées et thèmes abordés par l'interviewé.
- Montrer de l'intérêt : '*hochez la tête', 'je vois', 'oui', 'c'est utile à savoir'*
- Clarifier les significations des réponses et demander des détails.

Encourager l'interviewé à inclure des détails sans influencer les réponses :

- Répéter une partie de la question.
- Paraphraser la réponse au répondant pour confirmer l'interprétation.
- Poser des questions neutres : « Est-ce que vous pouvez me dire plus sur ça ? », ou « Est-ce que vous pouvez me donner un exemple ? »

Prise de note :

- Enregistrez les réponses en détail autant que possible, mot à mot, et incluez des commentaires supplémentaires fournis.
- Directement après l'entrevue, examinez les notes et complétez les informations manquantes.

Information

Le tableau ci-dessous doit être rempli avant l'interview sans interaction avec l'interviewé.

Interview # :	
Nom de l'enquêteur :	
Date et durée de l'entretien :	____/____/2018 De _____:_____ à _____:_____ JJ MM
Pays :	Niger ☐ Mali ☐
Communes du Niger :	Goroual ☐ Bankilare ☐ Ayer ☐ Banibangou ☐ Abal… ☐ Sanal… ☐
Communes du Mali :	Koro ☐ Dougoutéme ☐ Bon ☐ B ☐ Sokoura ☐ Ouenkor ☐ Ansong ☐ Te ☐ Ouatagouna ☐
Genre de l'interviewé :	Homme ☐ Femme ☐
Âge :	
Titre professionnel :	

Présentation

Bonjour,

Nous vous remercions de nous recevoir aujourd'hui et de nous consacrer une partie de votre précieux temps.

Je m'appelle _____. En quelques mots, l'entretien auquel nous vous invitons aujourd'hui s'inscrit dans le cadre d'une enquête initiée par Search For Common Ground. Search for Common Ground est une ONG internationale qui a comme but de transformer comment on gère les conflits. Nous faisons une enquête pour collecter de

l'information pour identifier et comprendre l'évolution du contexte de conflits, tensions et risques ainsi que les opportunités et mécanismes de paix et de collaboration existantes dans votre. Nous cherchons à mieux comprendre et obtenir votre avis et votre perspective sur ces questions.

Les informations que nous collectons aideront une série d'acteurs nationaux et internationaux qui sont actifs dans zone frontalière **Mali - Niger** à comprendre et à trouver des solutions aux problèmes actuels de collaboration entre les communautés et les force de défense de sécurité. L'objectif principal de ces entrevues sera de recueillir vos idées, opinions, perspectives et suggestions, en tant qu'individu dans cette communauté sur ces problèmes.

Vous avez été sélectionnés pour cette enquête afin de recueillir votre perception personnelle et votre analyse sur ce sujet ainsi que vos propositions de solution. Il n'aura pas de rémunération pour votre participation aujourd'hui, mais les informations que vous allez nous fournir seront prises en compte pour améliorer les activités de Search dans le cadre du projet "**Bâtissons ensemble**". Ce projet est financé par le **Conflict Stability and Security Fund du Royaume Uni** et vise à "*Renforcer un environnement propice à la confiance mutuelle entre toutes les parties prenantes impliquées dans la stabilisation de la zone commune de Liptako-Gourma entre le Mali et le Niger*".

Les informations fournies sur vous-mêmes et votre communauté resteront strictement **confidentielles et anonymes** et ne seront utilisées que dans le cadre professionnel. Tout en comptant sur votre disponibilité, nous vous assurons que la participation à cette enquête est volontaire. S'il arrivait que je pose une question à laquelle vous ne voulez pas répondre, dites-le-moi et je passerai à la question suivante ; vous êtes libre de suspendre l'interview à n'importe quel moment.

Consentez-vous à participer à cet entretien ?

OUI ☐ NON ☐ (Cochez la réponse du répondant)

La durée de l'entretien est d'environ 45 minutes voir 1 heure maximum.

Avant de commencer avez-vous des questions à me poser ?

Questions

1. Analyse du contexte

1.1. Comment décririez-vous la situation sécuritaire actuelle dans votre localité?

1.2. Quels sont les facteurs constituant un risque pour la stabilisation et la sécurisation des frontières dans votre localité?

1.3. De quelle manière le contexte sécuritaire sécuritaire dans la localité affectent les membres de la communauté locale ? Quel est son impact sur les mouvements de la population de la localité?

2. Dynamique des conflits entre les parties prenantes impliquées dans la stabilisation et la paix

2.1.. Comment qualifiez-vous la relation actuelle de collaboration entre vous et les communauté dans la localité ?

2.2. Existe-t-il selon vous, un lien entre le niveau de collaboration entre vous et les communautés et la dégradation ou l'amélioration de la situation sécuritaire de la localité? Pouvez-vous expliquer?

2.3. Quelles sont les facteurs de division et les barrières qui entravent la collaboration entre vous et les communautés dans la localité ? Comment ces facteurs sont-ils liés et quel est leur influence sur la stabilité et la sécurité dans la localité ?

2.4. Quelles sont selon vous les causes de la faible collaboration et relation de confiance entre les FDS et les communautés dans votre localité ? Quelles actions et comportements de certains groupes peuvent créer de la méfiance?

2.5. Y-a-t-il des acteurs autres que vous, les FDS et les autorités jouant un rôle dans les dynamiques des conflits autour de la stabilisation et la sécurisation des frontières?

2.5.1. Qui sont ces acteurs et que font-ils qui affecte la situation ?

2.6. Connaissez-vous leurs motivations dans les dynamiques des conflits autour de la stabilisation et la sécurisation des frontières? Pouvez-vous les expliquer ?

3. Perspectives d'amélioration de la collaboration/Opportunité pour la paix

3.1. Pensez-vous qu'il existe des opportunités qui permettraient de favoriser la stabilité et de restaurer la sécurité de votre localité?

- Pouvez-vous citer et dire comment selon vous ces opportunités peuvent favoriser la stabilité et restaurer la sécurité dans la localité?

3.2. Existent t-ils des cadres qui permettent de vous retrouver avec les communautés pour évoquer les questions relatives à l'amélioration de la situation sécuritaire et la stabilité de la localité? Donnez des exemples.

3.3. Quels sont les facteurs à prendre en considération pour faciliter le dialogue et la collaboration entre vous et les communautés autour de la stabilité et la sécurité de la localité ?

3.4. Selon vous, quels sont les acteurs ou structures à impliquer dans le processus d'amélioration des relations entre les FDS et les communautés pour favoriser la stabilité et à la sécurité dans la localité?

3.5. Que pensez-vous que ces acteurs ou structures peuvent améliorer dans leurs initiatives pour être des acteurs déterminant dans la sécurisation et la stabilité de la localité ?

3.6. Quelles initiatives ou actions proposez-vous pour promouvoir la collaboration entre vous, les autorités locales et les communautés ?

3.7. De quelle manière pouvez-vous personnellement contribuer aux initiatives du projet pour la sécurisation et la stabilité de la localité ?

Conflict Assessment

Conflict Stability and Security Fund

CSSF Phase II : Mali-Niger

Octobre 2018

Questionnaire pour les Focus Group Discussions (FGD)

Instructions

Ecouter activement :

- Laisser suffisamment de temps pour que l'interviewé puisse répondre à chaque question et qu'il puisse élaborer sur des réponses.
- Ecoutez de manière à identifier les perceptions, idées et thèmes abordés par l'interviewé.
- Montrer de l'intérêt : '*hochez la tête', 'je vois', 'oui', 'c'est utile à savoir'*
- Clarifier les significations des réponses et demander des détails.

Encourager l'interviewé à inclure des détails sans influencer les réponses :

- Répéter une partie de la question.
- Paraphraser la réponse au répondant pour confirmer l'interprétation.
- Poser des questions neutres : « Est-ce que vous pouvez me dire plus sur ça ? », ou « Est-ce que vous pouvez me donner un exemple ? »

Prise de note :

- Enregistrez les réponses en détail autant que possible, mot à mot, et incluez des commentaires supplémentaires fournis.
- Directement après l'entrevue, examinez les notes et complétez les informations manquantes.

Information

Le tableau ci-dessous doit être rempli avant l'interview sans interaction avec l'interviewé.

Focus group discussion # :	
Date et durée de l'entretien :	____/____/2018 De _____:_____ à _____:_____ JJ MM
Animateur du FGD:	
Preneur de notes :	
Langues utilisée :	
Communes du Niger	Goroual Ban e Ayorou Banibangou Aba Sa
Communes du Mali	Koro Dougoutéme Bor B Sokoura Ouenkor Anso Te Ouatagoun
Nombre des personnes par genre dans le FGD	Nombre des hommes:_____ Nombre des femmes:_____
FGD des :	(a) Jeunes hommes (b) Femmes

Présentation

Bonjour,

Nous vous remercions de nous recevoir aujourd'hui et de nous consacrer une partie de votre précieux temps.

Je m'appelle _____. En quelques mots, l'entretien auquel nous vous invitons aujourd'hui s'inscrit dans le cadre d'une enquête initiée par Search For Common Ground. Search for Common Ground est une ONG internationale qui a comme but de

transformer comment on gère les conflits. Nous faisons une enquête pour collecter de l'information pour identifier et comprendre l'évolution du contexte de conflits, tensions et risques ainsi que les opportunités et mécanismes de paix et de collaboration existantes dans votre. Nous cherchons à mieux comprendre et obtenir votre avis et votre perspective sur ces questions.

Les informations que nous collectons aideront une série d'acteurs nationaux et internationaux qui sont actifs dans zone frontalière **Mali - Niger** à comprendre et à trouver des solutions aux problèmes actuels de collaboration entre les communautés et les force de défense de sécurité. L'objectif principal de ces entrevues sera de recueillir vos idées, opinions, perspectives et suggestions, en tant qu'individu dans cette communauté sur ces problèmes.

Vous avez été sélectionnés pour cette enquête afin de recueillir votre perception personnelle et votre analyse sur ce sujet ainsi que vos propositions de solution. Il n'aura pas de rémunération pour votre participation aujourd'hui, mais les informations que vous allez nous fournir seront prises en compte pour améliorer les activités de Search dans le cadre du projet "**Bâtissons ensemble**". Ce projet est financé par le **Conflict Stability and Security Fund du Royaume Uni** et vise à "*Renforcer un environnement propice à la confiance mutuelle entre toutes les parties prenantes impliquées dans la stabilisation de la zone commune de Liptako-Gourma entre le Mali et le Niger*".

Les informations fournies sur vous-mêmes et votre communauté resteront strictement **confidentielles et anonymes** et ne seront utilisées que dans le cadre professionnel. Tout en comptant sur votre disponibilité, nous vous assurons que la participation à cette enquête est volontaire. S'il arrivait que je pose une question à laquelle vous ne voulez pas répondre, dites-le-moi et je passerai à la question suivante ; vous êtes libre de suspendre l'interview à n'importe quel moment.

Consentez-vous à participer à cette discussion ?

OUI ☐ NON ☐ (Cochez la réponse du répondant)

La durée de cette discussion est d'environ 45 minutes voir 1 heure maximum.

Avant de commencer avez-vous des questions à me poser ?

Questions

1. Analyse du contexte

1.1. Comment décririez-vous la situation sécuritaire actuelle dans votre localité ?

1.2. Quels sont les facteurs constituant un risque pour la stabilisation et la sécurisation des frontières dans votre localité?

1.3. De quelle manière le contexte sécuritaire de votre localité affecte les membres de votre communauté ? Comment affecte-t-il les femmes et les jeunes ? Quel est son impact sur les activités des femmes et des jeunes de la population de votre localité ?

1.4. Comment qualifiez-vous la relation actuelle de collaboration entre les FDS et les jeunes /femmes dans votre localité ? Justifiez votre réponse.

2. Dynamique des conflits entre les parties prenantes impliquées dans la stabilisation et la paix

2.1. Existe-t-il selon vous, un lien entre le niveau de collaboration entre vous et les autorités et FDS et la dégradation ou l'amélioration de la situation sécuritaire de votre localité? Expliquez.

2.2. Avez-vous l'impression que les autorités et les FDS prennent en compte les opinions et problèmes des jeunes et des femmes dans les décisions sécuritaire de votre localité ? Pourquoi oui et pourquoi non?

2.3. Existe-t-il des attitudes et comportement des FDS susceptibles de créer de la méfiance ou de la peur chez les jeunes/femmes de votre localité ? Pouvez-vous donner des exemples ?

2.4. Existe-t-il des attitudes et comportement de votre part qui soient susceptibles de créer de la méfiance et de la peur entre vous et les FDS ? Pourquoi ?

2.5. Y-a-t-il des acteurs autres que vous, les FDS et les autorités jouant un rôle dans les dynamiques des conflits autour de la stabilisation et la sécurisation des frontières?

2.5.1. Qui sont ces acteurs et que font-ils qui affecte la situation ?

2.6. Connaissez-vous leurs motivations dans les dynamiques des conflits autour de la stabilisation et la sécurisation des frontières? Pouvez-vous les expliquer ?

3. Perspectives d'amélioration de la collaboration/Opportunité pour la paix

3.1. Quels rôle les jeunes et les femmes peuvent-ils jouer dans la stabilité et la sécurité de votre localité ? Donnez des exemples.

3.2. Pensez-vous qu'il existe des opportunités qui permettraient de favoriser la stabilité et de restaurer la sécurité de votre localité?

- Pouvez-vous citer et dire comment selon vous ces opportunités peuvent aboutir à la stabilité et restaurer la sécurité dans votre localité?

3.3. Existent-ils des cadres auxquels les jeunes/femmes participent avec les FDS, la communautés, et les autorités qui permettent de discuter des questions relatives à l'amélioration de la situation sécuritaire et la stabilité? Pouvez-vous les décrire?

3.4. Quels sont les facteurs à prendre en considération pour faciliter le dialogue et la collaboration entre vous et les FDS?

3.5. Selon vous, quels sont les acteurs ou structures à impliquer dans le processus d'amélioration des relations entre les FDS et les communautés pour favoriser la stabilité et à la sécurité dans la localité?

3.6. De quelle manière pouvez-vous personnellement contribuer aux initiatives du projet pour la sécurisation et la stabilité de la localité ?